

1 février 2017 revue de presse	3
1 février 2017 revue thématique DD	4
2 février 2017 revue de presse	7
2 février 2017 revue thématique DD	8
2 février 2017 rubrique nécrologique	15
3 février 2017 revue de presse	16
3 février 2017 revue thématique DD	17
4 au 6 février 2017 revue de presse	19
4 au 6 février 2017 revue thématique DD	27
7 février 2017 revue de presse	31
7 février 2017 revue thématique DD	32
8 février 2017 revue de presse	34
8 février 2017 revue thématique DD	36
9 février 2017 revue de presse	37
9 février 2017 revue thématique DD	39
10 février 2017 revue de presse	45
10 février 2017 revue thématique DD	48
11 au 13 février 2017 revue de presse	52
11 au 13 février 2017 revue thématique DD	54
14 février 2017 revue de presse	58
14 février 2017 revue thématique DD	60
15 février 2017 revue de presse	62
15 février 2017 revue thématique DD	64
16 février 2017 revue de presse	65
16 février 2017 revue thématique DD	68
17 février 2017 revue de presse	69
17 février 2017 revue thématique DD	70
18 au 21 février 2017 revue de presse	71
18 au 21 février 2017 revue thématique DD	74
18 au 21 février 2017 rubrique nécrologique	80
22 février 2017 revue de presse	81
22 février 2017 revue thématique DD	85
22 février 2017 rubrique nécrologique	87

23 février 2017 revue de presse	88
23 février 2017 revue thématique DD	90
24 février 2017 revue de presse	92
24 février 2017 revue thématique DD	93
25 au 27 février 2017 revue de presse	94
25 au 27 février 2017 revue thématique DD	98
28 février 2017 revue de presse	103

01 FEV. 2017

SAINT-JEAN

Week-end animé au handball-club

Deux jours pour se réunir, partager, profiter d'une passion commune : le handball ! Tel était le vœu des dirigeants du HBC Saint-Jean pour le week-end dernier. Sachant que seuls les -18 garçons jouaient samedi (victoire 34-27 contre le Fenix, défaite 23-26 contre La Salvetat), c'était l'occasion de confronter les jeunes licenciés du club à leurs propres parents ! Rien de plus motivant pour les Nikola Karabatic et Alisson Pineau en herbe, que de montrer leurs talents à leurs plus fervents supporters. Une belle réussite puisqu'ils étaient 50 à participer à ce moment de défi et de rigolade. Une mobilisation preuve de la bonne



Le club de handball a assisté en direct à la finale France-Norvège dans le hall de l'Espace René-Cassin./Photo DDM

santé des équipes jeunes du HBCSJ, puisque toutes les catégories, du baby hand aux -18, filles et garçons, y sont représentées ! Et pour clôturer

ce week-end de fête, l'association proposait dimanche, de suivre à l'Espace René-Cassin, la finale du Mondial. Cet épilogue, France-Norvège, a pro-

voqué crispation, puis acclamations, chants et applaudissements, chez les 80 personnes massées dans le hall du gymnase. La bande à Didier Dinart et Guillaume Gille finissant par emporter une sixième étoile, nul doute que Mickaël Guigou et consorts seront encore une fois une source d'inspiration certaine pour l'ensemble des 220 licenciés du HBC Saint-Jean. Quoi de plus logique, dans la commune d'un certain Claude Onesta ? La légende des entraîneurs pourra rentrer chez lui en respirant une atmosphère de Handball, aujourd'hui plus marquée que jamais, dans sa ville de résidence.

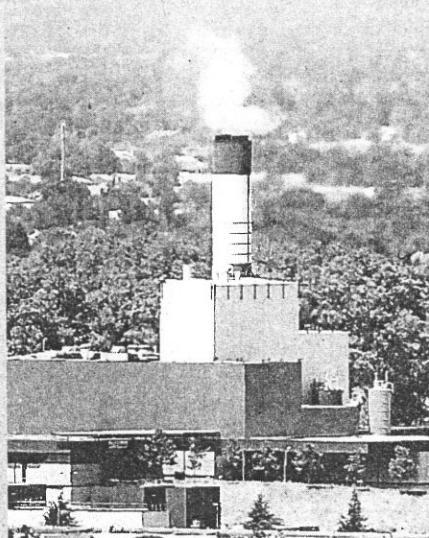
01 FEV. 2017 grand toulouse

énergie

En brûlant les déchets on chauffe 2 000 nouveaux foyers

Le réseau de chaleur du Mirail s'étend à 2 000 nouveaux logements dans les quartiers de Bagatelle, Papus et Faourette, après sept mois de travaux, portant le nombre total de bénéficiaires à 13 700. Les ordures ménagères, c'est la nouvelle source d'énergie dont peuvent à présent bénéficier les habitants de ces quartiers. En brûlant les ordures, l'incinérateur du Mirail génère de la chaleur qui est ensuite redistribuée dans les zones alentour. Eau chaude et chauffage sont pris en charge à 90 % par l'incinérateur, pour un prix inférieur au prix du gaz. « Pour les habitants raccordables au réseau, l'économie annuelle sera de l'ordre de 15 à 20 % minimum, par rapport à une solution de chauffage au gaz » selon le Groupe Coriance, en charge du projet.

C'est aussi une motivation écologique qui anime la collectivité. La chaleur de l'inci-



2 000 logements voient leur facture de gaz réduite grâce à l'incinérateur du Mirail./DDM

nérateur, auparavant dissipée dans la nature, est réutilisée afin de limiter l'utilisation de gaz. « Il s'agit d'une écologie pragmatique, affirme Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse. L'idée, c'est d'utiliser intelligemment nos ressources, de ne pas gaspiller. »

Une initiative efficace à l'en croire : elle permet l'économie de 3 100 tonnes de CO2 par an, soit l'équivalent de 2 583 voitures en moins sur les routes. Le réseau a par ailleurs reçu le label éco-réseau de l'association Amorce, qui récompense la gestion responsable des réseaux de chaleur.

« C'est une bonne nouvelle pour la planète, mais aussi une bonne nouvelle pour la facture de chacun à la fin du mois ! » se félicite Jean-Luc Moudenc.

Jean-Gabriel Fernandez

MONTASTRUC-LA-CONSEILLÈRE

01 FEV. 2017

Une borne de recharge pour véhicules électriques



Avenue du Mur de Ronde, cette borne permet de recharger deux véhicules électriques à la fois./Photo DDM

Une borne de recharge pour véhicules électriques vient d'être mise en service avenue du Mur de Ronde. Cette borne a été installée par le Syndicat Départemental d'Électricité de la Haute-Garonne (SDEHG) qui en prévoit 100 sur le département. Pierre Izard, président du SDEHG, précise : « L'objectif du SDEHG est d'encourager le développement du véhicule électrique en Haute Garonne. L'usage de la voiture électrique permet de lutter contre la pollution de l'air et réduire notre dépendance aux hydrocarbures. La création d'un réseau de bornes de recharge contribue à la transition énergétique de notre département ». Le conseil municipal a souhaité contribuer à la création d'un réseau en demandant une borne sur la commune. « Lors de la présentation des vœux, j'ai rappelé l'intérêt que je porte à la qualité de notre environnement. C'est donc avec enthousiasme qu'avec l'appui de mon conseil municipal, j'ai sollicité l'implantation de cette borne

sur la commune » souligne le maire, Michel Anguille.

Grâce aux concours financiers de l'Etat pour 50 % et du SDEHG pour 35 % il reste à la charge de la commune 15 % du coût de l'installation, soit environ 1000 €. L'installation de ces bornes, selon un maillage cohérent permettra de rassurer le conducteur en lui assurant un maximum de 20 km entre deux points de charge, l'autonomie de la plupart des véhicules électriques étant aujourd'hui de 100 à 150 km. Deux points de charge permettent à deux véhicules de charger en même temps, que ce soit des voitures électriques, des voitures hybrides rechargeables, des vélos ou scooters électriques.

Toutes les informations pour connaître l'emplacement des bornes et les modalités pour recharger son véhicule sont sur le site : www.sdehg.fr. Il en coûtera 0,20 € pour les 20 premières minutes, puis 0,75 € par demi-heure suivante entamée.

Je le gare où, mon vélo ?

Selon un bilan dévoilé hier, il est urgent de créer des places dédiées pour développer le cycle en ville.

PAR ÉMILIE TORGEMEN

« **LE MOMENT** où j'ai le plus peur à vélo, c'est quand je ne suis plus dessus. » Sous-entendu : le vol de bicyclette est un sport national. La plaisanterie circule parmi les cyclistes, mais elle résume une question pressante : comment se garer, éviter le dépeçage, voire le vol pur et simple de son engin ?

Le manque de parkings pour vélos « constitue un frein sérieux au développement du cyclisme », confiait, hier, Pierre Serne, président du Club des villes et des territoires cyclables de France, qui dévoilait son observatoire triennal. « D'autant plus qu'en ville la moitié des déplacements automobiles font moins de 2 km », signe qu'on pourrait lors de nombreux trajets abandonner l'essence pour l'énergie du mollet.

Plutôt que de laisser les cyclistes s'attacher de manière anarchique, villes et collectivités créent des places : le nombre de stationnements publics pour nos biclous a augmenté de 19 % les trois dernières années dans les 165 communes adhérentes au club. « Une belle progression, mais on est encore loin de répondre aux besoins, explique

Bruno Montjaret, directeur de la société Kisio, qui a mené l'étude. Par conséquent, beaucoup de deux-roues restent sur le balcon ou dans la cave. »

DAVANTAGE DE PARKINGS DANS LES GARES

Dans l'immense majorité des cas, les villes choisissent les arceaux (90,8 % des places), pas chers et peu encombrants, mais, petit à petit, on voit aussi pousser des parkings couverts pour éviter la rouille, des garages gardés type « vélostation » pour des arrêts d'une nuit ou de plus longue durée, des petits box collectifs fermés pour quatre à six vélos... « La demande de lieux clos et surveillés augmente avec le succès des vélos à assistance électrique, très coûteux ! » précise Michel Gillot, président du groupe Circulation douce pour l'agglomération de Tours (Indre-et-Loire).

« Pour nous, l'augmentation des garages en gare est un des signaux les plus positifs, signale Pierre Serne. Ils peuvent permettre la combinaison vélo-transports en commun. » Son modèle, c'est la Hollande où, depuis l'installation de gigantesques parkings dans 380 gares,

près de la moitié des travailleurs (44 %) qui prennent le train pour se rendre au bureau pédalent jusqu'à la gare. En France, depuis 2014, la loi impose à la SNCF de construire des solutions vélo à proximité des gares prioritaires. « Nous réclamons un bilan de cette action, explique Pierre Serne. Il y a des régions où cela avance bien, mais plus le prix du foncier est élevé et plus il faut batailler pour les imposer. »

Strasbourg (Bas-Rhin) compte parmi les bons élèves : les cyclistes ont le choix entre 2 000 emplacements, « dont 800 payants et surveillés sous la place de la gare. Tous pris d'assaut ! » note Jean-Baptiste Gernet, adjoint au maire en charge des mobilités actives. La capitale alsacienne est d'ailleurs dans le peloton de tête des villes les plus cyclables. Avec un Strasbourgeois sur six qui va travailler à bicyclette.



Pour éviter de se faire dérober son vélo, mieux vaut investir dans un antivol U, et attacher systématiquement le cadre et la roue avant.

SAINT-JEAN

« Maestro Pinguini » bientôt à Palumbo

La ville de Saint-Jean propose un voyage musical clownesque intitulé « Maestro Pinguini », ou le manchot chef d'orchestre. Il est particulièrement destiné à un jeune public à partir de 3 ans et interprété par la Cie Acide lyrique. Ce spectacle aura lieu lundi 13 février, à 15 heures, à l'Espace Palumbo. Le Maestro Pingouini s'avance solennellement... Il salue fièrement... Il lève sa baguette lentement... Chut ! Le concert va commencer... Mais où est passé son orchestre ? Il est seul... Seul comme un pingouin qui a perdu sa colonie et qui erre sur la banquise... À partir de là, ce personnage clownesque va se démener pour tenter de sauver ce concert qui démarre bien mal : on le verra chanter, ukuléler, yoddeler, beatboxer, diriger un orchestre imaginaire, essayer de s'envoler, chuter, se

02 FEV. 2017

relever, rire à vocalise déployée, essayer d'interpréter à lui tout seul le Boléro d'à peu près Maurice Ravel...



Un spectacle qui va enchanter petits et grands.

Ce voyage musical tous azimuts verra se mélanger Mozart, Elvis Presley, les compines enfantines, AC/DC, Rossini, Katty Perry, Saint Saëns, Beyoncé, Verdi et bien d'autres...

Depuis 2004, Acide lyrique œuvre pour la démocratisation de la musique classique par le biais de l'humour.

Contact : mairie de Saint-Jean,
Tél. : 05 61 37 6328 Tarifs : 5 €
Réduits : 3 €

Billetterie en ligne : palumbo.mairie-saintjean.fr
Billetterie au guichet l'après-midi du spectacle.

l'union

02 FEV. 2017

environnement

Les élus CMJ ont nettoyé le ruisseau Sausse

Les jeunes pousses de la politique unioniste s'engagent sur le chantier de la protection de leur environnement. Première mission : nettoyer les bords de la Sausse. Les membres du Conseil Municipal des Jeunes (CMJ) ont rejoint cette initiative de la commission citoyenne Environnement lors de la deuxième séance de nettoyage.

La Sausse est le cours d'eau qui longe de lac Saint-Caprais. Il draine certains déchets dans les lacets qu'il trace aux abords de cette zone verte. Armés de pinces, de gants, de sacs-poubelles et de bonnets, ces jeunes élus se sont levés tôt pour malheureusement récolter beaucoup de déchets.

Pneus, bouteilles en verre ou plastique, sacs et bouchons en plastique, papiers, emballages de médicaments, ferrailles, balles de golf ont été le fruit de leur recherche que l'on voudrait moins fructueuse. Mais le froid n'a pas eu raison de leur conviction et de leur bonne hu-



Au plus près de l'eau.

meur. Il faut dire que cette mission était une proposition du dernier conseil d'octobre dernier à laquelle ils tenaient.

Trente-deux projets

Lors de cette séance, les membres du CMJ ont arrêté leur programme. Ils ont imaginé pas moins de 32 projets à mettre en

œuvre ! Parmi ceux-ci, on peut citer la création de jardins potagers partagés, l'installation de grands jeux collectifs au lac, l'agrandissement du parcours de santé, ou encore l'arrachage de mauvaises herbes dans les cours de récré. Vous l'aurez deviné, ils accordent de l'importance à leur environnement.

Rien d'étonnant donc à ce que l'on retrouve des enfants de moins de 10 ans, un sac à la main arpenter les bords de la Sausse un samedi glacial à 9 heures du matin.

Un prochain ramassage a déjà été envisagé durant l'année à venir. Ils attendront juste que le temps soit plus clément.

Lot

02 FEV. 2017

La Légumerie, pionnière des circuits courts en Occitanie

Le modèle n'a pas été déposé, le brevet n'est pas protégé mais la légumerie qui a poussé dans les anciennes installations de la cuisine centrale à Pradines, n'a aucun équivalent dans la région. Une innovation que revendique le Grand Cahors qui en avait fait l'un de ses projets de campagne pour soutenir les filières maraîchères locales.

La légumerie fonctionne comme une plateforme qui reçoit directement chaque matin la production d'agriculteurs du Lot, dont les exploitations se situent à proximité.

« Les légumes cueillis quelques heures auparavant, sont épluchés, coupés, taillés en fonction des menus puis livrés d'une part à l'Unité de Production Culinaire qui alimente les écoles et les Ehpad et par ailleurs à l'hôpital de Cahors pour les repas des patients et du personnel. On soutient l'agriculture locale tout en visant un objectif environnemental et de santé publique ».

La légumerie s'est mise en route en novembre et depuis le début du mois de janvier, elle commence à atteindre un rythme soutenu.

« C'est un dossier sur lequel on a beaucoup travaillé, précise Francesco Testa. Nous avons noué des partenariats avec des maraîchers, avec la chambre d'agriculture du Lot et l'association Bio 46. C'est du ga-



Dorothée Pennequin, nouvelle chef du service restauration à l'UPC et à la légumerie aux côtés de Francesco Testa et d'un des trois agents du Grand Cahors chargés de faire tourner la structure./DDM, Marc Salvet

gnant-gagnant, affirme l'élu ». Le producteur qui passe contrat avec le Grand Cahors est certain d'écouler ses carottes, poireaux et pommes de terre. De son côté, la communauté de communes connaît son interlocuteur, la fraîcheur de ses produits, question traçabilité, on ne fait pas mieux, la sécurité en matière d'approvisionnement est assurée.

La formule n'est encore qu'aux débuts. En septembre, selon l'élu, une montée en charge doit s'opérer lorsque la légumerie fournira les cuisines de lycées et collèges pour atteindre alors à 8 000 repas par jour. Francesco Testa parle de « phase intermédiaire, nous serons dans l'obligation d'étoffer le partenariat avec les producteurs ». **J-M. F**

PLUS 30% DE FRUITS ET LÉGUMES

La légumerie repose sur les liens de confiance tissés avec des maraîchers locaux. Ce choix des circuits courts du Grand Cahors s'exprime aussi au niveau de l'Unité de production culinaire. Aujourd'hui, 18 producteurs lotois fournissent l'UPC. Grâce à la légumerie, les volumes de fruits et légumes achetés devraient augmenter de 30 % dans un premier temps au terme de la première étape de fonctionnement.

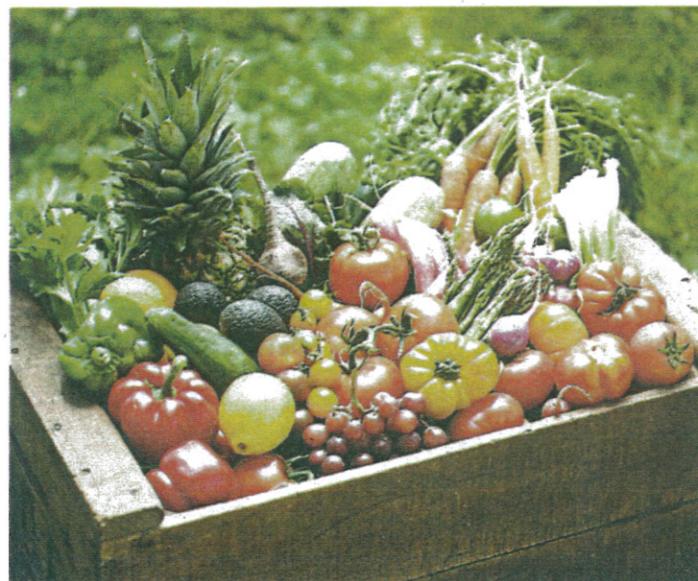
AUCAMVILLE

02 FEV. 2017

Le bio dans les assiettes

Point évoqué et développé lors de la présentation des vœux du maire, la restauration municipale d'Aucamville connaît une petite révolution en ce début d'année. Depuis plusieurs mois, la commission restauration municipale se penche sur l'instauration de produits biologiques dans ses menus cantines comme à destination des bénéficiaires du portage à domicile. Au départ, un chantier d'envergure qui a mobilisé divers intervenants et services municipaux : cela passe par les appels d'offres, le soutien et l'accompagnement d'une coopérative de producteurs bio (épicerie, fruits et légumes, légumes secs, fromages, yaourts, viande de bœuf et pain).

Mais aussi cela a eu des répercussions sur la modification du plan alimentaire avec la mise en place de repas « alternatifs », sans viande, mais aussi la formalisation de procédures pour réduire les coûts. Menée au sein de nombreuses collectivités mais également auprès du grand public, cette nouvelle mesure a aussi permis de travailler sur la réduction du gaspillage. Cette finalité qui a donc permis aux élus aucamvillois de faire le



Des produits bios dans les menus aucamvillois

choix d'intégrer 20 % de produits issus de l'agriculture biologique dans ses commandes alimentaires, dès ce mois de janvier.

Ce choix municipal s'inscrit dans le cadre du Programme National Nutrition Santé (Pnns) dont la ville est signataire et qu'elle entend concrétiser activement à travers plusieurs dispositifs pour l'ensemble des générations. L'instauration du bio en fait partie. La charte mentionne de lutter contre l'obésité

et la malnutrition en encourageant, notamment, la consommation d'une alimentation saine et équilibrée. D'autre part, l'intérêt du bio permet de travailler des circuits courts, de favoriser et de développer l'économie locale et de mettre en avant les producteurs régionaux.

À noter que l'instauration du bio n'a aucune incidence pour les familles, en effet la municipalité d'Aucamville n'a décidé d'aucune augmentation de prix pour les familles.

02 FEV. 2017

JEUDI 2 FÉVRIER 2017

www.leparisien.fr

17

VIE QUOTIDIENNE

C
CONSO

Les hypermarchés jouent la carte des produits régionaux

ALIMENTATION

Associés au bon goût de l'enfance ou des vacances, les produits régionaux se développent dans les rayons.

PAR ADELINE DABOVAL

Nous sommes de plus en plus « locavores ». Manger local, c'est la promesse de produits plus sains, en polluant moins et en soutenant l'emploi près de chez soi. Mais le produit local ou régional est aussi un filon qui rapporte dans un contexte de consommation atone. C'est pourquoi les hypermarchés jouent à fond la carte du « meilleur d'ici » pour reprendre les mots de Géant Casino ou des « alliances locales » (E.Leclerc).

■ CARTON PLEIN AU RAYON BIÈRES

Les produits régionaux ont investi tous les rayons des grandes surfaces. Mais pas avec la même réussite. « 51 % de notre assortiment de bières est régional, 45 % de notre charcuterie, 42 % de nos fromages mais seulement 6 % des céréales », explique un responsable d'Intermarché. Chez Auchan, 36 % des approvisionnements en fruits et légumes des magasins proviennent de leur région administrative.

■ LA PROXIMITÉ, ÇA RASSURE

Dans l'esprit du consommateur, le produit régional a tout bon. « Les couches pour bébé toxiques, le dioxyde de titane dans les bonbons... Il entend parler de tellement de



Les produits régionaux ont envahi les rayons des grandes surfaces, comme ici la marque Saveurs en or dans le Nord-Pas-de-Calais.

36 %

des approvisionnements en fruits et légumes des magasins Auchan proviennent de leur région administrative.

scandales industriels que le consommateur est rassuré par la provenance régionale d'un produit », note Thierry Desouches, le porte-parole des magasins U. « Il y a aussi dans l'achat local une démarche citoyenne, souligne Marc Vasseur, adhérent d'E.Leclerc. Le client veut

soutenir son bassin d'emploi. Dans mes magasins de Dammarie-les-Lys et du Châtelet-en-Brie (NDLR : Seine-et-Marne), je vends par exemple du brie de Meaux et de Melun, des pommes, du miel, du cidre... tous produits en région parisienne. »

■ LE TERROIR, L'APPARTENANCE À UNE TRIBU

Si les produits régionaux ne sont pas tous distribués nationalement, c'est aussi parce qu'ils... ne se vendraient pas forcément ailleurs. « En Alsace, par exemple, le munster Husson est très réputé, mais il est inconnu ailleurs. La saucisse de viande y est très appréciée, mais on n'en ven-

drait pas une en Bretagne », constate avec humour Thierry Desouches. Système U a donc mis en place depuis sept ans les « U de » Corse, Alsace, Bretagne... pour proposer plus de 3 000 références différentes réparties entre 37 regroupements régionaux. Chez Auchan, on commercialise les marques collectives régionales Saveurs en or dans le Nord-Pas-de-Calais, Sud de France, Goûtez la Normandie, Savourez l'Alsace...

■ LES PRODUITS RÉGIONAUX, ÇA RAPPORTÉ

« Le bonheur est dans le près. » Intermarché en a fait l'objet de sa der-

nière campagne de publicité. Car les produits régionaux cela rapporte. « Depuis 2012, le nombre de références et le chiffre d'affaires augmentent », constate Richard Vavasseur, directeur des marques premium de Carrefour. A ce jour, ce sont ainsi 60 000 produits locaux qui sont distribués dans 5 600 magasins Carrefour. « En 2016, ces produits dits locaux ont enregistré une progression de 7 % », se félicite-t-il. Une performance dans un contexte de consommation très morne. Autre prouesse, l'hypermarché U de Pontarlier (Doubs) réalise quasiment 10 % de son chiffre d'affaires grâce aux produits régionaux.

2 000

► C'est le nombre de logements supplémentaires à Toulouse qui vont être alimentés en chauffage par l'usine d'incinération du Mirail. Situés dans les quartiers de Bagatelle, Papus et La Faourette, ces derniers permettront l'économie de 3 100 tonnes de CO₂ par an.



Trois bougies pour le Metronum

Depuis 2014, la salle de musiques actuelles, située à Borderouge, a vu défiler plus de 600 groupes et accueilli quelque 110 000 spectateurs. Pour fêter ses trois ans d'existence, elle a concocté un programme tout particulier, jusqu'au 5 février, à retrouver sur son site Internet.



Lifting pour le Jardin du Grand-Rond

Le nouveau visage du Jardin du Grand-Rond sera dévoilé ce vendredi. Depuis quelques mois, l'espace vert a bénéficié d'un grand lifting : pelouses et allées remises en état, mobilier urbain restauré, fontaine réparée, aire de jeux agrandie et nouveau damier fleuri planté. D'ici 2020, d'autres jardins emblématiques de la ville s'offriront une cure de jouvence.

Pour le plaisir de lire

► Sous forme de petites bibliothèques publiques à étagères, des "boîtes à lire" ont été installées dans sept quartiers toulousains.

Chacun peut s'y servir gratuitement, y déposer des ouvrages, ou les deux. L'objectif étant d'inciter à la lecture et de pousser au partage.

ELLE MÉRITE DE FAIRE LA UNE

BÉATRICE MAROU

La grande classe verte

02 FEV. 2017

Semis

Apprendre à écrire, à compter... et à faire pousser des légumes. C'est ce que Béatrice Marou propose à ses élèves depuis maintenant cinq ans. Sa classe cultive un potager dans le parc de l'établissement accompagnée par l'association Terr'eau Ciel. Sur six plates-bandes poussent radis, framboisiers, kiwi (mini-kiwis), épinards ou encore pommes de terre... «*À la rentrée, nous semons des plantations d'hiver. Puis nous arrachons quelques mauvaises herbes et arrosions quand cela est nécessaire*», explique l'institutrice.

Engagement

Après avoir travaillé 7 ans dans le secteur commercial, Béatrice Marou se dirige vers la formation pour adulte, avant de devenir professeur des écoles. Une façon de donner du sens à son métier. «*Je ne suis pas spécialement écolo et je n'ai pas non plus la main verte. Mais cela me semble très important de sensibiliser les enfants à prendre soin de l'environnement, cela fait partie de notre mission*», lance-t-elle.

Pédagogie

Pour Béatrice Marou, les bénéfices éducatifs sont multiples. «*Les enfants se reconnectent avec les rythmes des saisons. Ils apprennent le cycle des plantes, c'est beaucoup plus concret que de faire pousser des lentilles dans du coton*». Avec une de ses collègues, l'institutrice a aussi mis en place un tutorat. Lorsque ses anciens élèves passent en CP, ils transmettent alors aux grandes sections leurs connaissances du jardin.

Accompagnement

Béatrice Marou estime que la réussite de ce potager est intimement liée à l'accompagnement proposé par les ingénieurs de Terr'eau Ciel. «*C'est indispensable. Avant cela, les cultures des quelques légumes ou des fleurs n'était pas forcément reconduite d'une année sur l'autre*».

Futur

Outre le potager, l'école s'est équipée d'un récupérateur d'eau de pluie et les déchets verts sont compostés. En mars, un rucher accueillera même des abeilles. De quoi former une génération de jardiniers en herbe. «*L'an prochain, les élèves de la grande section jusqu'au CM2 auront tous déjà cultivé le jardin*», se félicite-t-elle.



Béatrice Marou est institutrice à l'école Notre-Dame-des-Anges sur les coteaux de Poumourville. Depuis cinq ans, avec ses élèves de grande section, elle cultive un potager dans l'enceinte de l'établissement. Une façon pour elle d'encourager les enfants à renouer un lien avec la terre.

/// Par Delphine Tayac



02 FEV. 2017

ENVIRONNEMENT. Une machine pour dépolluer la Garonne va être testée

Vendredi 27 janvier, le FabLab Artilect et la Fondation Orange ont présenté la machine à dépolluer la Garonne, qui va être testée durant quatre mois. Les détails du projet.



Les « makers » avec la machine à dépolluer la Garonne, qu'ils testeront entre février et mai © DR

Que c'est beau un monde innovant, jeune, plein d'idées rafraîchissantes. Au cours de l'année 2016, les Toulousain(e)s n'ont pas ménagé leurs efforts pour réfléchir à de nouvelles solutions pour préserver l'environnement, améliorer le fonctionnement de notre société. Parmi ces idées qui font bouger Toulouse, figurait celle de Toulouse Clean Up, portée par des

jeunes « makers » de la Mission Locale et de l'association Trajectoire vers l'Emploi au sein du FabLab Artilect et en partenariat avec la Fondation Orange.

Toulouse Clean Up, c'est une machine autonome permettant de nettoyer la Garonne de ses déchets plastiques et de stopper leur course vers la mer. Le genre d'initiative bienvenue, puisque les déchets plastiques transpor-

tés par la Garonne finissent tout droit dans l'océan Atlantique, plus précisément dans le gyre Atlantique Nord.

Un test « concluant » en juin 2016...

La pollution fluviale de la Garonne est une triste réalité puisqu'un test réalisé en juin 2016 sur le pont de Blagnac, à l'aide d'un filet, a permis de

récupérer, en neuf jours, une centaine de bouteilles, un ballon... et un vélo !

Vendredi 27 janvier, les acteurs du projet ont présenté la machine en détail. Cette dernière est composée d'un barrage à deux ailes en V et d'un récupérateur situé en bout du V. « Le barrage permet de guider les bouteilles plastiques vers le récupérateur, qui fonctionne à la force du courant. Aucune autre énergie n'est utilisée, mise à part l'énergie propre de la Garonne comme les moulins à eau qui longeaient la Garonne d'antan », expliquent les porteurs du projet. Autre atout écolo de Toulouse Clean Up : le récupérateur est lui-même constitué de bouteilles de plastiques récupérées avec 210 bouteilles par flotteur, soit 420 bouteilles. Un récupérateur qui pourra supporter 600 kg de pression. Après plusieurs mois de travail, la machine va être testée de façon grandeur nature entre février et mai. De juin à septembre, les acteurs du projet vont installer le récupérateur sur la Garonne avant une action de sensibilisation cet automne.

Anthony Assémat

Invendus des commerçants : Too Good to Go débarque !

02 FEV. 2017

L'application Too Good to Go a débarqué à Toulouse. Une vingtaine de commerçants y proposent leurs invendus, à prix cassés. Comment en profiter.

Une vingtaine d'enseignes de la Ville rose doivent adopter le concept. Too Good to Go, une application de Norvège, s'est lancée en avant-première à Toulouse. Différentes enseignes toulousaines sont déjà en ligne, mais il faudra attendre mardi, pour retrouver l'intégralité des participants et profiter de leurs offres.

En tout, une vingtaine de commerces devraient participer à l'opération.

Des horaires de collecte précis

C'est une application qui permet de lutter intelligemment contre le gaspillage. Elle permet d'acheter en ligne, et à petits prix, les invendus du jour de certains commerçants, plutôt que de les laisser pourrir à la pouille. Chacune de ces enseignes publie une courte description sur le site Internet de la startup, précisant les conditions de récupération et l'heure à laquelle les



L'application, qui permet de récupérer des invendus à prix cassés, est arrivée à Toulouse le 17 janvier © Too Good to Go

clients peuvent venir. « Si vous venez trop tôt, il se peut que le commerce s'occupe de ses clients habituels. Si vous venez trop tard, il peut être fermé. Les commerçants apprécient que vous attendiez dehors si vous arrivez plus tôt que prévu (...) un afflux de clients serait difficile à gérer pour le personnel », précise l'équipe de Too Good to Go. Le paiement se fait en ligne, au moment de la commande, permettant de préciser l'heure de retrait. Par contre, si le commerce a épuisé tout son stock et n'a plus de restes, le client sera prévenu par une notification.

Concernant les annulations de commandes, le mieux est de prévenir au moins deux heures avant le retrait de la commande. Mais la start-up ne peut pas garantir un remboursement total à chaque fois.

Une boîte mystère

En plus de son côté écolo-gique, Too Good to Go jouit d'un charme mystérieux.

En effet, au moment de la commande, l'utilisateur ne sait pas exactement ce que va contenir sa petite boîte. Il peut en avoir une vague idée, selon qu'il choisisse la boulangerie Saint-Georges ou le Brolenda

Coffee Shop... mais il ne sait pas exactement quelles sont les viennoiseries ou les boissons qui composeront son package. « Profitez de la surprise et, le cas échéant, n'hésitez pas à partager les produits que vous n'aimez pas », souffle l'équipe de Too Good to Go. Les clients sont également invités à acheter leur propre boîte à remplir, afin d'éviter que les commerçants utilisent des emballages jetables, le tout dans une logique environnementale. Enfin, c'est le premier arrivé qui sera le premier servi.

En fin de journée, la plupart des offres risquent d'être épuisées, donc mieux vaut s'y prendre tôt, si vous visitez un commerce en particulier. Et l'équipe d'achever : « Les offres sont renouvelées tous les soirs à minuit, les « couche-tard » seront donc les premiers servis ». Dire qu'on nous a toujours répété que l'avenir appartient à celles et ceux qui se lèvent tôt !

▲ Disponible sur Android et iPhone. Plus d'infos et la liste des commerçants toulousains partenaires sur <https://apptoogoodtogo.com>

A. P.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

02 FEV. 2017

**L'UNION
SAINT-JEAN
TOULOUSE
BOUTX**

Mme Marie BORLA, son épouse ;
Mme Laetitia BORLA-IBRES,
sa fille et son époux Joël ;
M. Florian BORLA, son fils et son
épouse Virginie ;
Maxime, Hugo, Juliette, Virgile
et Bastien, ses petits-enfants ;
Mme Huguette BORLA,
sa maman ;
M. Philippe BORLA, son frère et
sa fille Delphine,
parents et alliés
ont la douleur de vous faire part
du décès de

Monsieur Christian BORLA

survenu le 31 janvier 2017, à l'âge
de 62 ans.

La cérémonie religieuse sera
célébrée le vendredi 3 février
2017, à 14 h 30, en l'église de
L'Union, suivie de l'inhumation
au cimetière de L'Union.

S'informer : Le Choix Funéraire L'Union
P.F.Garonnaises Ets Mamy
05.61.58.35.97

SAINT-JEAN

03 FEV. 2017

Pêche interdite aujourd'hui au lac

Un lâcher de 115 kg de truites (dont 15 kg de grosses) aura lieu au lac de la Tuilerie ce vendredi 3 février à 13 h 15. Toute pêche est donc interdite sur le plan d'eau cet après-midi. Les pêcheurs se retrouveront, en revanche, demain samedi dès le lever du jour.

Les garde-pêches agréés, Dominique Operti, Philippe Benza et Daniel Metais opéreront sur le site, pour surveiller le bon déroulement des activités, contrôler les cartes de pêche, le nombre de prises, et vérifier l'absence d'appâts interdits. « Pêcheurs, respectez les gardes, ils sont les garants de la pérennité de l'association de pêche », souligne le président Claude Marrigues. Celui-ci sera présent pour la vente des cartes, en compagnie du vice-président François Lay, et du secrétaire Francis Zanone. Gérard Alaux, membre du bu-



Le lâcher de truites dans le lac est toujours un moment de concentration.

reau, étant en déplacement. Deux autres lâchers auront lieu ultérieurement, les 10 et 31 mars prochains. « La pêche est un sport écologique, un loisir de plein air, qui respecte

l'environnement, » ajoute Claude Marrigues. Venez pratiquer la pêche et vous déprendre aux abords du magnifique lac de la Tuilerie à Saint-Jean, vous ne le regretterez pas ».

FENOUILLET

03 FEV. 2017

40 bénévoles prêts à aider les crapauds



Présentation du plan de protection qui sera lancé demain

Demain samedi, le club Nature donne rendez-vous aux volontaires, à 18 h 30 au parking de la base nautique, en vue d'apporter leur aide aux crapauds fenouilletains. Le week-end dernier, les crapauds n'étaient pas au rendez-vous. Dans l'attente de l'élément déclencheur de leur migration qui durera alors une quinzaine de jours, une quarantaine de personnes a participé à la soirée « Sur la route des crapauds » organisée en partenariat entre le club Nature de Fenouillet « Les orchidées sauvages » et l'association Nature Midi-Pyrénées, dans le cadre de la journée mon-

diale des zones humides.

« Les zones humides sont des milieux naturels où l'eau prédominante est à l'origine d'une végétation et d'une faune spécifique. Les zones humides sont des maillons particulièrement importants de la trame verte et bleue, réseau de continuités écologiques qui doivent être obligatoirement identifiées par l'Etat et les collectivités locales, contribuant ainsi à la sauvegarde de la biodiversité » a rappelé l'animateur. « Le lac du Bocage et ses abords sont d'ailleurs identifiés comme un réservoir de biodiversité à préserver dans le cadre du plan local d'urbanisme en cours d'éla-

boration par Toulouse Métropole. »

Lors de la soirée, l'accent a été mis sur les amphibiens, espèces protégées et menacées par la (destruction de leur habitat, la prédateur, les pollutions, les écrasements, etc.). Depuis 4 ans, des bénévoles interviennent à Fenouillet pour aider les crapauds dans leur migration qui consiste à traverser le chemin du Bocage, en vue de rejoindre le lac pour se reproduire. Ils capturent les batraciens en bord de route pour les relâcher près du lac.

Pour suivre les activités du club Nature : lesrdvdefenouillet.center-blog.net/.

MONTASTRUC-LA CONSEILLÈRE

03 FEV. 2017

Non au gaspillage à la cantine



Les écoliers devront apprendre à ne pas gaspiller.

La cuisine centrale prépare quatre cents repas par jour dont la qualité est reconnue par de nombreuses communes voisines... Récemment, une « commission cantine » s'est réunie à la mairie pour envisager ce qui pourrait être encore amélioré pour la « santé et le bien-être des enfants qui est la préoccupation des élus », ainsi que le souligne le maire Michel Anguille.

Deux grands axes se détachent. Dans un souci de respect de la préservation de l'environnement, il s'agit en premier lieu de remplacer les barquettes plastiques par des bacs en inox pour les repas servis à l'école maternelle et à la crèche. Des milliers de barquettes non recyclables, qui pourtant étaient aux normes et conformes à la législation actuelle, sont ainsi économisées.

Responsabiliser les élèves

Le gaspillage coûte cher et est contraire à la conception du développement durable. Partant de ce constat, la règle sera « tout ce qui est préparé doit

être servi et tout ce qui est servi doit être mangé ! » Pour cela, il faut travailler sur deux points. D'une part, assurer une meilleure gestion des absences des élèves dès la rentrée prochaine, en modifiant le règlement interne. Cela évitera de préparer des repas en sur-nombre. Ce sera déjà une première source d'économie.

Il faudra travailler aussi sur le gaspillage dans les assiettes : prévoir des portions de différentes tailles pour que les enfants choisissent en fonction de leur appétit. Ils pourront ainsi mieux terminer leur plateau. Les déchets seront pesés pour évaluer la progression. Challenge éducatif aussi pour les écoliers pour leur faire prendre conscience de la nécessité d'éviter le gaspillage : si le volume des déchets baisse, la mission est réussie et ils auront une récompense collective. La municipalité se réjouit du travail très constructif de la « commission cantine » qui a débouché sur ces mesures en totale adéquation avec le développement durable.

SAINT-JEAN

04 FEV. 2017

Débat d'orientation budgétaire : de fortes contraintes en 2017

Le débat d'orientations budgétaires (DOB) a été le gros morceau du dernier conseil municipal réuni lundi soir. Il est imposé aux communes dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif. Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, il est un moment essentiel qui permet de présenter le contexte de l'élaboration du budget de la ville.

« Nous avons à Saint-Jean une excellente maîtrise des dépenses et souhaitons que les services apportés aux citoyens soient maintenus » a déclaré, en préambule, Bruno Espic, adjoint aux Finances. Puis il a passé la parole au DGS (directeur général des services) Alaric Berlureau qui a décliné le contexte et l'environnement du budget 2017 de la commune en soulignant les contextes économiques mondiaux et nationaux. Il a parlé de la loi de finances pour 2017 qui s'inscrit « dans la continuité de la baisse historique des dotations de l'Etat ».

Le DGS est passé ensuite, à l'aide de tableaux projetés en salle pour les élus et le public, aux premiers éléments d'analyse



Bruno Espic, adjoint aux Finances ; Marie-Dominique Vézian, maire, et Alaric Berlureau, directeur général des services, à l'issue du conseil municipal. /Photo DDM

du compte administratif 2016 qui montrent « une situation financière saine ». Enfin, les projections réalisées pour les années à venir ont montré que le budget primitif 2017 devra prendre en compte de fortes contraintes tout en répondant au mieux aux préoccupations de la population saint-jeannaise. Le maire Marie-

Dominique Vézian a remercié ses adjoints et le DGS pour la qualité du travail réalisé, ainsi qu'à l'ensemble des services pour les efforts réalisés.

Le conseil municipal s'est terminé par les questions diverses de l'opposition posées par Catherine Florès sur le haut débit, l'écopâturage ou encore la per-

tinence de la diminution de l'éclairage nocturne. Le maire a répondu avec beaucoup de précisions si bien que Philippe Ecarot, leader de l'opposition, l'a vivement remerciée précisant que l'attitude envers l'opposition justement avait favorablement changé depuis qu'elle occupe les fonctions de premier magistrat.

LA DÉPÉCHE

DU MIDI

Nord-Est

04 FEV. 2017

en bref

SYRIE > Gérard Bapt en mission. Gérard Bapt participe à une mission médicale d'évaluation des besoins médico-sanitaires sur la situation particulièrement dramatique que vit la population d'Alep. La délégation rencontrera à Alep les médecins et gestionnaires du système sanitaire, les autorités locales et les représentants des diverses communautés. Elle travaillera sur place en lien avec les responsables du CICR et du croissant rouge. Dans le cadre de cette visite, Gérard Bapt a rencontré hier à Beyrouth le nouveau Président libanais, Michel Aoun, élu le 31 octobre 2016. Les dernières estimations indiquent qu'il y aurait plus d'un million de réfugiés syriens dans le pays des Cèdres.

PRIX BLAISE PASCAL

Innovation Technologique et Santé Publique

Aruba HPE reçoit le prix Blaise Pascal pour son implication technologique au profit de la Santé Publique

Le 28 janvier dernier, Aruba HPE et le Centre hospitalier de Toulouse ont reçu le Prix Blaise Pascal 2017 pour leur engagement technologique en faveur de la Santé Publique dans la catégorie « Services mobiles sécurisés en réseau ». Il vient récompenser un travail effectué depuis 2009 par l'entreprise experte reconnue en réseaux wifi et le CHU de Toulouse, qui dispose aujourd'hui de 2000 bornes wifi installées et de la reconnaissance automatique de tous les accès en sans-fil et en filaire.

Au nom de Marisol Touraine, Ministre des Affaires Sociales et de la Santé, le Député **Gérard Bapt** président du groupe d'Etudes parlementaires numérique et santé de l'Assemblée Nationale et Pierre Ricordeau Secrétaire Général et Haut Fonctionnaire de Défense et de Sécurité des ministères chargés des Affaires Sociales ont remis à Alain Carpentier, vice-président d'Aruba HPE et à Olivier Ponties, directeur général en charge des systèmes d'information du CHU de Toulouse, le Prix Blaise Pascal pour sa contribution à la Santé Publique dans la catégorie « Services mobiles sécurisés en réseau ».

Ce prix vient récompenser le travail de coopération effectué depuis 2009 par Aruba HPE, entreprise experte reconnue en réseaux wifi et le CHU de Toulouse, qui dispose aujourd'hui de 2000 bornes wifi installées et de la reconnaissance automatique de tous les accès en sans-fil et en filaire.

Un prix visant à récompenser et encourager les initiatives numériques coopératives en Santé

L'avènement des services numériques alliés aux besoins de mobilité en temps réel continuent de bouleverser le champ des usages jusqu'au cœur des établissements de santé. A cela s'ajoute une explosion de l'IoT pour la décennie à venir. Le pendant de ces progrès est l'augmentation des risques face aux menaces. A ce titre, l'univers de la Santé est particulièrement exposé, compte tenu de la multiplicité de ses métiers et des besoins d'interactions entre ses acteurs.

Dans ce contexte, le Prix Blaise Pascal récompense chaque année des établissements de santé et des industriels engagés pour la Santé Publique, notamment pour la qualité de prise en charge des patients, la sécurité numérique dans tous les services et bâtiments de santé, ou encore pour la coopération médico-industrielle.

Cette année, à l'initiative du Député Gérard Bapt, président du Groupe d'Etudes Parlementaires Numérique et Santé de l'Assemblée Nationale et au nom de Marisol Touraine, Ministre des Affaires Sociales et de la Santé, ont été remis les Prix Blaise Pascal durant le colloque Innovation Technologique et Santé Publique qui a vu les interventions de Benoit Vallet, directeur général de la Santé, Pierre Ricordeau, Secrétaire Général et Haut Fonctionnaire de Défense et de Sécurité des ministères chargés des Affaires Sociales, Jean-Yves Fagon, Délégué ministériel pour l'innovation en santé et Jean-François Thébaut, expert de la Haute Autorité de Santé et membre de l'Association pour l'Innovation en Organisation en Santé.

Une infrastructure Wifi performante et sécurisée installée sur 660 000 m² de bâti

Grâce à l'action d'Aruba HPE, les Hôpitaux de Toulouse ont bénéficié d'une installation de bornes Wifi sur leurs 4 sites, afin d'informatiser la gestion des soins médicaux et de centraliser son administration. Par ailleurs, cette infrastructure supporte de nombreuses autres applications qui concernent le personnel soignant, les logisticiens et le personnel chargé du monitoring médical: robots autonomes : petits robots appelés « tortues » qui circulent dans les couloirs des services de soins pour le transport autonome du linge, de la nourriture et des déchets non médicaux. Ils reçoivent leurs ordres via le réseau Wifi ; gestion de l'activité des brancardiers ; etc.

L'installation de Clearpass permet de sécuriser le réseau via la reconnaissance automatique des équipements connectés en wifi ou filaire.

Frédéric Cazaux, Responsable Réseau Telecom Visio au CHU de Toulouse, dresse un bilan positif de cette collaboration : « *Le CHU Toulouse dispose désormais d'une infrastructure WIFI unifiée totalement maîtrisée en interne par l'équipe réseau. Cette somme de technique et de compétences est le résultat de plusieurs années d'une étroite collaboration tripartite entre Aruba, Spie Communications et le CHU Toulouse. Cet environnement nous permet de livrer des services filaire et WIFI en toute sécurité tout en nous adaptant aux contraintes technologiques des terminaux concernés, et surtout d'assurer un maintien en condition opérationnelle 7j/7-H24. A cela s'ajoute un signal WiFi de grande qualité, sans coupures ni fluctuations, qui facilite le travail quotidien du personnel et la prise en charge des patients.* »

Challenge^s

Santé

La fièvre monte autour des ratés de l'Agence du médicament

Par [Delphine Dechaux](#)

Le 05.02.2017 à 11h22

Le directeur général de l'ANSM, Dominique Martin, censé être autonome, est en fait sous tutelle ministérielle. Le député PS **Gérard Bapt**, siégeant au conseil de l'agence, en dénonce le manque de réactivité et de transparence.



Le directeur général de l'ANSM, Dominique Martin, censé être autonome, est en fait sous tutelle ministérielle. Le député PS **Gérard Bapt**, siégeant au conseil de l'agence, en dénonce le manque de réactivité et de transparence.

GARO PHANIE / AFP - P. PAVANI / AFP

Décidément, le poste de directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) n'est pas une sinécure. Alors que les crises sanitaires se succèdent - Dépakine, essai clinique mortel de Rennes, Uvestérol D -, son directeur général, Dominique Martin, essuie un feu nourri de critiques, même en son sein. Cette semaine, le député PS Gérard Bapt, seul parlementaire à siéger au conseil, a appelé l'agence à suspendre la commercialisation de l'Uvestérol D, après le décès d'un nouveau-né, et s'est dit «sidéré par le manque de réactivité et de transparence» de l'ANSM.

Entre le député de Haute-Garonne et le patron de l'ANSM, les relations se sont dégradées l'été dernier, dans le contexte très sensible de l'affaire de la Dépakine, cet antiépileptique responsable de malformations et de troubles neuro-développementaux chez les enfants nés de mères traitées par ce médicament. «J'avais demandé une étude pharmaco-épidémiologique et l'ANSM devait me présenter les résultats en juillet, gronde le député. J'ai appris trois semaines plus tard, dans *Le Canard enchaîné*, que les résultats de cette étude seraient révélés à l'Apesac [l'association des victimes de cet anti-convulsif] sur une décision de la ministre. Très désagréable.»

Hémorragie de compétences

L'escarmouche traduit en fait un problème souligné par de nombreux observateurs: censée être indépendante de la tutelle politique du ministère de la Santé, l'ANSM n'a de facto aucune autonomie. Depuis deux ans, toutes les décisions importantes, comme la création du fonds Dépakine ou l'arrêt de la commercialisation de l'Uvestérol, ont été annoncées par la ministre Marisol Touraine. Médecin, énarque, ancien directeur de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux (Oniam), Dominique Martin semble condamné au silence.

Plus foncièrement, les déclarations du député révèlent aussi le profond malaise qui règne dans cette agence, construite sur les ruines de l'Afssaps, après le scandale du Mediator. Chichement dotée en moyens, fonctionnant en vase clos, elle connaît une véritable hémorragie de compétences. L'organisation mise en place par le prédecesseur de Dominique Martin serait en cause. D'ailleurs, **Gérard Bapt** ne doute pas des compétences de Dominique Martin. «Ce n'est pas un problème d'homme», estime-t-il, mais plutôt de fonctionnement. Il manquerait, estime le député, «un poste équivalent à celui d'un urgentiste, capable d'alerter le directeur général en cas de problème grave». Pour un haut fonctionnaire proche du dossier, «diriger l'Agence du médicament, c'est faire partie des derniers parachutés de Diên Biên Phu». Interrogé par Challenges, l'intéressé n'a pas souhaité s'exprimer.

LA DÉPÈCHE

DU MIDI

Nord-Est

SAINT-JEAN

06 FEV. 2017

Enquête publique sur la modification du PLU

L'enquête publique relative à la 1^{re} modification du Plan local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, commune de Saint-Jean, aura lieu du 20 février au 21 mars.

Permanences du commissaire enquêteur à la mairie : lundi 20 février de 9 heures à midi ; jeudi 9 mars, de 13 h 30 à 18 heures ; le mardi 21 mars de 14 à 17 heures.



De notre
envoyé spécial
Pierre Chailleur

Ses fossés sont jalonnés de carcasses de bus éventrés, de camions incendiés, de blindés à la tourelle explosive, de villages effondrés mais... « C'est la route la plus sûre du monde. À droite, il y a Daech. À gauche les milices jihadistes d'Al-Nosra. Dieu nous protège donc de partout quand on est au milieu », ironise un passager. Lui préfère néanmoins s'en remettre à l'armée syrienne qui a déroulé et fortifié entre les fronts cette bande de bitume pour rallier et ravitailler Alep.

Noria de camions et citerne montant nourriture et carburant, qu'il faut doubler de préférence pied au plancher entre les check points rouge-blanc-noir aux deux étoiles vertes sur lesquels veillent les portraits du président syrien Bachar al-Assad... Sur les hauteurs, chaque éminence a sa casemate, parfois aux armes du Hezbollah libanais, jusqu'à atteindre Alep, le Stalingrad syrien.

Le mikado du désastre

Décrire ? Comment... sauf à répéter, jusqu'à en perdre le sens, ces kilomètres de squelettes d'usines et d'immeubles éventrés, au béton tordu, aux étages empilés ou bénés. Appartements dont les lambeaux de rideaux pendent alors sur des débris mobiliers pour raconter les milliers d'in-

Abou, 50 ans, sunnite: « Je suis syrien avant d'appartenir à une religion »

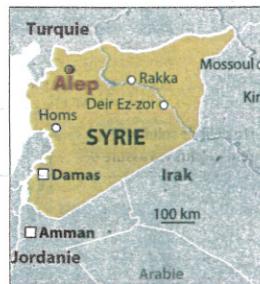
timités familiales violées durant cinq ans par les roquettes et les obus des insurgés et des contre-offensives.

Alep... mikado du désastre sur lequel tant de mains étrangères se sont penchées pour tenter chacune de tirer leur épingle du Grand Jeu opposant la Turquie islamiste, le Qatar et l'Arabie Saoudite à l'axe chiite, de l'Iran au Liban... sur fond d'intérêts gaziers. Jusqu'à effondrer, piller et anéantir les deux tiers de ce qui était la capitale économique de la Syrie forte de trois millions d'habitants, une ville plurimillénaire inscrite au patrimoine de l'Humanité, mais soudain encerclée en 2012 par Al-Nosra, filiale locale d'Al-Qaida, puis par toutes les mouvances jihad-salafistes jusqu'à Daech. Et l'Armée syrienne libre ? « Tous des terroristes ! », tranche Abou (Ndr : prénom changé), la cinquantaine, chauffeur et sunnite. Agacé qu'on lui demande « pour la première fois de sa vie » sa confession. Avant de souligner : « Je suis syrien avant d'appartenir à une religion ». Conducteur de bus ayant guerre et chômage jusqu'à la semaine dernière, Abou était propriétaire à « Alep-Est » avec sa



Alep, une ville en état d'urgence humanitaire

06 FEV. 2017



Alep a subi des destructions incalculables qui ont visé tant sa population que son histoire et son outil industriel. Les effondrements et les tirs ont provoqué des fractures, des débâcles des membres difficilement guérissables et les chirurgiens manquent de tout.

/ Photos DDM, Pierre Chailleur

femme et ses sept enfants, « une maison comme au paradis, avec grand écran, hammam, jacuzzi ». Mais il a tout perdu lorsqu'il a dû se réfugier dans la famille d'« Alep-Ouest » quand « ceux-là sont arrivés ». « Il n'y a pas d'Alep-Ouest ni d'Alep-Est, il y a Alep. Et d'Alep, personne ne parlait lorsque les terroristes nous bombardaient tous les jours, détruisaient méthodiquement les quartiers chrétiens, arméniens, musulmans, notre cœur historique alors qu'il n'y avait aucune installation militaire en ville, qu'elles étaient toutes à la périphérie », se fâchent à présent les habitants du centre, « heureux d'être enfin libérés ». Tout comme les médecins, qui restent en première ligne dans les hôpitaux.

« Il faut lever l'embargo »

Car, si la bataille d'Alep s'est achevée il y a pratiquement un mois, la guerre n'en continue pas moins. Et pour eux, l'urgence humanitaire n'a pas changé. Elle ne fait même qu'empirer, expliquent-ils aux cardiologues français. D'Antoine Salloum de Muret, né et grandi à Alep, D'Victor Fallouh, franco-syrien également, établi à Villefranche-de-Rouergue, D'Gérard Bapt qui en l'occurrence voyage en tant que médecin et non pas député de Haute-Garonne, mais aussi Daniel Roux, chirurgien cardio-vasculaire à Rangueil et à l'hôpital des enfants de Purpan, « vieux routier » des zones de conflits... « Nous sommes ici pour une mission d'évaluation des besoins médico-sanitaires », explique

le Dr Salloum à ses homologues syriens. « Comme l'hôpital El Kindi, 800 lits et 50 M€ d'équipement moderne pillés puis anéantis par un camion-suicide en décembre 2013, les infrastructures hospitalières ont toutes été détruites par les terroristes dans les secteurs qu'ils occupaient », répond le directeur général de la santé, Ziad Taha. « Depuis, l'hôpital al-Razi regroupe les services de quatre hôpitaux mais 70 % des appareils sont hors service », précise son directeur Mohamed Batekh, devant la

al-Razi... « On ne peut pas imposer un embargo sur ce qui relève des soins », rappelle le professeur Ibrahim al-Hadid, doyen de la faculté au CHU d'Alep qui accueille 70 % des blessés.

Dans les couloirs, se remarque soudain l'odeur. Pas celle habituelle des antiseptiques. Mais celle du gasoil sans lequel Alep ne peut plus vivre, désormais. Très rapidement, les « rebelles » ont coupé l'eau et l'électricité. Il a fallu forer des puits, faire venir des générateurs pour fabriquer le courant. Tout est rationné. En ville, les coupures sont la norme.

Hôpital Saint-Louis des Sœurs Saint-Joseph de l'Apparition (ordre fondé à Gaillac), le lendemain... « Ici, on met un point d'honneur à accueillir tout le monde », rappelle le Dr Antaki. Majorité de femmes musulmanes dans l'entrée. Sur les murs, une sœur a accroché ses sculptures pour la paix, comme cette colombe en balles de kalachnikov ramassées autour des bâtiments visés par l'artillerie jihadiste.

Dans une chambre, la télécroix Ironman mais Judi, 11 ans, ne regarde rien d'autre que le vide depuis des semaines, un bandeau autour du crâne. Victime d'un tir « insurgé ». Sa mère Raoua, foulard strictement serré autour du visage, raconte : « Elle était allée inviter sa tante à son anniversaire lorsque l'obus a éclaté ». La petite est son dernier enfant vivant. Elle croit encore qu'une convalescence en long séjour... Mais, ici, il n'y en a pas. Son ultime espoir : la faire transférer en France. Elle implore.

La religieuse a confectionné une colombe avec des balles de kalachnikov

salle où ils sont stockés.

Pendant les exposés tragiques des chirurgiens alépins, les portables circulent. Et, sur leurs écrans, un enfant blessé reste un enfant blessé, le sang d'une classe ravagée par une roquette, le même partout. Mais qui parle de leur pénurie de lits, de soignants, de médicaments, de pièces de recharge pour les scanners, les appareils de radiologie, d'analyse, de dialyse, de cardiologie ? interrogent-ils... « Il faut lever l'embargo ! Ce sont les victimes qui en souffrent le plus », répètent les équipes. 29 000 blessés à Alep, en 2016. 1 500 actes chirurgicaux dont 260 chirurgies lourdes pour le seul mois de décembre à l'hôpital

témoignage

« Beaucoup d'enfants meurent du fait de l'embargo »



Quel bilan tirez-vous de ces trois jours à Alep ?

Je suis chirurgien depuis 35 ans et depuis 2001, j'interviens régulièrement dans des missions humanitaires à travers la Chaîne de l'Espoir pour opérer du cœur des enfants mais aussi former des chirurgiens à ce type de bariétre. Aujourd'hui, l'a fait au Cambodge, en Afghanistan ou en Irak. En 2003, je suis ar-

rivé à Bagdad trois jours après les Américains, j'ai opéré au Sri Lanka après le tsunami, avec mon équipe nous sommes allés à Gaza, plus d'une dizaine de fois à Kaboul... mais jamais je n'avais vu un tel niveau de destruction ni à Bagdad ni à Kaboul et le seul équivalent auquel je peux penser est le tsunami. Pour moi, au-delà de la guerre, il y a visiblement une volonté, programmée me semble-t-il, d'attaquer méthodiquement toutes les infrastructures publiques de ce pays, de pratiquer une politique de constaté que du fait de l'embargo, beaucoup d'enfants opérés du cœur mourraient, faute de réanimateurs, les deux-tiers des person-

Quel était l'objet de votre mission ?

Je connais le docteur Fallouh, qui est cardiologue, depuis environ six ans et nous avons parlé de la Syrie lors d'un meeting consacré à la Chaîne de l'Espoir, en 2013. J'ai ensuite opéré à Toulouse deux jeunes Syriens originaires de Deraa et d'Idleb, qui venaient d'un camp de Jordanie. En août dernier, nous avons décidé de nous rendre directement en Syrie pour une première mission à Damas et nous avons



nels étant partis et le manque de matériel et de médicaments étant patent, aussi. Aujourd'hui, à Alep, la situation est terrible : il n'y a

qu'un seul chirurgien cardiaque pour une ville dont la moitié de la population a fui, certes, mais où une bonne partie va revenir et où il reste pour l'heure plus de 1,5 million d'habitants ! Concrètement aussi, à l'échelle du pays, on ne peut plus opérer qu'un ou deux enfants par jour alors qu'il y en a environ 7 000 à opérer par an. Or aujourd'hui, on a les pires difficultés à aborder ce sujet de l'embargo : certaines autorités semblent en effet faire une différence entre les « bons » malades et blessés, qui mériteraient d'être soignés côté rebelle et les « mauvais » qu'il faut laisser, sous le registre « on ne

soigne pas les enfants du côté de Bachar ». C'est inacceptable et je m'y refuse absolument. Un enfant est un enfant.

Votre projet ?

J'ai rencontré deux chirurgiens qui avaient chacun travaillé un an à Toulouse, le Dr Talal, de Damas, et le Dr Ali, de Tartous. Dans un premier temps, le projet est de retourner sur place une semaine avec une équipe de réanimation pour opérer une dizaine de malades en espérant ainsi lancer une dynamique. Ce n'est qu'un premier pas dont on espère qu'il sera suivi d'un nombre de médecins.

Recueilli par P.C.

06 FEV. 2017

cantines

Difficile de faire bouger les goûts des élèves et la couleur des assiettes

TOULOUSE/Depuis mai 2016, le chef étoilé du restaurant Les jardins de l'Opéra, met son talent de créateur à la disposition de la cuisine centrale avec un objectif ambitieux : améliorer la qualité des 33 000 repas servis chaque jour dans les écoles de Toulouse. Dans le cadre de cette mission qui lui a été confiée par le Capitole, Stéphane Tournié consacre une demi-journée par semaine à ce rôle de conseiller technique. Il imagine et met également au point un repas par mois censé bousculer l'ordinaire des sempiternelles saucisses purée carottes fluos. Oui mais voilà, on ne bouscule pas les habitudes alimentaires des enfants d'un seul coup de cuillère à pot. A l'occasion du nouvel an Chinois, le chef de la place du Capitole avait imaginé de servir un pot-au-feu de canard aux épices. A priori tout le monde y retrouvait son compte : le canard faisait le lien entre les traditions culinaires du sud ouest et de l'empire du Mi-



Le chef étoilé Stéphane Tournié dans la cantine de l'école primaire de la rue du Taur à la rentrée de septembre 2016/Photo DDM X de Fenoyl.

lieu. Et les épices ancreront la préparation dans la volonté affichée d'ouvrir le goût des enfants aux saveurs du monde. Mais à l'arrivée le plat du chef a été retoqué par les enfants. C'est du moins ce que relatent les gastronomes du blog « Qualité cantines Tou-

louse ». Non content d'être à l'origine de l'initiative municipale qui a conduit Stéphane Tournié derrière les fourneaux de la cuisine centrale, le blog qui compile les réactions négatives des enfants et du personnel taille des croupières à l'opération... et provoque la

colère du chef. « Nous sommes en train de réaliser un travail de fond pour améliorer la qualité. Mais à force de nous critiquer, ils vont dégoûter tout le monde. Ça ne va pas se régler d'un coup de baguette magique. Mais sérieusement servir un repas complet à un enfant pour deux ou trois euros, on ne le fait pas à la maison. Et d'ailleurs est-ce qu'ils apprécieront toujours les plats que l'on leur sert à la maison ? ».

En février Stéphane Tournié et l'élu en charge des cantines se retrouveront pour un point d'étape et peut-être apporter quelques réglages à l'opération. Mais le chef reste toutefois confiant pour la suite car, explique-t-il : « Nous avons déjà servi des plats qui sortaient de l'ordinaire et qui ont bien marché. Pour celui-ci, il faut se demander si la recette a été bien reproduite ou si elle était trop typée. La prochaine fois on servira quelque chose de moins typé. »

B.dv.

le fait du jour

Hyperloop : la guerre des tubes

l'essentiel ▶

La métropole, au cœur du projet de train du futur avec le futur centre R & D de Francalazal, abrite aussi l'architecte blagnacais qui dessine les capsules du concurrent canadien, Transpod.

Élus et pouvoirs publics ont-ils misé sur le bon cheval magnétique pour le projet de transport du futur Hyperloop ? En accueillant à bras ouverts (lire ci-contre) Hyperloop Transportation Technologies, l'une des trois principales sociétés en concurrence autour du projet initié par Elon Musk, et en lui permettant d'installer à Toulouse-Francalazal son centre de recherche et de développement et une piste d'essai d'1 km de long, Toulouse Métropole, la région Occitanie et l'Etat français ont en tout cas réussi un joli coup de com' qui met en orbite la Ville rose dans le club mondial très fermé des grandes métropoles travaillant au transport intelligent. Toulouse-Francalazal devient ainsi le troisième pilier, avec la Californie et l'Ontario canadien,

des recherches sur le déplacement à très grande vitesse (entre 1 000 km/h et 1 200 km/h) de capsules dans des tubes à basse pression utilisant l'énergie électromagnétique.

Trois sociétés se disputent ce marché d'avenir pour le transport hyperrapide de marchandises ou de voyageurs à mi-chemin entre le train et l'avion : Hyperloop TT, société californienne qui a désormais un pied en Occitanie ; Hyperloop One, autre société américaine qui a réalisé un essai grandeur nature dans le Nevada et levé 80 millions

de dollars auprès d'investisseurs, dont la SNCF ; enfin, Transpod, société de droit canadien créée par un Français, Sébastien Gendron, ex de Bombardier (avions et trains), dont le design est confié au cabinet blagnacais Rec architecture et qui a notamment pour partenaires Icos, société d'ingénierie française mondialement connue. « J'ai rencontré Jean-Luc Moudenc il y a un an pour lui parler de notre projet, raconte David

Rechatin, l'architecte toulousain de Transpod. On n'a pas été bons sur la communication face au projet tout ficelé d'HTT. Il ne faut pas oublier que Bibop Gresta (l'un des deux cofondateurs d'HTT-NDLR) est un ancien présentateur TV d'une émission de jeux. Mais notre projet est solide et avancé », affirme le patron de Rec : « Transpod pense commercialiser en 2022-2025 un projet de transport hyperrapide, de fret pour commencer ».

Les trois sociétés concurrentes travaillent en fait autour du

Avec Hyperloop TT et Transpod, la Ville rose est liée à deux des trois projets de transport du futur.

même principe, la lévitation passive mais avec des méthodes et moyens différents. C'est l'adaptation

du système de train à sustentation magnétique, dont on a un exemple avec le train reliant, à l'air libre, Shanghai à son aéroport, à 430 km/h. Pour Hyperloop, les capsules circulent, mais dans des tubes en acier à basse pression, sans résistance de l'air, donc bien plus vite, à vitesse supersonique. Mais sans bang !

Philippe Emery



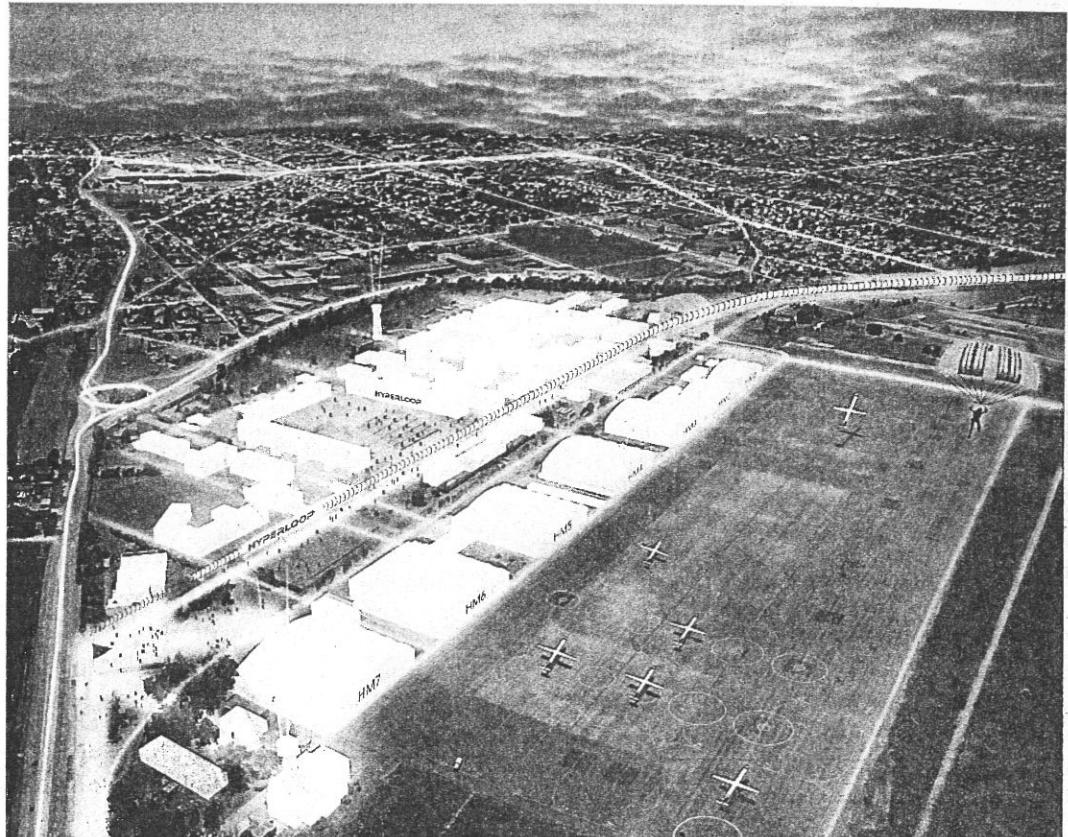
AIDES PUBLIQUES ET FONDS PRIVÉS
Une convention a été signée le 24 janvier à Toulouse entre les deux dirigeants d'Hyperloop TT et la présidente de région Occitanie, Carole Delga, le président de Toulouse Métropole, Jean-Luc Moudenc et le préfet Pascal Mailhos, pour l'Etat français. Le document prévoit l'installation d'un centre R & D et d'une piste d'essai d'1 km de long à Francalazal d'ici 3 ou 4 ans. Dirk Ahlborn et Bibop Gresta, les deux fondateurs d'HTT ont promis d'investir 30 à 40 millions de dollars pour ce faire. La région soutient le projet au titre de l'innovation et de la recherche et envisage à 5 millions d'€ d'aide selon l'importance du projet immobilier (le dossier n'a pas encore été déposé, a indiqué Carole Delga). L'Etat devrait, lui, mobiliser 15 M€ sur le projet Hyperloop à Francalazal au travers de crédits recherche et d'un programme d'investissement d'avenir et met à disposition de la Métropole l'entreprise nécessaire sur la partie sud du site. La Métropole sera l'aménageur de cette partie sud de Francalazal. En ce qui concerne les projets concurrents, Hyperloop One a annoncé une levée de 80 millions de dollars auprès de 10 investisseurs, dont la SNCF. Transpod a levé, lui, 15 M€ auprès du groupe italien Angelo et espère une subvention de 20 millions de dollars du gouvernement de l'Ontario.

repères

500

MILLIONS D'€ pour un projet commercialisable. Estimation de l'investissement nécessaire selon David Rechattin pour le développement du Transpod, à comparer aux 10 milliards qui ont été nécessaires pour A380.

« Je me bats pour que la France reste présente sur le projet Hyperloop. Transpod est canadien mais son patron est français ». *David Rechattin, architecte designer pour Transpod.*



Sur cette carte de Toulouse-Francazal, on distingue bien le bâtiment de l'ex mess dans la partie sud de la base de vie qui accueillera le centre de R & D d'HTT et la future piste d'essai avec son viaduc./Doc. HTT

NOUVELLE DONNE POUR FRANCAZAL

Autour de Francazal, que ce soit à Toulouse-Saint-Simon ou à Cugnaux, l'annonce de l'arrivée d'Hyperloop TT sur l'ancien site militaire n'a pas manqué de susciter beaucoup d'intérêt mais aussi de questions. « La venue de l'avionneur ATR, cet été, qui a installé son centre de maintenance dans un hangar réaménagé en bordure de la piste a été un premier signal de renaissance », confie Alain Chaléon, maire de Cugnaux, qui salue « un second signal avec la venue d'Hyperloop TT, transport du futur ». La ville de Cugnaux, en collaboration avec Toulouse Métropole, aménageur du site de la zone d'activités sud (38 ha) où se trouvera le centre de recherche et développement d'HTT, va travailler à l'aménagement de la zone d'activités pour qu'elle soit vivante,

pas seulement le jour, avec espaces verts, équipements sportifs et services, mais aussi le soir avec restaurants et loisirs. « On attend plus que le bus Linéo », complète Michel Au-joulat, premier adjoint au maire de Cugnaux et membre influent du SMTC Tisséo. La zone nord (165 ha) reste propriété de l'Etat, concédée pour 45 ans à la Sefta qui a changé d'actionnaire principal en début d'année. Le Canadien Lavalin s'est séparé de tous les aéroports qu'il gérait en France, dont celui de Toulouse-Francazal, repris par la société de participation Impact Holding et le fonds de pension Cylad. Le site renoue aussi avec son passé militaire, le 1^{er} RTP devant accueillir à terme le pôle national des opérations aéroportées, dont les travaux, bien avancés, sont en cours, selon Alain

Chaléon. L'arrivée d'HTT devrait se traduire d'abord par des travaux d'aménagement de l'ancien mess de la base de vie de la BA 101 pour accueillir le centre de recherche et développement. La construction de la piste d'essai d'1 km de long devrait elle aussi intervenir rapidement. Les riverains n'ont pas, en principe, à s'inquiéter d'éventuelles nuisances causées par les essais d'un prototype sur cette piste, sans doute bien trop courte d'ailleurs pour permettre aux capsules d'atteindre leur vitesse maxi (1 200 km/h). Pas de crainte non plus de bang intempestif, le mur du son n'étant pas franchi, le fameux bang ne se produisant pas faute de résistance de l'air, à basse pression dans le tube. L'engin devrait être quasi silencieux et non polluant.

Ph. E.

LA DÉPÉCHE

DU MIDI

Nord-Est

06 FEV. 2017

interview

« OBJECTIF : UN TRANSPORT DE FRET À L'HORIZON 2025 »

Qui êtes-vous et comment avez-vous été amené à travailler sur le projet Hyperloop ?

Je suis architecte, j'ai fait mes études à Toulouse. Rec architecture com-

prend le cabinet principal à Blagnac, avec 33 personnes, et des antennes à Paris et Albi (10 personnes). On a participé, dès le début d'Hyperloop, à un concours de conception. On a ensuite œuvré à l'aménagement intérieur et à la conception puis on a décidé de cesser de travailler gratis pour Elon Musk. Un Français, Sébastien Gendron, ingénieur ex de Bombardier-Safran et Airbus, a créé une start-up début 2016 à Toronto, Transpod, avec Ryan Janzen, Ingé-
nieur en chef. 15 M€ ont été levés grâce à un investisseur italien, le groupe Angelo, patron de Mermec, grosse entreprise de transport, qui a estimé que le projet Transpod était celui qui avait le plus de potentiel. Les sommes nécessaires sont importantes (500 millions d'€ pour développer un projet commercialisable) mais ridicules par rapport à l'avionique (10 milliards pour l'A380).

Comment se situe Transpod par rapport à la concurrence ?

Hyperloop One utilise des capsules de type container maritime, très lourdes, nécessitant beaucoup d'énergie et un coût au km élevé (90 millions d'€ au lieu de 20 à 40 M€ pour le TGV). Hyperloop TT a un modèle économique de participation collaborative (les contributeurs sont rémunérés par des parts de la société) et n'a déposé aucun brevet alors que Transpod a déposé 4 brevets l'an dernier. Transpod travaille sur un tube en acier à l'équipement plus dépouillé pour baisser le coût (objectif 20 millions d'€ le km) et des capsules plus équipées. Avec de meilleures possibilités en courbe. Le transport est autonome avec des panneaux solaires et batteries de stockage. Nous, à Rec, on travaille sur le design interne des capsules et sur les infrastructures (gares, viaduc, points d'interface...).

Avec un calendrier précis ?

En mai, on devrait produire des éléments de calcul pour le tube et les gares, les sas de décompression et des éléments d'aiguillage. L'objectif est de présenter un projet en 2018, commercialisable en 2020-2025. L'idée est de commencer par du fret. Un projet existe entre Toronto et Montréal pour délester l'autoroute où circulent 10 000 camions/jour. Personne ne certifiera un mode de transport comme celui-ci sans phase de test. Une piste d'essai d'au moins 4 km est nécessaire, en boucle, que Transpod est en train d'identifier avec le gouvernement d'Ontario.

Propos recueillis par Philippe Emery

07 FEV. 2017

SAINT-JEAN

Entre orientalisme et enchantement

La galerie La Mosaïque présente, pour la première fois, des œuvres de Tristan Rà, Willy Charps et Bibi Blanchet. Tristan Rà, maintenant installé à Carla-Bayle est un peintre voyageur, amoureux des couleurs, des saveurs et des gens de l'Orient. Il peint la vie des hommes à travers son interprétation des villes. Ici, Venise, dans une représentation unique, totalement tournée vers l'Orient, Istamboul, Ispahan dans ses tons bleus et turquoise. Et aussi des portraits où l'inspiration de Matisse et de la peinture fauve est remarquable.

Willy Charps, montre un univers de personnages issus de contes, les yeux grands ouverts sur le monde merveilleux qui les entourent. C'est une peinture positive, chaleureuse avec une palette de couleurs très grande, teintée d'humour également. C'est une poésie picturale. Une curiosité : il a apporté des lunettes 3D qui permettent de voir



Gérard Picard, président de l'Apanet ; Bibi Blanchet, sculptrice ; Tristan Rà, peintre ; M.-Dominique Vézian, maire ; Willy Charps, peintre ; Bruno Espic ; M.-Christine Picard adjoints au maire.

en relief ses toiles grâce au jeu de couleur qu'il emploie.

Bibi Blanchet sculpte des personnages qui pourraient venir de l'univers de Tolkien, lointains cousins de Bilbo le Hobbit. Ils

pourraient aussi sortir des toiles de Willy Charps. Faits de terre, légèrement patinés, ils semblent sortis de l'imagination de Bibi Blanchet pour nous faire plaisir.

Exposition jusqu'au 15 février, à ne pas manquer. Tous renseignements sur <http://apanet.fr>

le fait du jour

Téléphérique: c'est parti pour un an de concertation

L'essentiel

Le marché de conception, réalisation et maintenance a été signé hier, pour 114 M€, entre la Smat et le groupement Poma pour le téléphérique. Mise en service : 2020.

« C'est une nouvelle étape capitale qui s'ouvre pour le transport avec ce téléphérique de grande capacité qui crée une intermodalité entre des réseaux urbains différents, un maillon qui permet de franchir des obstacles naturels tels que la Garonne et la colline de Pech David », a résumé Christian Bouvier, vice-président du directoire et mandataire du groupement Poma (*) au moment de la signature, hier à Toulouse, du marché de conception, réalisation et maintenance du téléphérique urbain sud (TUS) avec la Smat (société pour la mobilité dans l'agglomération toulousaine).

Poma, leader mondial du transport par câble, a déjà l'expérience du téléphérique urbain, à New York ou Medellin, Rio de

Janeiro ou Grenoble, mais le TUS toulousain, moderne et totalement intégré à un réseau de transport urbain, ouvre sans doute un nouveau marché (Poma vient de remporter un projet similaire à Orléans).

Les premiers voyageurs qui l'emprunteront, début 2020, pour relier l'Oncopole au plateau de Rangueil (avec desserte du CHU et de l'Université Paul-Sabatier) utiliseront un simple ticket Tisséo ou une carte Pastel. Il ne faudra que dix minutes pour effectuer ce trajet de 2,850 km de long, au lieu

Le constructeur assurera la maintenance pendant 20 ans.

Il aura 30 minutes en voiture ou en bus, actuellement. D'ici là, plusieurs étapes vont se succéder. Il y aura d'abord, en ce début d'année, le temps de la conception du projet concret, puis celui de la concertation avec l'université Paul Sabatier, l'hôpital de Rangueil, l'Oncopole et surtout avec le lycée Bellevue, dont on sait que les élèves tout comme les parents et les enseignants s'inquiètent du survol de l'établissement

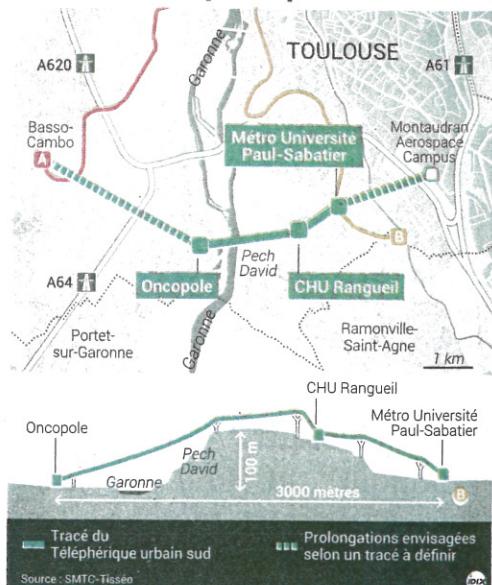
par le futur téléphérique. Et avec la Région, collectivité en charge du lycée. En 2018, sera lancée l'enquête publique. La déclaration d'enquête publique devrait intervenir au troisième trimestre si tout va bien, et le démarrage des travaux dans la foulée. Un an et demi de chantier sera nécessaire pour une mise en service programmée début 2020. « Le fait que le constructeur du téléphérique doive en assurer la maintenance pour 20 ans est une garantie de bon fonctionnement de ce système nouveau en milieu urbain », insiste Jean-Michel Lattes, président du SMTC Tisséo. Un fait qui explique

aussi le coût du marché : 114 M€ (55 M€ de conception et construction). Soit bien plus que les 44 M€ initialement prévus et que les 80 M€ du projet Aerotram jugé trop coûteux par la nouvelle équipe municipale en 2014.

Philippe Emery

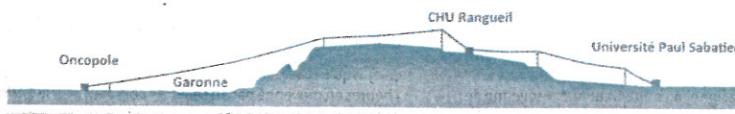
Poma est associé à Systra, Seti, Bouygues TP, Sequences et Altiservice. La Smat à Ingerop, aux cabinets Eric et Cabanes Neveu.

Tracé du Téléphérique urbain sud



QUELLES SOLUTIONS POUR LE LYCÉE ?

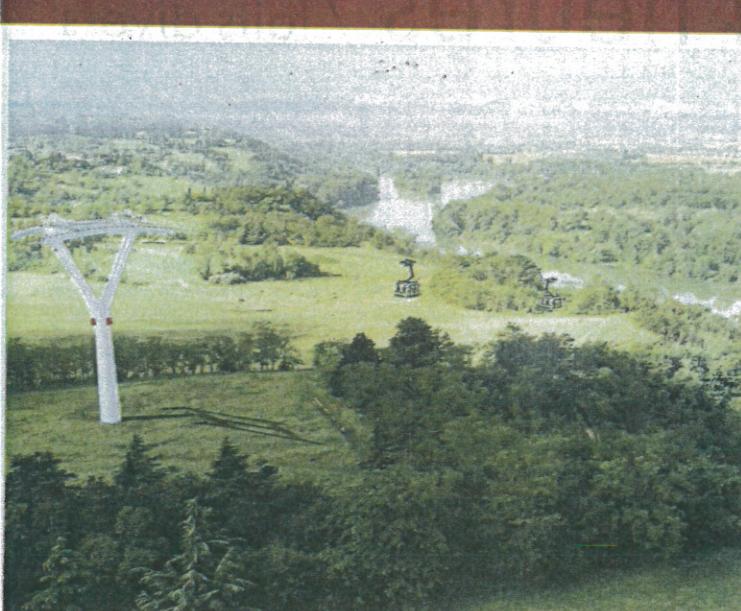
Parents, enseignants et lycéens de Bellevue s'inquiètent notamment de l'emplacement de la gare université Paul Sabatier, au niveau de l'entrée du lycée, près de la très fréquentée route de Narbonne, et du passage des cabines au-dessus de certains bâtiments de l'établissement. « Les cabines seront une trentaine de mètres au-dessus et le bruit émis est inférieur à 70 décibels, beaucoup moins au niveau du sol, soit un niveau de bruit quasi équivalent au bruit ambiant », rassurent les techniciens du groupement Poma. « Le choix du système 3S (3 câbles), un peu plus cher mais plus respectueux de l'environnement car plus haut, donc plus silencieux et avec moins de pylônes, a été fait afin de limiter au maximum les nuisances », ajoute Francis Grass, président de la Smat, qui évoque la « poursuite de la concertation, notamment avec le lycée et la Région, pendant un an jusqu'en 2018 ». Pour Antoine Jacquier, conseil de vie lycéenne au lycée Bellevue, « il n'y a eu pour l'instant que quelques réunions d'information, où l'on nous disait que le projet n'était pas choisi ou pas encore défini. On a entendu parler d'une réunion début février mais rien d'officiel. On est ouvert à une réelle concertation, notamment sur l'emplacement de la gare UPS ».



LA DÉPÈCHE DU MIDI

Nord-Est

07 FEV. 2017



Les cabines dessinées par Pininfarina (ci-dessous) survoleront la Garonne pour relier Oncopole et Rangueil. Elles seront accessibles de plain-pied dans les stations (CHU en haut, Oncopole en bas)/Groupement Poma.



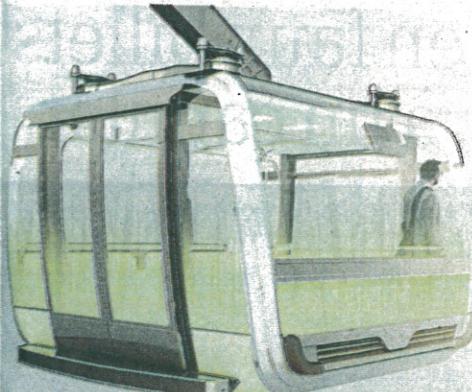
repères
2018

3^e TRIMESTRE > début des travaux. Mise en service début 2020. Longueur : 2 850 m. Dénivelé : 100 m. Fréquence 63 secondes. Durée du trajet : 10 minutes. Capacité cabine : 35 personnes. Niveau sonore < 70 dBA. Fonctionne jusqu'à 108 km/h de vent. Maxi : 2000 personnes/heure/sens.

« Le système de récupération intégrée permet, en cas de panne, de rapatrier les cabines en station et d'éviter toute évacuation en l'air ». Christian Bouvier, Poma.

Christian Bouvier, Poma.

UNE FERRARI DE L'AIR SIGNÉE PININFARINA



Les cabines, capables d'emporter 35 personnes (un demi-bus) à 20 km/h (vitesse commerciale) à une hauteur évoluant entre 30 et 60 m au-dessus du sol, ont été dessinées par le designer italien de renommée mondiale Pininfarina, concepteur notamment de plusieurs modèles prestigieux pour Ferrari ou Peugeot. Elles appartiennent à la gamme « Symphonie » de la société Sigma, filiale du groupe Poma. 14 véhicules de ce type sont prévus à l'achat, qui offrent de très vastes baies vitrées permettant aux voyageurs de profiter pleinement du panorama au-dessus de la Garonne. Elles seront éclairées, sonorisées, ventilées et seront équipées du wifi, 9 cabines tourneront à terme sur la ligne, avec une fréquence moyenne de 63 secondes et pourront emporter jusqu'à 2000

personnes par heure et par sens. Cinq pylônes supportent les câbles et la plus longue portée entre deux pylônes est d'1 km (au-dessus de la Garonne), sur une longueur totale de près de 3 km pour 100 m de dénivelé. Tisséo envisage une fréquentation de 7 000 passagers/jour. Le téléphérique urbain sud fonctionnera en continu, tous les jours, de 5 h 15 du matin jusqu'à minuit. La maintenance quotidienne de la ligne et le nettoyage des cabines se feront durant la fermeture de nuit. Une grande maintenance annuelle nécessitera la fermeture de la ligne durant 11 jours en août. L'infrastructure est conçue pour fonctionner avec des vents allant jusqu'à 108 km/h, ce qui n'arrive que 3 heures en moyenne par an selon les données de Météo France sur 20 ans... Le système dit de

récupération intégrée permet un rapatriement des cabines en stations en cas de panne, évitant toute évacuation verticale des voyageurs en l'air. Les aérations présentes sur les cabines sont conçues de manière à rendre impossible tout jet de projectile ou objet sur les sites survolés. Chaque cabine est reliée par interphonie et vidéosurveillance à chacune des trois stations. Un parc relais de 500 places sera ouvert à l'Oncopole pour permettre aux automobilistes de se garer pour emprunter le téléphérique. « Le chantier comprendra aussi 35 000 heures de travail en insertion, 15 000 sur la phase de construction et 20 000 sur la maintenance, dont 7 000 de formation », précise Christian Bouvier, mandataire Poma.

Ph. E.

TENNIS. Circuit des « Raquettes La Dépêche du Midi/BNP Paribas ». L'édition 2017 a officiellement été lancée hier soir dans nos locaux.

Petits et grands repartent à l'attaque

l'essentiel ▶
Le circuit principal a démarré depuis le 27 janvier à Blagnac et comprend vingt tournois. Menu identique chez les 13/14 ans, avec deux étapes qui ont déjà pris fin.

Cette fois, la compétition a officiellement démarré. L'an passé, le lancement des « Raquettes La Dépêche du Midi/BNP Paribas » et du circuit jeunes 13/14 ans « La Dépêche du Midi » avait eu lieu début mars à la Ligue Midi-Pyrénées lors des Internationaux de Toulouse-Balma (ITF). Mais hier soir, pour ce nouveau cru, Éric Laffont (directeur des relations extérieures de La Dépêche du Midi) et Éric Gabarrot (responsable de la promotion) ont repris leurs bonnes habitudes en recevant au siège de notre journal les présidents de club concernés par cette édition 2017.

Sept départements représentés

« Une fois de plus, je tiens à remercier tous les bénévoles, sans qui rien ne serait possible », soulignait Pierre Doumayrou, président de la Ligue Midi-Pyrénées. « Nous avons choisi les mêmes tournois pour les jeunes et pour les adultes, répartis dans sept départements d'Occitanie, à savoir l'Ariège, l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Gers, les



Hier soir, dans le hall de notre journal, les présidents de clubs et les membres de la Ligue Midi-Pyrénées n'ont pas échappé à la traditionnelle photo de famille. /Photo DDM, Michel Labonne

Hauts-Pyrénées, le Tarn et le Tarn-et-Garonne », précisait de son côté Anne-Marie Maurette, vice-présidente de la Ligue, en charge de la compétition et du sport. Pour le circuit principal, ouvert aux dames et messieurs/toutes catégories (de 14 ans à 70 ans), seuls les licenciés de Midi-Pyrénées, Côte basque Béarn Lan-

des (CBBL); Guyenne, Limousin, Languedoc-Roussillon et Auvergne pourront prétendre au classement final, dans lequel huit joueuses et huit joueurs disputeront le Masters de fin d'année (date et lieu à déterminer). Voici les dix-neuf étapes restantes du circuit principal : Muret 1er-22 avril, TAC Toulouse 1er-18 juin, Saint-Jean 3-21 juin, AT

Montauban 1er-21 juin, UA Tarbes 6-24 juin, USSR Albi 12 juin-1er juillet, Pamiers 17 juin-2 juillet, Stade Toulousain 18 juin-5 juillet, Villemur 24 juin-9 juillet, Auch 8-23 juillet, L'Isle-Jourdain 13-30 juillet, Eauze 26 juillet-9 août, Villefranche-de-Rouergue 28 juillet-10 août, Ax-les-Thermes 9-23 août, Capdenac-Gare 10-26 août,

Martres-Tolosane 11-29 août, TAC Albi 21 août-10 septembre, US Colomiers 29 août-17 septembre, Balma 7-24 septembre. Voici les dix-huit étapes restantes du circuit jeunes : Pamiers 1er-8 avril, Albi 3-14 avril, TAC Toulouse 15-21 mai, USSR Albi 15-31 mai, Balma 7-21 juin, UA Tarbes 10-24 juin, AT Montauban 10-28 juin, Capdenac

24 juin-1er juillet, US Colomiers 30 juin-14 juillet, Muret 1er-8 juillet, Villemur 1er-9 juillet, Blagnac 1-2 juillet, Auch 8-23 juillet, L'Isle-Jourdain 13-30 juillet, Eauze 26 juillet-9 août, Villefranche-de-Rouergue 28 juillet-10 août, Martres-Tolosane 11-29 août, Stade Toulousain 21 août-6 septembre.

C.-H. O.

La vérité sur les emplois familiaux des députés

08 FEV. 2017

l'essentiel ▶

L'affaire Fillon a mis au jour les pratiques des députés qui emploient des membres de leur famille comme collaborateurs parlementaires. En Haute-Garonne, ils sont plusieurs dans ce cas.

Plusieurs des dix députés de la Haute-Garonne emploient comme assistant parlementaire leur conjoint ou un de leurs enfants. « Ce n'est pas illégal dès lors que le travail est réel et ce n'est pas non plus « illégitime », juge Kader Arif, député de la 10e circonscription, quand « cela correspond à une compétence et que la rémunération reste dans la norme. »

À l'épouse de François Fillon, c'est un éventuel emploi fictif qui est reproché, ce qui est encore autre chose, mais, indirectement, c'est aussi la question des emplois familiaux que cette affaire a mis en lumière. Que font concrètement les intéressés et pour quelle rémunération ? Les parlementaires concernés ont tous répondu à nos sollicitations. Députée PS de la 4e circonscription, Martine Martinel a loupé son permis de conduire et n'a pas éprouvé le besoin de le repasser, surtout en habitant longtemps

Paris. Au jour d'hui, « Pourquoi interdire l'embauche d'un conjoint quand il a les capacités ? »

en dehors des heures de travail de ses assistantes à temps plein, c'est à son mari, retraité, qu'elle a recours. Soit 40 heures par mois, pour un traitement de l'ordre de 400 à 450 €. « Avec ces horaires, j'aurais du mal à trouver quelqu'un. Le taxi serait plus coûteux. » Et, expose-t-elle, « c'est aussi une façon de passer du temps ensemble » autour d'un intérêt commun.

« Quand on s'est rencontré, c'était mon directeur de campagne. Il est devenu mon mari par la suite », raconte Françoise Imbert (PS, 5e circonscription). Dé-

Les collaborateurs parlementaires en 2016

Une fonction instaurée en 1976

Aussi appelé « assistant » et « attaché », le « collaborateur » seconde le parlementaire dans les tâches directement liées à son mandat (secrétariat, rédaction de discours, propositions de loi, amendements, etc.)

 42 ans
âge moyen
6 sur 10 sont des femmes

3 300 € par mois en moyenne

Le parlementaire est un employeur individuel (recrutement, licenciement, conditions de travail...). Il bénéficie d'une dotation mensuelle dite « crédit collaborateur »

 Montant du crédit alloué à chaque parlementaire, en € par mois
9 561

 Salaire mensuel brut moyen d'un collaborateur à temps plein, en € par mois
3 351,90
3 248

Des limites concernant l'emploi de membres de la famille**

 Limité à 5 collaborateurs membres de la famille
4 780,50 Salaire mensuel individuel limité à 1/2 du crédit

 Limité à un seul collaborateur membre de la famille
2 531,13 3 796,70 Salaire mensuel individuel limité à 1/3 du crédit, sauf si domiciliation fiscale distincte, alors limite à 1/2

* Les charges patronales, les indemnités de fin de contrat, les primes d'ancienneté et les dépenses de formation sont aux frais de l'Assemblée et ne sont pas incluses dans ce montant. ** Mari, femme, parents, enfants et leurs conjoints

Note : les collaborateurs peuvent être employés par plusieurs parlementaires. C'est le cas de 64 collaborateurs de députés.

Sources : Assemblée nationale, Sénat, syndicat SNCP-FO, association ACS, Public Sénat

putée depuis 1997, elle se dit satisfaite d'avoir voté le non-cumul des mandats et d'autres « réglementations de la vie politique. Mais pourquoi interdire l'embauche d'un conjoint ou enfant quand il a

les capacités ? » Son mari, Michel, maire d'un village du canton de Cadours, effectue 40 heures de travail pour quelque 600 €. « Le métier de ma fille, c'est la communication. Et c'est ce qu'elle fait pour moi avec la veille des réseaux sociaux, la lettre du député, les documents de bilan de mandat », explique Monique Iborra (En Marche !, 6e circonscription). Une tâche exercée à mi-temps pour environ 1 500 € par mois, parfois « le soir et le week-end ».

Pour Patrick Lemasle (PS, 7e circonscription), qui ne se représente

sentera pas après 20 ans de mandat, il n'est pas question « d'emplois familiaux » mais « d'emplois normaux et effectifs ». Sa fille qu'il emploie depuis trois ans est « qualifiée » et exerce, pour environ 2 000 € par mois, un « réel travail », de même qu'une autre fille qui a effectué un remplacement d'été pour maintenir la permanence ouverte.

Kader Arif (PS, 10e circonscription) a embauché à mi-temps une de ses filles pour 900 € par mois pour des tâches classiques d'assistant. Le député fait valoir notamment « le besoin d'une relation de confiance » mais aussi le goût de sa fille « pour la chose politique » et son envie, comme dans d'autres professions, de marcher sur les pas de ses parents. Contactés, les autres députés ont indiqué ne pas composter d'emplois familiaux parmi leurs assistants.

Jean-Noël Gros

DEPUIS 2012, BLANDINE MOUDENC TRAVAILLE DANS L'OMBRE DE SON MARI

Sur son profil Viadéo, elle apparaît toujours sous l'identité qu'elle utilisait lorsqu'elle était l'assistante parlementaire de son époux. Mariée en 1990, Blandine Moudenc s'appelait Blandine Roman, son nom de jeune fille, lorsque de juillet 2012 à mars 2014, elle a fait partie de l'équipe des collaborateurs du député de la 3e circonscription de Toulouse. À l'époque, Jean-Luc Moudenc employait Arnaud Mounier et une secrétaire dans sa permanence locale, et un assistant à Paris. Diplômée de Sciences Po Toulouse, Mme Moudenc est recrutée, indique-t-elle aujourd'hui à « La Dépêche du Midi », « pour m'occuper de la boîte mail du député ». Le plus souvent, c'est elle qui gère les courriels qu'élus ou administrés adressent au parlementaire et chef de

l'opposition municipale toulousaine. « L'emploi de mon nom de jeune fille évitait les jugements », explique l'épouse de Jean-Luc Moudenc.

Je ne veux pas être lynchée ? Son salaire mensuel de l'époque ? Elle accepte de nous en donner le montant et tient d'ailleurs ses bulletins de salaire à notre disposition. Elle souhaite, en revanche, que cette information ne soit pas diffusée dans nos colonnes, pour ne pas s'exposer, dit-elle, « à un lynchage public ».

En mars 2014, Jean-Luc Moudenc remporte son duel avec le socialiste Pierre Cohen et redevient maire de Toulouse. Deux mois plus tard, le nouveau patron du Capitole et président de l'agglomération nomme son épouse cheffe de

cabinet adjointe à Toulouse Métropole. Au cœur de l'été 2014, à la faveur d'une réorganisation du premier cercle des collaborateurs du maire-Président, Blandine Moudenc est promue. Elle devient cheffe de cabinet à la Métropole, l'équivalent de Michel-Paul Monredon au Capitole. Sa rémunération est alignée sur celle qu'elle percevait lorsqu'elle était attachée parlementaire.

Interrogée par « La Dépêche du Midi », Mme Moudenc confirme n'avoir pas été mise en concurrence avec d'autres profils lorsqu'il s'est agi de pourvoir ce poste pour lequel elle se considère légitime. « Nous faisons partie de la même équipe, nous avons tout vécu ensemble », conclut l'épouse de Jean-Luc Moudenc.

Lionel Lanarada

Sébastien Marti

1 à 5 collaborateurs autorisés par parlementaire



9 561
7 593,39

3 351,90
3 248

Assemblée nationale
Sénat

questions à



Roland Cayrol, politologue

Faut-il réformer les moyens attribués aux parlementaires ?

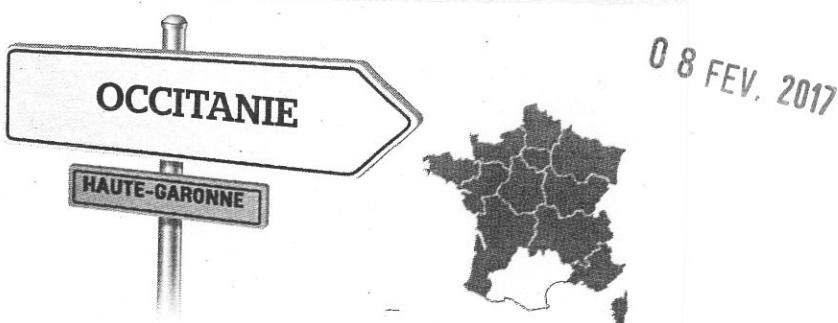
Clairement oui. L'affaire Fillon montre l'urgence d'intervenir. D'abord au niveau du statut de l'élue. Pour lui garantir une vraie indépendance il faut lui donner un statut, ce qui comprend son reclassement quand il cesse d'être parlementaire. Ensuite sur ses capacités de travail : la possibilité d'employer des collaborateurs familiaux existe depuis 1975, sur le modèle du congrès américain. Mais cela suppose un contrôle strict du travail accompli, ce qui n'est pas le cas.

Il faut donc interdire l'embauche de collaborateurs familiaux ?

Oui, ce sont des pratiques d'un autre âge. Ça ne supprimera pas les abus mais au moins ça traduira une volonté de faire évoluer le système. Il faut prendre exemple sur les autres pays d'Europe, l'Allemagne notamment.

Au fond pourquoi les élus emploient-ils des membres de leur famille ?

D'abord parce qu'ils ont confiance en eux. Ensuite pour une raison moins avouable : pour augmenter la rémunération du foyer. Il existe aussi d'autres avantages comme l'indemnité représentative de frais de mandat. Elle aussi doit faire l'objet d'un contrôle plus strict.



Toulouse lance son téléphérique urbain *Conception, réalisation, maintenance : le marché a été signé lundi.*

DIX MINUTES pour relier l'université Paul-Sabatier de Toulouse (Haute-Garonne) à l'Onopole, en passant par le CHU de Rangueil, par la voie des airs, au lieu de trente minutes en voiture ou en bus. C'est la promesse de l'installation du téléphérique urbain sud, dont le contrat a été signé lundi entre la Société de la mobilité de l'agglomération toulousaine et le constructeur français Poma, pour 114 M€.

Sur un tracé de 2,6 km, ce téléphérique, qui pourra transporter 1 500 voyageurs par heure dans chaque sens, enjambera des obstacles naturels comme la Garonne et la colline de Pech-David. L'infrastructure est conçue pour fonctionner en cas de vent, jusqu'à 108 km/h,

et sera mise en service en 2020. A terme, l'intérêt de ce transport propre est d'être connecté aux trois lignes de métro de la Ville rose.

ENQUÊTE PUBLIQUE EN 2018

Le doublement programmé de la longueur de la station Basso-Cambo permettra d'accueillir le téléphérique pour créer une correspondance avec la ligne A du métro. L'enquête publique sur ce projet sera lancée en 2018 et les travaux, d'une durée d'un an et demi, devraient commencer au troisième trimestre de cette même année.

Un téléphérique urbain de ce type est en service à Brest depuis novembre 2016, mais il a connu quelques couacs.

JULIE RIMBERT



Le projet de téléphérique à Toulouse (Haute-Garonne) devrait se concrétiser avec le début des travaux, au troisième trimestre 2018.

SAINT-JEAN

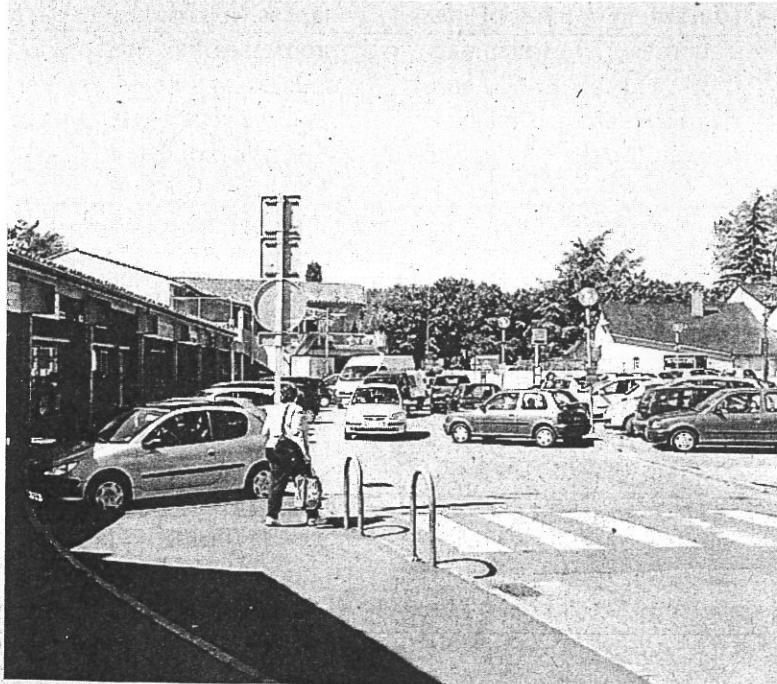
09 FEV. 2017

Le recensement se poursuit

Commencé le 19 janvier, le recensement de la population à Saint-Jean s'achèvera le 25 février. Chantal Farrero, Lucile Marquet et Karen Trebuck, les trois agents recenseurs, poursuivent leur mission sur le territoire communal sur 8 % des logements.

Le recensement de la population permet de connaître le nombre de personnes vivant dans chaque commune. De ces chiffres découlent la participation de l'État au budget des communes, le nombre de conseillers municipaux ou le nombre de pharmacies... Par ailleurs, ouvrir une crèche, installer un commerce, construire des logements ou développer des moyens de transport sont des projets s'appuyant sur la connaissance de la population. Le recensement permet ainsi d'ajuster l'action publique aux besoins des populations.

« Je me félicite de l'accueil réservé aux agents recenseurs et remercie les administrés



Cette année Saint-Jean compte 10 386 habitants.

pour leur gentillesse et leur disponibilité », souligne Patricia Bru, adjoint en charge du recensement. Et d'ajouter : « Les personnes recensées peuvent aussi répondre directement en ligne ce qui constitue, pour la seconde année

consécutive, une facilité pour les mordus d'internet. Pour y accéder, l'agent recenseur leur donne un code d'accès personnel ».

Pour tous renseignements Rose-Marie Médina, à la mairie, au 05 61 37 63 29.

guide gastronomique

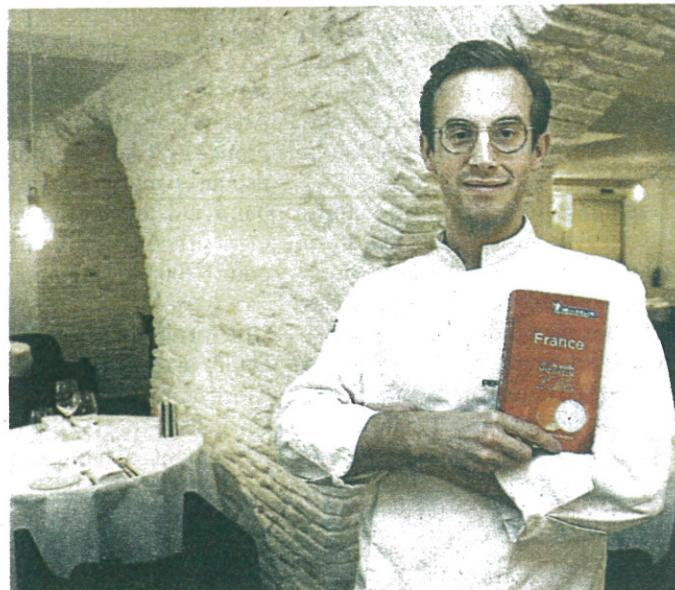
09 FEV. 2017

Nos top chefs racontent l'angoisse du Michelin

Stress en cuisine : c'est le lot annuel de tous les chefs étoilés français à la même époque attendant la parution du prestigieux palmarès du Guide Michelin. La fébrilité est palpable dans les tous les établissements de renom parmi lesquels figurent des tables du Sud-Ouest. Pourtant expérimenté, Michel Sarran avoue ainsi avoir « l'estomac tordu » à l'approche du verdict. « Nous fonctionnons avec les guides, ça met beaucoup de pression. Aussi bien, j'aurais perdu une étoile, je n'en sais rien, on n'a aucune information avant la sortie. C'est vraiment comme dans les films, c'est « l'Aile ou la cuisse ». Ça fait partie de notre vie, c'est un grand stress. Je pensais qu'avec l'âge, ça disparaîtrait, eh bien non. J'ai toujours l'estomac aussi tordu avant la sortie du guide », confie celui qui a eu sa première étoile il y a 20 ans, la 2^e en 2003 à son restaurant éponyme à Toulouse.

« Le Graal, c'est le Michelin »

Une 3^e étoile ? « J'y travaille. J'ai fait de gros travaux dans ma cuisine. J'ai refait la décoration du restaurant. J'essaie de faire évoluer ma maison, de me poser des questions sur ce qui est parfaitable », glisse le membre du jury de l'émission « Top Chef ». La tension est également présente à « L'Amphitryon » à Colomiers, auréolé de deux étoiles en 2008. Son chef, Yannick Del-



Pierre Lambinon, une étoile en 2016, au « Py'R » à Toulouse./DDM N.S-A

pêch avait été le plus jeune étoilé de France à 24 ans en 2000. « C'est une notoriété, évidemment, mais éphémère car cela m'a apporté une nouvelle clientèle, avec environ 20 % d'augmentation de fréquentation, mais ça s'estompe au fil des mois. C'est aussi une pression supplémentaire, les deux étoiles car on est entre les deux. On est sans cesse jugé. Je suis fébrile, comme tous les ans. Mais je me dis que, si je perds une étoile, ça ne serait pas la fin du monde », confesse-t-il.

Pour Sylvain Joffre, une étoile en 2014, à « En Pleine Nature » à Quint-Fonsegrives : « C'est un vrai bonheur pour moi et mon équipe mais ça n'a jamais été

mon objectif premier depuis l'ouverture en 2011. On y fait attention mais honnêtement, je ne me focalise pas dessus. On me l'enlèverait, ça me chagrinerait ».

Quant à Pierre Lambinon, une étoile en 2016, au « Py'R » à Toulouse, il attend dans « l'angoisse ». « Le plus dur c'est comment on est observés. On est toujours la tête dans le guidon et une étoile, pour des jeunes comme nous, cela nous montre qu'on est sur le bon chemin. C'est une maturité personnelle, une réussite humaine avant tout. Il ne faut pas se mentir, le chef dans sa cuisine, il attend la sortie du Michelin, le Graal c'est le Michelin ».

LOT-ET-GARONNE > Des truffes à la cantine. L'association des trufficulteurs du Lot-et-Garonne a décidé de participer à l'initiation au goût des enfants de l'école d'Espie. Aujourd'hui, le menu sera considérablement amélioré avec plusieurs plats composés autour des truffes mélanosporum et brumale offertes par les trufficulteurs locaux.



09 FEV. 2017

En ville

VOIX DU MIDI TOULOUSE
JEUDI 9 FÉVRIER 2017

10

ENVIRONNEMENT. Près de 3200 arbres vont être plantés en 2017 à Toulouse

La municipalité prévoit 3 200 arbres supplémentaires à Toulouse en 2017. Cartoucherie, Montaudran, Argoulets, hyper-centre... Voici les sites concernés par les plantations.

3 200 arbres, c'est le nombre d'arbres que la mairie de Toulouse prévoit de planter en 2017. Un chiffre un peu en déçà par rapport aux années précédentes. En 2016, 4 315 arbres avaient en effet été plantés sur le territoire de la commune en raison de nombreux chantiers en cours : 30 saules et frênes sur la place Saint-Pierre, 24 érables, aulnes et frênes sur la place de la Daurade, 11 tilleuls sur la place Olivier... Dans le cadre du GPV (Grand Projet de Ville), plus d'un millier d'arbres concernaient Bellefontaine (730) et la Reynerie (320).

84 hectares d'espaces verts supplémentaires

En 2015, le nombre de plantation était de 4 650 arbres. Au total, l'objectif est de créer, d'ici 2020, 84 hectares d'espaces verts supplémentaires. « Nous avons une ville qui a un patrimoine arboré déjà important avec 153 000 arbres, rappelle Marie-Pierre

Chaumette, adjointe au maire de Toulouse, en charge des Jardins et des Espaces verts. Notre objectif est à la fois de préserver le mieux possible ce patrimoine et de faire de nouvelles plantations ». Sur ces 153 000 arbres, l'élu toulousaine compte notamment 23 000 arbres d'alignement (boulevards, canaux, Garonne), principalement des tilleuls, platanes et micocouliers. Elle cite aussi les 160 jardins et parcs de la ville, les quatre zones vertes (Pech David, Grande Plaine...) et les six coulées vertes (Touch, Amidonniers...).

Parmi les mesures prises par la municipalité, Marie-Pierre Chaumette annonce être en pleine réorganisation des services des Jardins et Espaces Verts. « Nous venons de créer un Service arbres composé de dix agents afin de gérer au plus près le patrimoine arboré, d'organiser son renouvellement quand nécessaire et de veiller à la qualité des nouvelles planta-



Des arbres ont notamment été plantés en 2015 dans le cadre du projet de la Daurade. © David Saint-Sernin

tions. J'ai tenu à ce que soient mises en place des clauses de protection des arbres lors des chantiers. Surtout, l'abattage des arbres ne se fait que s'il y a vraiment nécessité, et des mesures compensatoires sont alors prises : pour un arbre enlevé, au moins deux arbres sont plantés ».

Symboliquement, lors de la COP 21, chaque maire de quartier a planté un érable champêtre. « L'arbre est un pilier de l'écosystème », insiste encore Marie-Pierre Chaumette.

« Il épure l'air : un arbre capte, par ses feuilles et son tronc, le CO2 d'un terrain de foot. Il apporte aussi de

la fraîcheur. C'est un capital pour notre santé ».

200 plantations allées Jean-Jaurès

Le projet d'aménagement des allées Jean-Jaurès en rambles fait ainsi une large place au végétal. « Les arbres accompagnent tous les projets urbains, assure l'élu en charge des Jardins et des Espaces verts. Nous avons de nombreux projets de plantations d'arbres comme la promenade-jardin des allées Jean-Jaurès, avec près de 200 arbres ».

Une cinquantaine d'arbres sont aussi prévus concernant l'aménagement de la place Saint-Sernin.

Pour les Jardins de la Ligne à Montaudran, par exemple, « déjà 294 arbres viennent d'être plantés », souligne l'adjointe de Jean-Luc Moudenc. Il s'agit d'oliviers, de palmiers, de chênes-lièges, de paulownias, de chitalpas, d'amandier... « Ils sont plantés et choisis dans

l'objectif d'évoquer les pays traversés par la Ligne de l'Aéropostale », précise Marie-Pierre Chaumette.

Argoulets, Bayard...

Concernant les autres zones en 2017, on peut aussi citer : la plantation de 1 632 plantations arbres et de plusieurs centaines d'arbustes est planifiée d'ici l'automne 2017 sur l'ancienne peupleraie des Argoulets. « Il s'agit d'un bois urbain avec des essences adaptées au sol argileux et aux changements climatiques (hivers rigoureux, étés chauds) », remarque Marie-Pierre Chaumette. Nous comptons des érables champêtres, des aulnes, des frênes, des ormes, des noisetiers, des églantiers, des aubépines... ». 160 arbres au niveau de la Cartoucherie : érables champêtres, frênes, micocouliers, tilleuls ; 81 arbres rue Bayard : 44 poiriers à fleurs et 37 noisetiers de Byzance ; cinq arbres rue des Lois... Hugues-Olivier Dumez

ÉCOLOGIE : LES STATIONS DE SKI SUR LA PISTE VERTE

ETOILE DES NEIGEUUUH. Ah les vacances d'hiver ! On regarde la météo avec frénésie en quête des dernières chutes de neige. On s'agglutine dans les embouteillages pour respirer l'air pur de la montagne. Les skieurs sont de plus en plus soucieux de l'environnement mais se confrontent à un paradoxe : les sports d'hiver perturbent la nature. Peut-on skier plus responsable ? La pente est glissante mais des stations et des passionnés de la montagne tentent un virage écologique.

LA MONTAGNE VEUT RENFILER SON MANTEAU VERT

«Comme on est au plus près de la nature, on a tendance à croire que le ski est un sport écolo, mais c'est tout le contraire. On consomme beaucoup plus d'énergie, on met le chauffage à fond...»

► Cyril, 43 ans, ingénieur en barrages hydrauliques.

«Quand je suis en vacances au ski, j'essaie d'adopter un comportement responsable. Par exemple, à l'intérieur, je me couvre un peu plus au lieu de monter le chauffage. Et j'y vais en autocar pour éviter de prendre la voiture alors que je suis seule.»

► Sandre, 37 ans, hôtesse d'accueil



L'empreinte de l'homme sur la montagne ne se limite pas aux traces de boots dans la neige...

/// Par Thomas Gourdin

«Ce sont les stations qui polluent le plus. Elles devraient s'équiper de canons à neige qui consomment moins d'eau, de dameuses qui tournent aux huiles bio et arrêter les télésièges quand personne n'est à bord.»

► Nadine, 41 ans, mère au foyer

D'ici quelques mois, l'Occitanie sera dotée d'un Parlement de la montagne. Cette nouvelle instance, inspirée du Parlement de la mer qui existait en Languedoc-Roussillon, rassemblera un panel d'acteurs et d'experts impliqués dans les Pyrénées et dans le Massif central. Elle aura pour mission de «faire des propositions sur des enjeux prioritaires» et notamment d'appuyer la dy-

namique autour d'un tourisme quatre saisons.

Alors que les zones de montagne représentent 55 % de la grande région et que l'activité touristique reste l'un des piliers économiques du territoire — la saison de ski générera quelque 700 millions d'euros sur le versant français des Pyrénées selon les dernières estimations —, il s'agit plus que jamais de valoriser les espaces d'altitude. En termes d'emploi, d'accessibilité... mais aussi d'environnement. Préservation de la faune et de la flore, économies d'énergie et de ressources naturelles ou encore limitation de la pollution sont

autant d'impératifs pour que la montagne conserve l'image qu'elle renvoie : il y a quelques jours, un sondage Ifop rappelait que 60 % des Français associent spontanément les secteurs montagneux à «l'environnement» (air pur, nature, beauté des paysages...).

Une certaine contradiction quand on sait que l'impact de l'homme sur les massifs est loin de se limiter aux traces de ski qu'il laisse dans la neige en cette période hivernale. En 2014 par exemple, près de 7,5 tonnes de déchets issus de la précédente saison avaient été ramassées sur les neufs domaines pyrénéens du

groupement N'Py lors de l'opération Montagne Propre, initiée chaque année par un collectif d'associations environnementales.

Une nouvelle dimension que le ministère de l'Écologie semble d'ores et déjà avoir pris en compte. En septembre dernier, il a émis un avis défavorable au projet de fusion entre les stations de Font-Romeu, Les Angles, Formiguères et Bolquère. Un potentiel super-domaine incompatible avec la notion de développement durable. Concilier attractivité et écologie, tel est le grand enjeu des acteurs de la montagne.

©t-gourdin

TÉMOIGNAGE



/// Par Audrey Sommazi

Souvenez-vous de la scène du film "Les Bronzés font du ski" : Jean-Claude Dusse, Gigi, Popeye et leurs acolytes déjeunent au pied des Alpes immaculées, avant de jeter un torrent d'emballages de déchets alimentaires sur la neige. «Cette séquence est malheureusement réelle. Je vois des vacanciers jeter leurs mégots par terre. Ils ne le font pas volontairement, mais par manque d'éducation au développement durable», constate Mathieu Classe, le coprésident de

Mountain Riders, association qui organise des actions de sensibilisation au développement durable dans les stations.

Bien avant sa prise de fonction, ce Toulousain de 34 ans, amateur de poudreuse depuis l'âge de 2 ans, s'appliquait déjà à préserver le massif en adoptant des gestes responsables et simples au quotidien. Pour réduire les émissions de dioxyde de carbone, il privilégie les transports en commun pour rejoindre les stations. De plus, «achète du matériel de qualité – ski, bâtons et vêtements – pour les conserver le plus longtemps possible et ainsi éviter le gaspillage. J'essaye aussi d'utiliser le moins possible les

remontées mécaniques, consommatrices d'électricité, en remontant les pistes à pied.»

Néanmoins, ce comportement n'est pas adopté par tous les skieurs, comme le constate Mathieu. «Les voitures, qui s'en-gouffrent dans les vallées durant les périodes de congés scolaires, sont de plus en plus nombreuses. Un nuage gris de pollution est alors visible dans le ciel et la neige n'est plus très blanche.»

pose des solutions au bénéfice des hommes, de l'économie de la montagne, de la faune et de la flore. Je partage ces valeurs»

Ainsi, Mountain Riders forme les acteurs de la montagne (collectivités, entreprises, stations, skieurs...) à l'écologie par la mise en place d'actions. L'une d'entre elles est la création du label Flocon Vert, en 2013, qui récompense les stations de ski soucieuses de minimiser l'impact de leurs activi-

siennes auréolées par ce label – Vallée de Chamonix-Mont-Blanc, Les Rousses et Châtel – viennent d'être rejoints par une première station dans les Pyrénées-Atlantiques, La Pierre Saint-Martin. Autre cheval de bataille de l'association : les déchets. Depuis 2012, une vingtaine d'opérations de ramassage de déchets ont été organisées dans différentes stations des Pyrénées, 80 dans les Alpes. Grâce à la bonne volonté des 5 900 participants, quelque 50 tonnes de déchets ont été récoltées pour être jetées à la poubelle.

Mathieu Classe et une dizaine de bénévoles proposent également des rencontres avec le public à l'occasion d'événements organisés dans les stations pyrénéennes. «Lors de l'International free ride film festival à Cauterets par exemple, l'association disposait d'un stand. Ce qui nous permettait de discuter avec les skieurs pour les sensibiliser à nos actions et à nos valeurs», précise-t-il.

@AudreySommazi

« L'association propose des solutions, au bénéfice des hommes, de l'économie de la montagne, de la faune et de la flore. »

Alors, en 2011, il décide de faire du développement durable en montagne une priorité et s'engage à Mountain Riders. Au terme de militant, il préfère celui de bénévole. Et pour cause : «L'association pro-

tés sur l'environnement. Pour en bénéficier, une enquête est menée via un questionnaire sur les thèmes de l'eau, de l'énergie, des déchets ou encore des transports. Les stations alpines et juras-

TROIS INNOVATIONS POUR PRÉSERVER LA MONTAGNE



DES DAMEUSES NOUVELLE GÉNÉRATION

Évoluant à même le domaine skiable, les dameuses préparent les pistes mais la neige qu'elles répartissent n'est plus vraiment immaculée après leur passage. Pour diminuer leur impact environnemental, plusieurs stations des Alpes ont donc investi dans des dameuses hybrides, mêlant un moteur thermique et électrique. Courchevel, la première, a testé cette innovation qui permet de réduire de 20% la consommation de gasoil, et de 99% les particules de suie rejetées dans l'air. Dans les Pyrénées, la station de ski de fond de Gavarnie l'a expérimentée, mais n'a pas pérenniser l'opération par manque de budget.

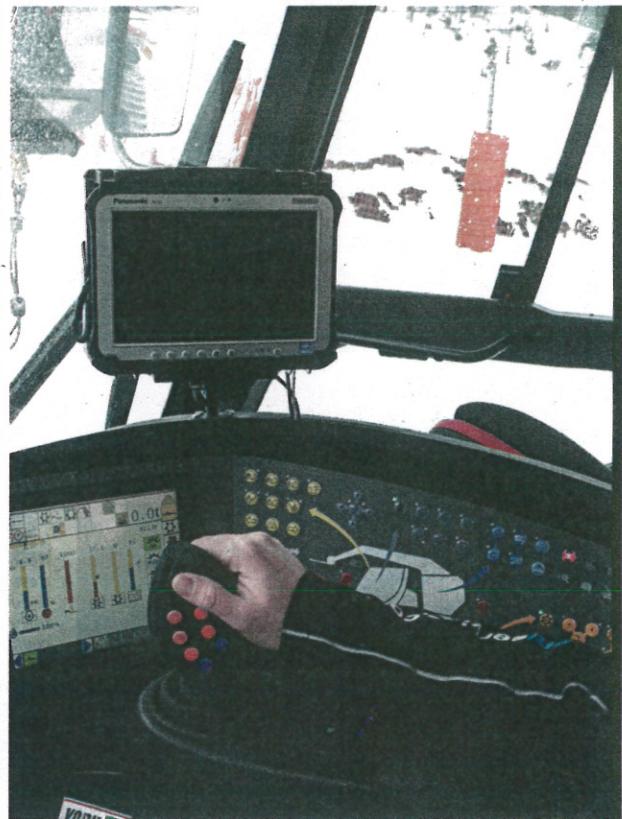
SORTIR DES TÉLÉSKIS ÉLECTRIQUES

Voilà quatre ans que la station suisse de Tenna utilise des panneaux solaires pour alimenter l'intégralité des 460 mètres d'un téléski qui consomme jusqu'à 22 000 kWh en une saison d'hiver. Les remontées mécaniques françaises resteraient elles trop énergivores pour envisager un fonctionnement total des remontées-pentes au photovoltaïque. Malgré cela, certaines stations de ski mettent en place des ralentisseurs de télésièges et un chauffage des cabanes de pisteurs au solaire. Les espoirs français se tourneraient plus vers la piste de l'hydraulique.

DES CANONS À NEIGE HYDRAULIQUES

Énergivores, les canons à neige sont souvent décriés pour leur impact écologique. À l'Institut pour l'étude de la neige et des avalanches de Davos, en Suisse, les chercheurs travaillent sur des appareils capables de réduire cette consommation. Dans un premier temps, ils étaient parvenus à n'utiliser que 80% d'air comprimé en n'employant que 0.75 kWh contre 4.5 traditionnellement. En 2015, les équipes suisses ont mis au point des lances à neige n'utilisant plus du tout d'électricité. Cette innovation, au lieu de se servir de la compression électrique pour expulser la neige, fait appel à la pression naturelle de l'eau.

CHANGER



SUR LE TERRAIN

Des stations sur la pente douce

OR BLANC. Le ski est de plus en plus décrié pour son impact sur l'environnement. Depuis quelques années, certaines stations des Pyrénées tentent de limiter leur impact. Et de préserver par la même occasion leur fonds de commerce.

Par Delphine Tayac

La montagne, son calme et son air pur. Mais aussi ses complexes de ski, ses embouteillages et ses canons à neige. Conscientes qu'elles sont décriées pour leur impact sur la faune, la flore et les ressources en eau, des stations décident de jouer la carte verte. Dans ce domaine, celles des Alpes se montrent les plus actives. Dans les Pyrénées, le réseau Altiservice, filiale du groupe Engie, fait partie des acteurs les plus volontaires. L'opérateur gère quatre stations de ski dans le massif : Saint-Lary, Font-Romeu Pyrénées 2000, Guzet et Artouste. Chaque année, 1 million de skieurs viennent foulé les pistes.

Pour satisfaire leur envie de glisse, même quand la poudreuse vient à manquer, les stations font tourner leurs canons à neige. Un palliatif gourmand en eau. Alors, pour limiter la casse, Altiservice a décidé de miser sur la technologie pour optimiser sa production de neige de culture. «Toutes nos dameuses sont géolocalisées, un logiciel analyse leurs tracés afin de leur éviter de passer plusieurs fois au même endroit. On consomme ainsi de 18 à 20 % de carburant en moins», explique Akim Boufaid, directeur du marketing et directeur de la station de Guzet. À cela s'ajoute un radar embarqué. Il mesure l'épaisseur de la couche de neige et envoie les informations en salle des machines où sont pilotés tous les enneigeurs. «Jusqu'ici, on produisait l'énergie à l'aveugle. Avec ce système, nous produisons les quantités dont nous avons besoin», poursuit Akim Boufaid. Sans

dévoiler en quelle proportion, cette technologie promet, selon lui, de réaliser des économies d'électricité et d'eau. Les quatre stations se targuent aussi de fonctionner à l'énergie verte depuis trois ans. Mais pas

« Les touristes viennent profiter de l'air pur et de la nature, nous devons le préserver. »

de panneaux solaires et d'éoliennes à l'horizon. Elles misent plutôt sur la compensation. «Pour des raisons techniques et législatives, il est compliqué d'auto-consommer l'énergie que nous pourrions produire. Nous ne pouvons pas installer des panneaux solaires car nous sommes

orientés plein Nord», précise Akim Boufaid. Pour chaque kilowatt-heure consommé, l'équivalent en énergie renouvelable est donc injecté dans le réseau. Sur les pistes, les skieurs sont aussi mis à contribution. Outre des poubelles de tri sélectif, de grands tubes en fer en forme de cigarette sont disséminés aux quatre coins de la station. Grâce à ces grands cendriers, 30 000 mégots sont récupérés puis recyclés par l'entreprise Terracycle. Ils deviennent ensuite des matériaux d'insonorisation des routes ou du mobilier en plastique.

À Saint-Lary, les vacanciers peuvent aller encore plus loin en laissant leur voiture dans la vallée. En 2009, la commune a inauguré un téléphérique qui relie le village à la station du Pla d'Adet. «Il peut transporter jusqu'à 2 500 voyageurs par jour. Si l'on calcule, cela permet d'éviter l'équivalent de la circu-

lation de 1 400 voitures et d'une cinquantaine de cars», indique le responsable d'Altiservice. Autant d'engagements couronnés par le label ISO 14 001 qui exige des actions concrètes en matière de mise en place de tri sélectif et d'utilisation de produits biodégradables, notamment pour les huiles de vidange. «C'est une façon de nous auto-obliger à respecter la loi mais aussi de faire des progrès», explique Akim Boufaid. L'enjeu est aussi économique. «Les touristes viennent profiter de l'air pur et de la nature, nous devons le préserver. C'est notre fonds de commerce.»

©Delphine Tayac

Écologie : les stations ne déclarent pas forfait

ADAPTATION. Les enjeux environnementaux posent un double défi aux stations de ski pyrénéennes : faire avec la raréfaction de la neige et réduire leur propre impact carbone. Entre diversification des activités et mises en place de plans d'écomobilité, Vincent Vles, spécialiste des aménagements touristiques en montagne, fait le tour des solutions.

/// Par Gael Cérez

«Les stations de ski alpin ont un bilan carbone plutôt conséquent.» Pour Vincent Vles, professeur à l'université Jean-Jaurès et spécialiste des aménagements touristiques en montagne, les sources de pollution sont claires : «70 à 80% sont liées à la mobilité des touristes», précise-t-il. «Le reste est issu des dépenses énergétiques pour la production de neige artificielle et pour le chauffage des bâtiments.» Pour réduire les émissions de gaz émis par les milliers de voitures des skieurs, il faudrait, selon lui, parier sur les moteurs électriques... ou développer les transports en commun. Une ligne de bus dessert par exemple la station de Gourette depuis Pau, même si la faible fréquence des navettes en réduit l'usage. «Le train fonctionne bien», remarque Vincent Vles. «Le forfait Skirail de la SNCF et de la Région Occitanie permet de desservir Ax-les-Thermes, Andorre, Beille et Luchon.»

De telles initiatives sont encore rares et dépendent des territoires plutôt que des stations elles-mêmes. Le parc régional des Pyrénées-Orientales a ainsi été choisi pour recevoir un financement européen de 1,3 million d'euros afin de mettre en place un plan de mobilité douce, dont les actions devraient être dévoilées en mars prochain. Sur les stations en elles-mêmes, la modernisation des équipements de production de neige n'aurait qu'un impact marginal selon le chercheur. L'accent pourrait plutôt être mis sur

la rénovation des bâtiments vieillissants pour améliorer leur efficacité énergétique. «Aucun plan n'a réussi jusqu'à présent», souligne Vincent Vles. «Les aides fiscales ne s'appliquent pas aux résidences secondaires en stations. Les particuliers ne peuvent ou ne veulent pas investir pour rénover leurs biens.»

L'EMPREINTE DE L'HOMME SUR LA MONTAGNE



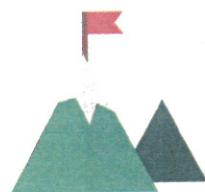
Sources : Observatoire pyrénéen du changement climatique, Mountain riders, Mountain Wilderness

Et si, pour réduire l'impact environnemental des stations de ski, il fallait diversifier leurs activités ? «La clientèle ne veut plus skier toute la journée», observe Vincent Vles. «Elle veut du confort et des activités diverses.» Après 10 ans d'arrêt d'activité du fait du faible enneigement, la station de moyenne altitude du Mas de la Barque dans les Cévennes s'est transformée en une station "de pleine nature". Un nouvel investissement a permis de démonter les installations de ski alpin et de construire une vingtaine de gîtes. Ouverte toute l'année, la station propose des activités adaptées à chaque saison comme le ski de fond ou le traîneau à cheval en hiver et le ski à roulette ou le VTT en été. «Cela maintient une activité dans la montagne mais cela ne compense pas la perte d'emploi», tempère Vincent Vles. D'autres territoires parient également sur la diversification. La vallée du Louron, dans les Hautes-Pyrénées, a développé un tourisme basé sur les thermes et les randonnées d'été. Dans les Pyrénées-Orientales, la station des Angles a elle, investi dans les sentiers de randonnées, de VTT et de raquettes.

Quoiqu'elles tentent pour réduire leur impact environnemental, les stations de ski devront être accompagnées financièrement. «Les communes de montagne sont déshéritées. Elles n'ont pas les ressources assez solides pour investir différemment. Elles ne peuvent bouger que si on les y aide», assure Vincent Vles. Un investissement qui pourrait se chiffrer en millions d'euros par station.

DES ENJEUX ÉCONOMIQUES IMPORTANTS

8 600 emplois



sont générés, en moyenne chaque année, par le tourisme dans les Pyrénées.

1 million de journées-skieurs



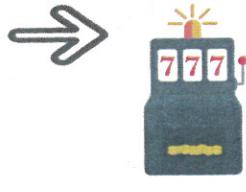
C'est la baisse de fréquentation qu'a connu le massif entre 2007 et 2012.

1 €



investi dans les activités d'une station de ski

6 €



de retombées pour l'économie locale

01/ PRIVILÉGIER LE COVOITURAGE

Pour votre trajet, vous pouvez opter pour le covoiturage. Certains sites proposent des voyages uniquement à destination des stations de ski. Parmi eux, on retrouve Skivoiturage.com. Cette plateforme met en contact des skieurs conducteurs et passagers. Le plus par rapport aux sites de covoiturages traditionnels : les conducteurs doivent également informer les passagers des dispositifs dont il dispose pour transporter le matériel de ski.

www.skivoiturage.com

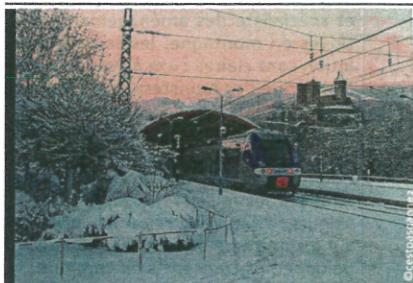


02/ SKIER AUTREMENT

Adeptes du ski hors-piste ? Il faut savoir que cette activité peut mettre en danger la faune sauvage et représente un réel défi pour sa protection, notamment en raison de son caractère imprédictible. Face à l'arrivée des sportifs, les animaux fuient. Ils perdent ainsi de l'énergie, ce qui peut mettre leur vie en danger. Pour protéger la faune locale, il est donc préférable d'éviter de skier en zones sensibles, et particulièrement en forêt, lieu de refuge des animaux. Pour aller plus loin, il existe des skis, snowboards et tenues fabriqués à partir de matériaux écologiques (fibres de chanvre, polyester et plastiques recyclés, vernis à base d'eau, bambou, bois durable).



Pour aller plus loin, la rédaction met en lumière des initiatives sur le thème de la semaine. Des idées et des bons plans pour profiter de la montagne tout en la préservant.



03/ PRENDRE LE TRAIN

Chaque année, à la même période, des kilomètres d'embouteillages sur les autoroutes. Et si cette fois vous préférez le train pour rejoindre les stations de ski ? Lancée par la région Occitanie, l'opération Skirail permet de bénéficier d'un billet TER aller-retour ainsi que d'un forfait remontées pour une journée à prix cassé, dans les stations pyrénéennes. Disponible dans les gares et aux distributeurs de billets de train, l'offre donne droit à 50% de réduction sur le trajet et 10 à 50% sur le forfait.

www.ter.sncf.com



04/ CHOISIR UNE STATION ENGAGÉE

Aujourd'hui, de plus en plus de stations décident de minimiser leur impact sur l'environnement. Pour les recenser, le label Flocon Vert a été créé par Mountain Riders, une association qui mène des actions de sensibilisation en faveur du développement durable en montagne. Pour être éligible, une station doit répondre à une quarantaine de critères (gouvernance, transport, énergie, aménagement, eau, déchets, social, territoire), établis par 70 structures expertes. Les passionnés de ski peuvent donc se rendre sur le site Internet du label pour connaître les lieux où skier tout en respectant autant que possible l'environnement.

www.flocon-vert.org

SAINT-JEAN

10 FEV. 2017

Demandes de carte d'identité : c'est presque fini

Dans le cadre du « Plan préfectures nouvelle génération », les modalités d'instruction des demandes de cartes nationales d'identité (CNI) sont modifiées. Ainsi, à compter du 7 mars prochain, le dépôt des dossiers se fera uniquement auprès des mairies équipées du système permettant le recueil des demandes de passeport. La ville de Saint-Jean n'étant pas dotée de ce dispositif, les dossiers de demande de cartes nationales d'identité ne pourront être déposés que jusqu'au 1^{er} mars inclus. Après cette date, les administrés devront déposer leurs dossiers complétés auprès d'une mairie de leur choix équipée d'un dispositif de recueil. Elles sont au nombre de 26 pour le département de la Haute-Garonne : Aspet, Auterive, Bagnères de Luchon, Balma, Blagnac, Carbonne, Castanet-Tolosan, Castelginest, Cazères, Colomiers, Cugnaux, Fronton, Grenade, Lanta, L'Isle-en-Don, L'Union, Montastruc-la Conseillère, Montgiscard, Muret, Plaisance-du-Touch, Revel, Saint-Lys, Saint-Gaudens, Toulouse (Capitole et les mairies annexes de Bellefontaine, Bonnefoy, Croix-Daurade, Desbals, Lafourquette, Lalande, Lardenne, Minimes, Ormeaux, Pont-des-Demoiselles, Roseraie, Saint-Cyprien, Saint-Roch), Tournfeuille et Villefranche-de-Lauragais.



A partir du 7 mars le dépôt de dossiers ne se fera plus à la mairie de Saint-Jean.

Championnat de France de tennis

10 FEV. 2017

Les saint-jeannis ratent la marche

Fin d'un rêve ! Dimanche dernier, l'équipe des 35 ans hommes a raté la marche qui devait lui permettre de continuer son aventure en championnat de France. Pour la deuxième année consécutive, les messieurs chutent donc en 32ème de finale. Leurs bourreaux, des joueurs de Toulon certes mieux classés qu'eux, les ont battus par 3 victoires à 1. Pourtant, les saint-jeannis abordaient la rencontre pleins de détermination et bien décidés à se battre. Après 45 minutes de match, **Christophe Jean** avait empoché le premier set et **Didier Fernandes** menait 5/3. Mais malgré le soutien d'un public saint-jeannais enthousiaste, les deux toulonnais retournaient la situation et remportaient les deux premiers points. Vint ensuite la belle victoire de



Malgré le soutien de Jean-Louis Paquiot, président du TC Saint-Jean (à g.), le rêve s'est envolé !

Guillaume Neron -on y croyait toujours ! - puis la bagarre menée, en vain, par **Mathieu Cordelier**, et nos joueurs disaient au revoir au championnat de France des 35 ans ! **Prochain objectif** : la montée en Nationale 4 en mai/ juin. Pendant ce temps, les filles remportaient leur

rencontre contre Blagnac et se qualifiaient une nouvelle fois pour la finale du **challenge Laffont**, où elles rencontreront les vainqueurs du match Balma/Stade Toulousain. Bravo Marianne, Virginie, Lisa et Violette ! Enfin, rappelons que le **tournoi interne** continue pour les 160

engagés. Les finales se dérouleront le 11 mars pour rendre leur verdict : qui seront les meilleurs joueurs du club dans chaque catégorie ? Une journée attendue par tous !

FG31

Conseil Municipal

Tout ce que les élus doivent savoir avant de voter le budget

Lundi dernier avait lieu le premier conseil municipal de l'année, consacré en grande partie au **Débat d'Orientation Budgétaire**. Le Directeur Général des Services a débuté la séance en présentant le Rapport d'Orientation Budgétaire, qui a pour but de rendre compte de la gestion de la commune, mais aussi de donner aux conseillers municipaux tous les éléments d'information qui leur permettront de voter le budget 2017. Rétrospective 2016, orientations budgétaires, engagements envisagés, évolution de la fiscalité locale, niveau de la dette... tout est passé au peigne fin. Parmi les investissements prévus en 2017, on distingue cinq catégories : travaux indispensables pour des questions de sécurité, modernisation des infrastructures communales, accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, équipement des services, bâ



Mme Vézian, maire, Mme Moretto, adjointe à l'Education, et M. Espic, adjoint aux Finances

tement Les Granges. Total : 1,4 millions d'Euros, auxquels s'ajoutent les restes à réaliser de 2016, parmi lesquels l'installation d'un ascenseur à l'école Preissac, d'un WC autonettoyant au lac de la Tuilerie, l'achèvement des travaux de fibre optique dans les bâtiments municipaux et la modernisation du mur d'escalade. Ces investissements seront financés par différentes subventions, par un emprunt, par les fonds

propres de la commune et par la vente, au prix de 1,5 millions d'Euros, de la maison Treilhes (article ci-contre). Armés de tous ces éléments, les conseillers ont pu entamer le débat, ouvert par M. Ecarot (Mieux Vivre à Saint-Jean), qui se réjouissait d'une « *légère amélioration* » de la situation financière de la commune, grâce, soulignait-il, à la mise en œuvre de quelques-unes des propositions de son équipe

(meilleure organisation du travail dans les services, diminution de la masse salariale...). Et de conclure : « *Nos concitoyens attendent des propositions réalistes et des résultats tangibles sans hausse des impôts* ». Les conseillers ont jusqu'au **30 mars**, date à laquelle sera voté le budget 2017, pour formuler d'éventuelles propositions.

FG31

Au vœux de Saint Jean, Dominique Vézian a été élue reine



Dominique Vézian

Une année qui commence sur les chapeaux de roues pour la ville de Saint-Jean. « Je formule les vœux qu'en 2017, nous serons capables de nous entre-aider, d'accepter nos différences, de continuer à vivre ensemble, de bâtir une ville toujours aussi accueillante et chaleureuse », a clamé la Maire, Marie-Dominique Vézian. Entourée de son conseil municipal, à la fin janvier à l'Espace Paolombo, elle a présenté il y a quelques jours ses vœux aux Saint-Jéannais.

Rétro sur l'année 2016

Cette douce journée conviviale a été pimentée par de sympathiques projections pour rappeler les réalisations effectuées ou en chantiers. Madame Vézian est revenue sur le beau film en cours du bâtiment "Les Granges, au cœur de ville : "Nous avons voulu qu'il soit un espace in-

tergénérationnel. Un espace jeune et un espace senior s'y côtoieront, le centre social permettra d'y créer le lien entre les usagers, et un Fab'Lab, porté par la MJC, s'y implantera. Il me tarde de voir ce lieu de vie, vivre par toutes les générations". Marie-Dominique Vézian a souligné le dynamisme des associations, la réalisation du street-park, la concertation publique du secteur de Besseyre et l'étude urbaine de ce territoire stratégique, qui dans le temps abritait quelques fermes. Avec les championnes de France du collège. Tapis rouge aussi les concours des courts métrages de la Métropole. Nous avons de la graine pour les futures palmes d'or de Cannes.

Des moutons

Dans un sourire, elle annonce avec joie "l'éco-pâtu-



Dominique Vézian et Gérard Bapt.



L'association de Peche.



L'Orchestre Que du Bonheur

rage sera mis en place pour faciliter l'entretien des espaces parfois difficiles d'accès. Des chèvres des Pyrénées se chargeront du débroussaillage des bois. Les ruches municipales ont produit quelque 200 pots de miel. "Je suis très reconnaissant du bon boulot de la Métropole," a-t-elle confié en guise de conclusion.

Miel de Saint-Jean

Elle a ensuite passé la parole au chevalier blanc. Le chevalier blanc c'est le surnom de Gérard Bapt que lui donna Irène. Il a souligné que «Saint-Jean est une des rares communes de France qui continue de verser encore la prime de Noël. Le Député nous a offert un cours sur l'écologie. Tout fraîchement décoré de l'abeille d'or, il a vendé le produit bio de la planète. Il a rappelé que la ville de Saint-Jean était l'ami

des abeilles. En effet 2016 a été riche en miel pour les enfants des écoles Saint-Jéannaises. Des ruches ont été placées dans la ville pour protéger les abeilles et servir de vitrines pour les écoles. Puis, les paparazzis ont fait la

photo souvenir 2017 des vœux. Enfin, il a parlé de son combat avec Irène Franchon contre les multinationales pharmaceutiques. Elle qui fait le tour de France pour présenter le film "La fille de Brest". Bulles, cidres, jus de

fruits, succulents gâteaux, pizzas, bonbons, galettes en musique par l'orchestre "Que du bonheur" ont permis de continuer les discussions sur les événements du village. CH



Les granges



Retro. Les filles championne de France.

Conseil Municipal (suite)

Une vente immobilière et trois rendez-vous

Outre la préparation du budget qui a occupé une grande partie du conseil municipal de lundi dernier (voir article ci-contre), les conseillers ont du se prononcer sur différents points, parmi lesquels la cession de la propriété Treilhes, sise au 33 route d'Albi, à la société Pitch Promotion. Après cinq ans de procédure qui ont abouti au rejet de la demande d'annulation du permis de

construire, le promoteur va pouvoir acquérir cette bâtisse pour la somme de 1 500 000 €. Toutefois le programme initiallement prévu a été en partie modifié et il se composera de 34 logements (70% de la surface en financement libre, 30% en Prêt Locatif Social). Mme Viu, M. Couzy et M. Tamalet, qui ont toujours été opposés à cette cession, se sont abstenus; les 5 élus de Mieux Vivre à Saint-

Jean (MVSJ) ont voté contre. La réunion s'est achevée avec 3 questions diverses posées par Mme Florès au nom de MVSJ. Concernant le déploiement de la fibre optique, Mme le Maire a indiqué que les travaux étaient en cours et qu'une réunion publique en présence de l'opérateur était prévue le mercredi 29 mars à 18h. Concernant l'accueil par la commune de 5 chèvres des

Pyrénées en charge du débroussaillage, Mme le Maire a fait savoir qu'une réunion d'information était programmée le lundi 20 février à 18h 30 à la salle de l'Age d'Or. Enfin, concernant l'installation de la vidéo-surveillance dans la commune, Mme Vézian a fait savoir que le projet serait présenté aux élus lors d'un conseil municipal qui se tiendra à huis clos le 27 février.



La propriété Treilhes vit ses derniers jours

24 heures

10 FEV. 2017

le fait du jour

Que deviennent les aliments gaspillés

l'essentiel ▶

Du producteur au consommateur, les pertes alimentaires sont importantes. Des initiatives émergent en Haute-Garonne pour lutter contre le gaspillage.

Dix millions de tonnes de nourritures sont jetées chaque année en France. Du champ à la poubelle le chemin est long et tous les secteurs de la chaîne alimentaire sont concernés par ces pertes massives. Pour lutter face au gaspillage, des initiatives émergent à tous les niveaux. Un effort commun indispensable pour atteindre l'objectif national de diviser par deux les pertes et les gaspillages à l'horizon 2025.

L'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), dans son état des lieux de la prévention du gaspillage en Occitanie, note que « 70 % des actions recensées concernent le secteur de la restauration collective, essentiellement scolaire ou bien sont destinées à sensibiliser les consommateurs. » Toutefois, les

industries de production et de transformation de la nourriture participent-elles aussi à cet effort puisque les pertes se répercutent directement sur leur compétitivité. Elles mettent alors en place des actions individuelles qui sont plus difficilement quantifiables.

Pour minimiser leurs pertes, les magasins mettent en place des rayons promotionnels avec des produits proches de la date limite de consommation. Mais la plus grande partie de leurs consommables retirés des rayons est récupérée par les associations d'aides alimentaires.

Consommer mieux, pas forcément moins

Les consommateurs quant à eux sont responsables de 33 % des pertes et gaspillages alimentaires. Les professionnels de la restauration collective ou commerciale multiplient les initiatives. À la cuisine centrale de Toulouse qui sert 30 000 repas par jour, on a décidé de fonctionner avec zéro déchets. Depuis 2013 ce sont les Restos du cœur qui bén-

néficient des excédents de production ainsi que la Banque alimentaire 31.

Les restaurateurs eux aussi travaillent dans ce sens. L'utilisation des « doggy-bag » dans les restaurants s'est longtemps heurtée aux réticences culturelles.

Aujourd'hui, cette pratique est encouragée par la Métropole et par l'Union des métiers et des

industries alimentaires puisqu'elle permet une réduction naturelle des déchets.

Applis anti-gaspillage

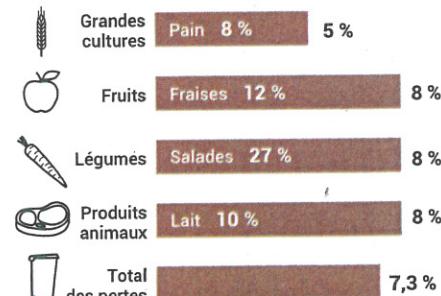
Des applications apparaissent régulièrement pour offrir une seconde vie aux invendus. C'est le cas de Too good to go, récemment implantée à Toulouse. Elle met en relation les commerçants et les consommateurs pour acheter à prix réduits leurs invendus avant la fermeture. Une autre application, créée par deux Toulousaines, food swap'ers, permet d'échanger des plats cuisinés entre particuliers.

Benjamin Abba

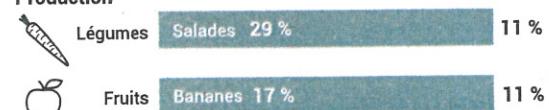
Le gaspillage alimentaire en Occitanie

Taux des pertes et gaspillages par secteur d'activité, en %

Consommation



Production



Transformation



Source : Ademe

IDEX

DES CONFITURES FABRIQUÉES À PARTIR DE FRUITS INVENDUS

Les Repêchés Mignons, luttent contre le gaspillage et donnent une seconde vie aux invendus. Depuis 1 an et demi, la Toulousaine Céline Julian prépare et vend des confitures préparées avec les produits dont les grandes enseignes ne veulent plus.

C'est grâce à son activité de bénévolat avec Disco Soupe qu'est née l'idée des Repêchés Mignons. « On propose de cuisiner et déguster des soupes dans des lieux publics, explique-t-elle. Comme nous nous retrouvions souvent avec des restes, j'en faisais des conserves et des confitures. » Aujourd'hui, la fabrication des confitures est confiée à une association qui travaille avec d'anciennes femmes battues en réinsertion. Céline réfléchit à faire la même chose avec des conserves. En attendant les petites boîtes cylindriques des Repêchés Mignons on peut goûter les différents parfums de confitures chez Xavier, le fameux fromager Toulousain ou à l'épicerie 100 % vrac, Ceci-et-cela.

repères

7

KILOS > A la poubelle. C'est la quantité de nourriture non consommée et encore emballée que nous jettons tous les ans.

« Nous avons plusieurs leviers à notre disposition pour réduire les pertes, mais le don aux associations est celui que nous utilisons le plus souvent ».

Sébastien Martin, responsable alimentaire chez Auchan



Comme pour Phenix à Toulouse, le business vert est vecteur d'économies mais aussi d'emploi. / DDM, Michel Viala

PHENIX, UNE SECONDE VIE POUR LES DÉCHETS

Phénix est une entreprise sociale de lutte contre le gaspillage. Si le siège est situé à Paris, une antenne régionale a vu le jour à Toulouse il y a deux ans. Les cinq personnes qui y travaillent ont une mission simple, en apparence.

La jeune entreprise travaille avec tout type d'acteurs qui se retrouvent avec des invendus. Des supermarchés bien sûr, mais aussi quelques grossistes du Marché d'Intérêt National et des événements comme le Rio Loco l'an dernier.

Elle permet à ces invendus de trouver une voie alternative et de ne pas finir à la poubelle. Et cette voie est souvent représentée par les associations alimentaires.

Mais donner, n'est pas si simple qu'il n'y pa-

raît, surtout quand il s'agit de produits alimentaires. Alexis Campionnet, le directeur régional de Phénix, nous explique qu'« il y a de nombreuses règles à respecter notamment sur la question de l'hygiène ». Le premier objectif de Phénix est alors de former et d'accompagner ses clients. « Notre rôle est d'augmenter la quantité de dons aux associations mais aussi d'en augmenter la qualité » poursuit-il.

La deuxième partie du travail consiste à trouver des associations et à bien répertorier leurs besoins. Une bonne connaissance de ces dernières et de leurs moyens logistiques permet d'être réactif. « Lorsqu'un grossiste nous dit qu'il a 4 tonnes de fruits et légumes à écouler dans les deux jours, il faut agir vite et mobili-

ser les bonnes associations. »

Pour les entreprises qui se débarrassent ainsi de leurs invendus, le bénéfice est double. Elles réduisent leurs coûts de gestions des déchets et profitent du crédit d'impôt accordé par l'État. De leurs côtés, les associations ne déboursent rien mais doivent pouvoir assurer le transport et le stockage des produits.

Alexis Campionnet estime à environ 2 tonnes par jour la quantité de produits sauvés de la poubelle, « nous trouvons une solution pour 100 % des produits » assure-t-il.

L'entreprise qui compte une vingtaine de collaborateurs dans toute la France prévoit de créer une cinquantaine d'emplois d'ici 2020. Preuve qu'aujourd'hui, le « business vert » a de beaux jours devant lui.

LA DÉPÉCHE

DU MIDI

Nord-Est

10 FEV. 2017

interview

« NOUS DEVONS DAVANTAGE TRAVAILLER EN AMONT DE LA CHAÎNE ALIMENTAIRE »

Christine **Chartier** ingénieur en charge de la gestion des déchets et de l'économie circulaire pour l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise d'Energie (ADEME) en Occitanie

En novembre 2016, la Direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt en Occitanie (DRAAF) et l'ADEME ont réalisé un état des lieux de la prévention du gaspillage dans la région. Ce diagnostic a pour objectif de rendre visibles les actions, et les acteurs qui les mènent, afin d'aider les projets à se développer.

Comment a été mené cet état des lieux ?

Nous avions déjà réalisé une telle étude sur le Languedoc-Roussillon en 2014. Avec la fusion des deux régions nous avons voulu y intégrer l'ex-Midi-Pyrénées. Le diagnostic concerne les actions relevant de la prévention, c'est-à-dire en priorité la limitation du gaspillage alimentaire à la source puis, lorsque ce n'est pas possible l'orientation des denrées sur le point de d'être gaspillées vers l'alimentation humaine. Près de 300 acteurs régionaux ont été contactés, permettant de recenser environ 200 actions de prévention qui viennent s'ajouter à la centaine identifiée en 2014.

Qu'est ce que cet état des lieux a mis en avant ?

Nous avons remarqué qu'en grande majorité, les actions de sensibilisation au gaspillage alimentaire sont faites au niveau du dernier maillon de la chaîne alimentaire. C'est-à-dire au moment de la consommation, et notamment dans le cadre de la restauration collective. En effet la loi sur la transition énergétique impose aux collectivités une démarche de lutte contre le gaspillage. Cet état des lieux montre aussi que beaucoup d'efforts sont à faire en amont de la chaîne alimentaire.

Quels types d'actions peuvent être envisagés au niveau de l'industrie ?

Avec des entreprises de l'agroalimentaire nous avons mis en place une méthode dites des coûts complets. Ainsi nous pouvons évaluer le coût des déchets à chaque moment de la production. Une entreprise avec laquelle nous travaillons s'est aperçue que le coût des pertes et déchets représentait 75 000 euros. En les identifiant l'entreprise peut augmenter sa rentabilité. Une autre solution c'est d'acheminer les produits non calibrés vers des centres de transformation, qui sont de plus en plus nombreux.

Quelle sera la prochaine étape ?

Nous devons faire en sorte que l'ensemble des acteurs se connaissent et interagissent. La filière est large et chaque acteur a ses propres problématiques c'est pour cela que c'est un travail difficile. Mais le sujet du gaspillage alimentaire ouvre sur la problématique de la bonne alimentation en général.



Consommation • + 20 % de progression du côté des ventes au premier semestre 2016 et un nombre de distributeurs en augmentation de 7 % par rapport à fin 2015, on est aujourd'hui neuf Français sur dix à prétendre consommer bio, au moins occasionnellement. En Tarn-et-Garonne, on y dépense en moyenne 100€ par habitant.

Le bio, c'est gagnant-gagnant

Faut-il encore s'en convaincre ? Depuis des mois, nous voyons grossir les rayons bio de nos hypers. Inégalement selon que l'on fait ses courses sur le littoral, dans le Conflent, le Fenouillèdes ou dans la métropole perpignanaise. Le nombre de magasins spécialisés se multiplient, de nouvelles enseignes apparaissent, la vente directe se fait plus fréquente. On pointe son nez, on regarde les prix, on achète, on teste. On redécouvre la saveur des légumes de saison, celui d'un filet mignon. Mais on fait demi-tour devant un jambon vendu 36€ le kilo (si, si !). On s'interroge :

D'abord meilleur pour la santé

Dans une boutique spécialisée, nous avons dégoté deux pots de confiture de fraises bio à deux prix bien différents : un produit local vendu à 5,20€ les 380 g contre un autre affiché à 3,69€ pour 370 g. Le comble de payer plus cher une fabrication qui a fait moins de kilomètres et qui est issue de la région se dit-on dans un premier réflexe. Mais ce n'est

pas comme ça qu'il faut raisonner : Dans les faits le prix du bio varie selon qu'il s'agit d'un produit fabriqué en petites quantités, sur une filière naissante ou une filière développée.

Une fois la filière organisée, il est possible de faire des économies d'échelle sur la logistique.

Ensuite, c'est une question de recette, de savoir-faire. La saveur du produit, qui plus est transformé, peut varier du simple au double d'une production bio à l'autre. Bio ne veut pas dire bon. Le bio, on ne dit pas que c'est forcément meilleur au goût, mais que c'est mieux pour la santé

et l'environnement.

Et puis il faut regarder à quantité nutritionnelle équivalente. Par exemple, après la cuisson, une viande bio a un grammage plus important, elle perd moins d'eau, elle est plus chargée en vrais muscles.

Bon pour l'environnement

Il n'y a aucun cahier des charges sur le bio en France et il n'y a que le bio qui soit certifié. Parler de "raisonné", c'est dire qu'on traite juste au moment de la pousse de la plante ou qu'on n'emploie que la dose pré-

vue. Pour Thierry Verley, d'Ecocert, c'est clair : «L'agriculture raisonnée est une escroquerie pure et simple, à la base, l'ensemble de l'agriculture doit être raisonnée !»

Bon pour l'économie locale

Parler d'un « surcoût du bio » serait une erreur. Aujourd'hui, un producteur de lait vend à perte, en dessous du prix de revient. Le conventionnel n'est pas à son prix de revient. La PAC a été mise en place pour compenser le manque à gagner des producteurs.

D'où une apparente grosse

différence entre le bio et le non bio. Et puis au prix du produit non bio, il faudrait ajouter le coût de la Sécurité sociale des producteurs malades, de l'eau qu'il faut dépolluer, des taxes... En bio, le consommateur paie son produit, rien de plus.

Chez nous, plus qu'ailleurs, les consommateurs de produits bio, ils les achètent plutôt en grande surface alimentaire (GSA) et dans les enseignes spécialisées.

Le troisième tiers se partage entre les regroupements de producteurs, les ventes à la ferme et les artisans qui se sont faits une place enviable.

DANS L'ENSEIGNE SPECIALISEE

Des magasins conçus dans l'esprit du bio

Pour les consommateurs exigeants qui veulent un esprit bio qui va bien au-delà de l'absence de produits phytosanitaires, c'est génial. Lait, beurre, patates, carottes, pain, confiture, comté, jambon à la découpe, aiguillettes de rumsteak, blancs de poulet, yaourts vanille... on y trouve la vingtaine de produits qu'on cherchait. Et puis question goût, on a été carrément bluffé par le comté et la confiture de fraises, un délice. En revanche, faut bien avouer, à la caisse, «75,87 euros, s'il vous plaît



AU SUPERMARCHE

Peut-être moins cher

Celui-ci offre une expérience bien différente de celle en magasin spécialisé. Les produits locaux on oublié, dans la grande majorité des cas, les produits en vente ont parcouru quelques kilomètres en France ou en Europe avant d'atterrir dans notre panier. Pas de pain, ni de jambon à la découpe, ni de blancs de poulet, ni de rumsteak sinon en bifteck sous-vide. En revanche, on a trouvé du comté à la découpe.

La note nous a paru plus légère. Sur quelques produits, notamment le frais, on a trouvé des prix plus bas : 2,33€ les 100 g de chocolat Pérou, 1,47€ les 6 œufs,

1,09€ le litre de lait demi-écrémé, 2,79€ la plaquette de 250 g de beurre, 3,20€ le litre de fromage blanc 20%, 1,55€ le pot de 370 g de confiture de fraises.

Il faut pourtant se garder d'être hâtif : le prix au kilo du comté (même affinage), 24,70 €, était ici plus cher que dans l'enseigne spécialisée et qui était si bon. Même chose pour le rumsteak affiché entre 32 et 38 € le kilo. Et on a payé, par exemple, sensiblement le même prix les carottes au kilo autour de 2,40€. Nos légumes justement, n'a-t-on pas intérêt à les acheter directement chez le maraîcher ?

A LA FERME

Un choix plus restreint mais plaisant

Acheter directement à la ferme ou chez le producteur suppose d'avoir un peu de temps et... un peu de chance ! Tout le monde n'habite pas juste à côté d'une ferme bio. Et pour remplir son panier de viandes, de fruits, de légumes, et de produits laitiers, il faut souvent multiplier les trajets.

Pour retrouver l'essentiel de notre liste de courses, nous avons poussé les portes d'un artisan, d'un magasin fermier et d'une exploitation laitière.

Nous sommes reparties de chez le boucher avec nos

quatre tranches de jambon à 24,50€ le kilo et nos deux filets de rumsteak - faute d'aiguillettes - à 32,50€ ; en revanche, pas d'escalopes de poulet. Au magasin de ferme, nous avons pu acheter nos fruits et légumes à des prix plutôt intéressants : 2,20€ le kilo de pommes de terre, 2,80€ le kilo de carottes, 1,90€ pour les pommes. En revanche, les poireaux nous ont paru un peu plus cher (3,50€ le kilo). En vente directe à la ferme, nous avons trouvé un litre de lait à un euro et une livre de beurre pour 5€.

SAINT-JEAN

11 FEV. 2017

Axel et Rémy en route pour le 4L Trophy



Rémy, Axel et leur 4L bleue qui doit les amener vers l'aventure.

Axel Pradel, 21 ans, et Rémy Larroque, 22 ans, vont très bientôt s'élancer sur les 6 000 kilomètres du 4L Trophy, du 15 au 26 février. Ces deux Saint-Jeannais, étudiants en stratégie d'entreprise, figurent parmi les 2 900 participants et les 1 450 véhicules de ce raid, épreuve d'orientation à travers le Maroc. À but humanitaire, il s'effectue par équipage de deux en Renault 4L, l'objectif étant de distribuer des fournitures scolaires dans les écoles des zones rurales du sud marocain.

Axel et Rémy pensaient depuis 4 ans effectuer ce raid. L'an dernier, ils se sont lancés pour être sur la ligne de départ de ce 4L

Trophy 2017. « Ce projet s'accompagne d'un côté humanitaire que nous avons voulu approfondir. On veut le mêler avec le côté sportif et aventure », confie Axel. Rémy ajoute : « C'est un projet très intéressant tant sur le plan personnel que caritatif. Il sera ponctué de pleins d'aventures à l'odeur d'essence ».

Mais avant d'en arriver là, il a fallu du temps et de la persévérance pour élaborer ce projet fastidieux, car l'aventure est coûteuse. Les deux jeunes Saint-Jeannais ont poussé bien des portes pour trouver des sponsors (entreprises, particuliers) au rang desquels la mairie. Le logo « Ville de Saint-

Jean » est d'ailleurs apposé à l'arrière et sur la gauche de leur 4L.

Axel et Rémy doivent embarquer 3 sortes de dons. Il y a d'abord 10 kg minimum de denrées alimentaires non périssables qui seront remises à la Croix-Rouge le jour du départ à Biarritz. Il y a ensuite les fournitures scolaires (cahiers, crayons, feutres), pour les enfants du désert marocain. Il y a enfin, pour ces mêmes enfants, des affaires de sport de toutes sortes. « Au-delà du côté caritatif, il nous tarde aussi de vivre l'aventure, la débrouille, la découverte hors des sentiers battus, rouler et dormir dans le désert », avouent d'une seule voix Axel et Rémy.

SAINT-JEAN

13 FEV. 2017

Maestro Pinguini à Palumbo

Aujourd'hui à 15 heures, à l'Espace Palumbo, la ville de Saint-Jean propose un voyage musical clownesque intitulé « Maestro Pinguini », ou le manchot chef d'orchestre. Il est particulièrement destiné à un jeune public à partir de 3 ans et interprété par la Cie Acide Lyrique.

Le Maestro Pingouini va se démenier pour tenter de sauver son concert qui démarre bien mal : on le verra chanter, ukuléler, yodler, beatboxer, diriger un orchestre imaginaire, essayer de s'envoler, chuter, se relever, rire à vocalise déployée, essayer d'interpréter à lui tout seul le Boléro d'à peu près Maurice Ravel... Ce voyage musical tous azimuts verra se mélanger Mozart, Elvis Prestley, les comptines enfantines, ACDC, Rossini, Katy Perry, Saint Saëns, Beyoncé,



Un spectacle qui va enchanter petits et grands.

Verdi et bien d'autres...

Depuis 2004, Acide Lyrique œuvre pour la démocratisation de la musique classique par le biais de l'humour.

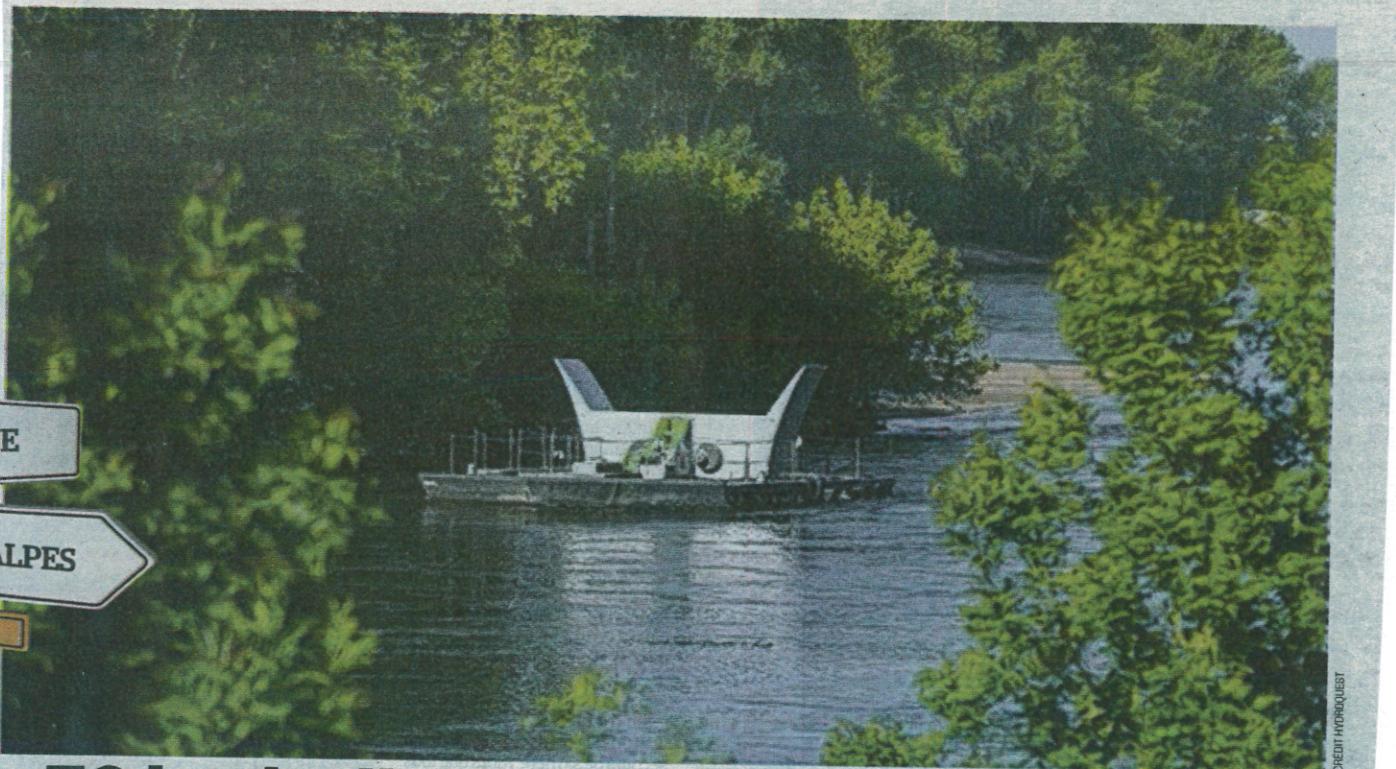
Contact : mairie de Saint-Jean, Tél. : 05 61 37 6328 Tarifs : 5 € Réduits : 3 €
Billetterie en ligne : palumbo.mairie-saintjean.fr Billetterie au guichet l'après-midi du spectacle.

Aujourd'hui en France

11 FEV. 2017

24 HEURES

Le Parisien



CRÉDIT HYDROQUEST

39 hydroliennes bientôt sur les flots

Une ferme de 39 hydroliennes fluviales va être installée dans le Rhône, une première mondiale. Elle permettra d'éviter 2 000 t d'émissions de CO₂.

PAR CATHERINE LAGRANGE

D'ICI UN AN, le Rhône devrait être équipé, au-dessus du barrage de Génissiat, dans l'Ain, à la frontière de la Suisse, de drôles d'embarcations. Ces petits « pontons », qui semblent résister au courant, ne seront que la partie immergée d'hydroliennes, innovations technologiques susceptibles de produire une énergie totalement verte. La CNR (Compagnie nationale du Rhône), le premier producteur français d'énergie renouvelable, alliée aux CMN

(Constructions mécaniques de Normandie) et à la PME grenobloise HydroQuest, va installer sur le Rhône une ferme de 39 de ces hydroliennes, immergées par groupes de trois et installées tous les 150 m.

Sur une barge flottante amarrée au fond du Rhône, ces hydroliennes prendront la forme de turbines installées sur un axe de rotation vertical. Dès leur mise en service programmée pour 2018, elles seront capables de produire plus de 2 mégawatts annuels, ce qui représente la consommation annuelle moyenne de 2 700 per-

sonnes. Cette innovation, portée par la CNR, semble présenter bien des avantages.

DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ATTENDUES

Contrairement aux éoliennes classiques, dépendantes de la force des vents, et impactant lourdement le sol, les hydroliennes produiront 24 heures sur 24 et ceci avec une infrastructure relativement légère qui ne laisse pas d'empreinte durable dans la nature.

Cette énergie verte promet, en outre, d'éviter 2 000 t d'émissions de CO₂ par an. Pré-

senté comme une première mondiale, ce projet a été rendu possible par l'Ademe et le PIA (Programme pour les investissements d'avenir) qui l'ont sélectionné et partiellement financé dans le cadre d'un appel à projets dans le domaine des énergies renouvelables en mer et sur les fleuves.

« Ce projet de ferme d'hydroliennes fluviales constitue une première mondiale par sa dimension et sa complexité, souligne Ahmed Khaladi, qui dirige le projet à la CNR. Il permettra de valider la viabilité technico-économique de cette

récente et innovante technologie de production d'énergie renouvelable. »

Cette innovation 100 % française devrait également entraîner des retombées économiques importantes avec le lancement d'une véritable filière industrielle en France et à l'étranger.

« La taille significative du projet servira de référence et de vitrine pour le développement de cette nouvelle technologie à l'international », estime Jean-François Simon, le PDG d'HydroQuest, qui a développé les modèles d'hydroliennes.

LA DÉPÉCHE

DU MIDI

Nord-Est

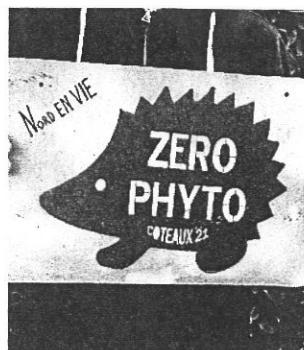
CASTELGINEST

Objectif « Zéro phyto » pour Nordenvie

11 FEV. 2017

L'assemblée générale de Nordenvie qui vient de se dérouler salle Mauvezin a permis à son président, Alain Lacombe, de rappeler les nombreuses actions menées en 2016 : l'action phare de l'association « Allons Y à Vélo », mais aussi les ciné-débats, les randonnées nettoyage et les nombreuses réunions de concertation avec les organisations locales pour l'amélioration du cadre de vie dans le Nord toulousain. Nordenvie a en effet été conviée à se prononcer sur la troisième ligne de métro, le PDU (plan de déplacement urbain), le plan de prévention des risques pour le site Finagaz de Fenouillet et Totalgaz à Lespinasse...

L'assemblée générale fut aussi l'occasion de présenter aux adhérents présents l'opération « Hérisson Zéro Phyto » qui permet d'inciter les particuliers à ne plus utiliser de désherbants ou autres produits chimiques dans leurs jardins. Lancée par l'association Coteaux 21, cette initiative consiste à apposer une ardoise ornée du dessin d'un sympathique hérisson devant leur maison (boîte aux lettres, portail, clôture) pour signaler l'entrée dans une zone protégée de tout traitement. L'effet boule de neige est garanti car les voisins se montrent très vite intéressés. À l'occasion de la 12^e édition de la semaine pour les alternatives aux pesticides, l'ardoise « Hérisson Zéro Phyto » sera proposée à la vente par les adhérents de Nordenvie sur les marchés de Castelginest et Aucamville les samedi 25 février et dimanche 26 février.



L'ardoise « Hérisson Zéro phyto » est disponible auprès de l'association.

L'UNION

12 FEV. 2017

La forêt de peupliers meurt, vive la nouvelle forêt !

C'est vers le milieu de ce mois-ci que les premiers arbres de la peupleraie de l'avenue de Bayonne seront abattus. Comme prévu, les grands peupliers termineront leur vie unionaise pour en entamer une nouvelle, destinée à laquelle ils ne pouvaient pas échapper. Plantés en 1991, ces arbres qui avaient cependant fini par faire partie du décor, et qui du coup sont très appréciés de nombreux promeneurs, seront transformés en contreplaqué par une société spécialisée dans cette activité. On les retrouvera alors peut-être dans de jolis bateaux ou, plus près de nous, dans des meubles, c'est ainsi... Cette forêt aurait initialement dû être exploitée en 2008, qui était une année électorale. Le projet avait été remis, *sine die...*

La coupe concerne la moitié de la forêt étendue sur 5,5 hectares. Son entretien était confié à l'ONF qui avait également la charge de gérer la vente publique. La première coupe rapportera environ 26 000 euros dont la majeure partie ira à la ville laquelle a déjà envisagé la suite. « Cette coupe, qui avait suscité des réac-



Plantée en 1991, la forêt de peupliers sera coupée mi-février. tions dès qu'on l'avait annoncée, est malgré tout normale. Elle fait partie de la vie de ces arbres. Aujourd'hui, la vraie question qui se pose est d'envisager l'après. Nous y avons beaucoup travaillé. Nous ne replanterons pas le même type d'arbres mais une nouvelle forêt durable,

d'agrément », explique Frédéric Banniére, conseiller municipal délégué à l'Environnement qui établit : « La nouvelle forêt sera faite d'essences locales. L'argent recueilli servira aux plantations mais également à l'entretien. Il faut savoir que l'actuelle forêt coûte entre

Le chiffre

2,5

HECTARES > De peupliers coupés. On ignore la date exacte de l'arrivée des tronconneuses annoncées pour la mi-février. On sait aujourd'hui que cette première coupe durera environ huit jours. Très rapidement après, le terrain sera dessousché, puis aménagé pour recevoir les nouvelles essences qui constitueront plus tard une forêt d'agrément.

5000 et 10 000 euros par an à la ville. La prochaine sera très agréable, la plus naturelle possible. Pour cela, nous sommes aidés par l'association Arbres et Paysages d'Autan qui nous conseille aussi tout au long de l'année pour d'autres sites communaux ».

E. H.

FENOUILLET/GAGNAC-SUR-GARONNE/SAINT-JORY

Le soir, ils aident les crapauds à traverser la route

Depuis le week-end dernier, des bénévoles du club nature de Fenouillet « Les orchidées sauvages » et de l'association « Nature Midi-Pyrénées » ont aidé quelques dizaines de crapauds chaque soir, et même plus de 100 sur la seule soirée de mardi, à traverser le chemin du Bocage.

« Nous enfilons nos gilets jaunes, prenons nos lampes et nos seaux, et en avant pour le ramassage » témoigne Patricia Sainte-Marie, membre du club nature.

Pour les crapauds épineux, il est temps de quitter leur abri hivernal et de regagner le lac du Bocage pour s'y reproduire. En ce début de migration, ce sont surtout les mâles qui ten-

tent la traversée. Ils seront bientôt rejoints par les femelles. Au total, la migration des crapauds devrait durer entre trois et cinq semaines en fonction des conditions météo. Anne Lesterlin, responsable du club « Les orchidées sauvages », invite les automobilistes à ralentir entre la boucherie et les tennis de 18 h 30 à 21 heures et lance un appel : « Toutes les bonnes volontés désireuses de porter secours aux crapauds sont les bienvenues à nos côtés dès 18 h 30 sur le parking des tennis du Bocage ». Rappelons qu'en France, le crapaud est une espèce protégée.

Pour tout renseignement, contact par téléphone au 06 76 04 52 85.



Les enfants participent au ramassage des crapauds

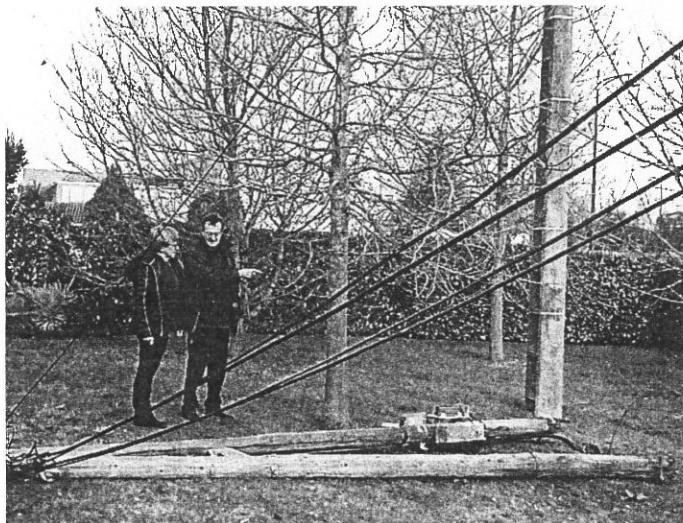
14 FEV. 2017

SAINT-JEAN

Quelques dégâts dus aux rafales de vent

Bourrasques qui envoient volter feuilles et sacs en plastique... Hier encore les coups de vent violent du week-end ne s'étaient pas calmés. Les dommages causés ont été plus ou moins sérieux. Parmi les plus impressionnantes figurent en bonne place ces câbles qui se sont couchés sur une clôture et un arbre de la résidence le « Clos Saint-Jean », 30 chemin Belbèze. Le double poteau en bois n'a pas résisté aux rafales et s'est effondré à sa base.

Sur le chantier des Granges, une palette s'est carrément soulevée entraînant la chute des éléments qu'elle supportait défonçant le



La base du double poteau en bois n'a pas résisté aux vents violents.

grillage d'une résidence privée. Sur un autre chantier, ce sont les barrières métalliques qui se sont envolées et que le maire Marie-Dominique Vézian et son adjoint Michel Francès ont dégagées de la route, pour prévenir tout accident. L'astreinte des services techniques est venue leur prêter main-forte. Hier matin ces mêmes services techniques ramassaient de nombreux branchages sur l'étendue de la commune. Le maire et son premier adjoint, le député Gérard Bapt, se sont également transportés en divers points de Saint-Jean pour vérifier les dégâts et rencontrer leurs administrés.

énergie

14 FEV. 2017

Électricité : un syndicat plus que jamais au service de tous

L'assemblée générale du Syndicat départemental d'électricité de la Haute-Garonne (SDEHG) s'est récemment tenue à Carbonne. Environ 400 personnalités étaient présentes pour participer au débat d'orientations budgétaires -désormais obligatoire- organisé par le président Pierre Izard et ses équipes.

Les orientations budgétaires ont, pour 2017, ambition de continuer à privilégier un haut niveau d'investissement sur les réseaux, tout en maîtrisant les dépenses de fonctionnement, pour accompagner la transition énergétique et ainsi offrir aux communes un service public de l'énergie efficace et de qualité. 55 millions d'euros seront ainsi affectés aux travaux d'investissement : éclairage public, renforcement et effacement des réseaux électriques, raccordements au réseau, bornes de recharge pour véhicules électriques.

Sur ce dernier point, le SDEHG contribue à la constitution d'un maillage national en bornes de recharge. D'ici la fin de l'année, 100 bornes de recharge pour véhicules électriques seront alors déployées sur l'ensemble de la Haute-Garonne. A ce jour, 13 bornes de recharge sont en service. Rappelons que la première



Une copieuse assistance a répondu présent aux travaux du Syndicat.

borne de recharge pour véhicules électriques mise en service par le SDEHG a été inaugurée le 11 octobre dernier à Frouzins.

Économies

Les autres bornes de recharge disponibles se trouvent sur les communes de Carbonne, Castelmaouou, Cintegabelle, Grenade, Lanta, Lherm, Longages, Martres-Tolosane, Montastruc-la-Conseillère, Rieumes, Saint-Gaudens, Villefranche-de-Lauragais. La localisation des bornes est consultable sur le site internet du SDEHG (www.sdehg.fr).

En 2016, le Syndicat a concen-

tré ses efforts sur le diagnostic et la rénovation de l'éclairage public : créer des installations d'éclairage public performantes pour éclairer intelligemment permet aux communes de maîtriser leurs consommations énergétiques et d'adapter l'éclairage aux besoins des usagers.

L'objectif d'atteindre au moins 50 % d'économie d'énergie lors de la rénovation de l'éclairage est atteint, et cela sans couper l'éclairage la nuit. Certains projets de rénovation d'éclairage public permettent même de réaliser plus de 70 % d'économie d'énergie.

X.H.

start-up

14 FEV. 2017

Le scooter électrique silencieux made in Toulouse

Une jeune start-up toulousaine a mis au point un scooter silencieux, qui pourrait bien faire du bruit dans le monde du BMX et du moto-cross...

Présenté le week-end dernier au salon du deux-roues de Lyon, et au début du mois au festival de trial indoor de Toulouse, l'eMott de Wattever est un véhicule électrique improbable dépourvu de selle, fruit des amours illicites entre une trottinette et un 125. « L'eMott est puissant et léger, explique Patrick Hengl, président de la SAS Wattever, en cours de création. Il est simple d'utilisation et permet de faire des balades avec une concentration accrue sur les sensations et le paysage. »

À l'origine Patrick, Emmanuel et Julien Hengl, une famille d'inventeurs passionnés par la mécanique et l'électrique, qui ont par le passé déjà travaillé sur des concepts de skateboard et trottinettes électriques.

Avec une autonomie de 50 à 60 km et une vitesse de pointe de 50 km/h sur circuit, l'eMott est d'après Patrick Hengl, « plus facile et moins dangereux à piloter qu'un gyropode, aussi amusant

qu'une trottinette, un skateboard ou qu'un gyroskate, écologique et autonome comme un vélo électrique. »

Disponible à la précommande en versions 1,5, 3 ou 5 kW, l'eMott coûte de 3500 à 5200 € TTC selon les modèles. Un tarif à mettre en perspective avec celui d'un gyropode Segway qui, pour plus de 8 000 €, dispose de capacités tout-terrain beaucoup plus réduites. Une dizaine de véhicules ont ainsi été commandés, avec une préférence pour le modèle milieu de gamme à 4 200 € TTC. Les premières livraisons auront lieu d'ici juin



L'eMott de Wattever est déjà disponible en prévente./Photo DDM

« Nous avions déjà le réseau de sous-traitants »

Alors, cette start-up, marchera, marchera pas ? « On est rassuré par rapport à ça » souffle Patrick, pour qui trois types d'utilisation et de clientèle semblent se dessiner : la location sur les sites touristiques et centres de loisir, les particuliers qui veulent partir en virée et enfin les professionnels de la surveillance de sites touristiques, l'ONF, les pompiers et la police.

Si tant d'aplomb de la part d'un dirigeant de start-up peut laisser dubitatif, Patrick Hengl dispose d'une carte maîtresse dans sa manche : il est déjà à la tête de Tesalys, une entreprise dans le secteur biomédical basée à Saint-Jean. « Nous avions déjà à disposition le réseau de sous-traitants et n'avons donc pas eu à acheter les machines outils pour la peinture, la découpe laser, le tournage, le fraisage,... »

Pour l'heure, les ventes se font ex-

clusivement sur internet – ce qui permet d'éviter les 30 % de commissions que prennent les revendeurs –, les stocks sont gérés par les sous-traitants, et le siège social de Wattever sera le même que celui de Tesalys. « Quand nous aurons commencé à faire des économies d'échelle, nous pourrons passer par les réseaux de distributeurs de cycles, de motos ainsi que par les magasins dédiés aux véhicules électriques » prédit-il, confiant.

Grégory Dziedzic

14 FEV. 2017



Le conteneur, habitat pas cher

Home Konstruktion transforme des caissons en logements.

PAR ARMELLE PARION

UN ENTREPRENEUR de Castres (Tarn) fabrique des maisons... avec des conteneurs. Ces constructions écologiques modulaires, à ossature métallique, empilables « comme des briques de Lego », sont déjà en vogue en Australie et aux Etats-Unis. Elles se développent aussi en Europe.

C'est à Breda, aux Pays-Bas, que Patrick Haro a découvert cet habitat original il y a une petite vingtaine d'années. Depuis, l'idée de lancer le concept en France lui trottait dans la tête. Sa société, Home Konstruktion, a été créée en 2014, dans une ancienne usine textile à Lagarrigue, près de Castres. Lauréate du réseau Entreprendre Tarn, sa première réalisation a vu le jour l'été dernier. Huit conteneurs maritimes (ils sont récupérés au Havre [Seine-Maritime] et à Fos-sur-Mer

[Bouches-du-Rhône]), de 12 m sur 2,44 m chacun, ont été assemblés pour accueillir un centre de 250 m², regroupant plusieurs kinésithérapeutes.

UN PÔLE MÉDICAL EN PROJET

« Cela a coûté 20 à 30 % moins cher qu'une construction traditionnelle, et nous l'avons réalisée en soixante jours. On assemble, puis on s'occupe de la découpe, de la menuiserie et des cloisons. Je fais ensuite appel à des artisans locaux pour l'habillage, la plomberie... », explique l'entrepreneur de 49 ans, qui reçoit de nombreuses demandes de particuliers. Six projets sont en cours, dont un grand pôle médical. « Nous faisons également des piscines. J'aimerais aussi réaliser une résidence étudiante. Les possibilités sont infinies. Même Dubaï s'y est mis, en construisant un hôtel avec 5 000 conteneurs », souligne-t-il.



Constitué de huit conteneurs, un centre paramédical a vu le jour l'été dernier.

SAINT-JEAN

Handball: les filles vers Bercy?

• page 25

15 FEV. 2017

SAINT-JEAN

Handball : les seniors filles en route vers Bercy ?

La saison 2016-2017 est jusqu'à présent synonyme de victoires, pour les Seniors Filles du HBCSJ. En effet, après deux saisons compliquées (blessures, indisponibilités de joueuses cadres, descentes à l'échelon inférieur), les handballeuses saint-jeannaises font pour ce cru un parcours irréprochable avec 16 victoires (11 en championnat, 5 en Coupe de France), 0 défaite, tel est le bilan à mi-février.

Il y a de quoi susciter l'ambition et ce, dès le week-end prochain, pour une date clef du calendrier de la saison : les finales de secteur de la Coupe de France Départementale. Cette compétition est devenue, en plus de la remontée en région pour laquelle elles sont d'évidentes candidates, un véritable objectif.

Ce dimanche 19 février a donc lieu, à Lège-Cap-Ferret (Gironde), l'enchaînement des 16^{es} et 8^{es} de finale, sous forme d'un plateau, où Saint-Jean, Lucq-de-Béarn, Bruges et Léognan se disputeront la suprématie du Sud-Ouest.

« Nul doute que l'effectif féminin, mais également sa dizaine de supporters masculins porteront



Outre les performances, les féminines apportent une sacrée ambiance au club.

haut les couleurs de la commune pour, espérons-le, poursuivre l'aventure mi-avril, à l'étape suivante », confie Thibault Goubin. Et d'ajouter : « Plus que 4 victoires, le rêve d'une finale à Paris-Bercy démarre sur les bords du bassin d'Arcachon ! ».

SORTIE À LA NEIGE

La prochaine sortie « pour tous » du centre social aura lieu samedi 25 février au Plateau de Beille en Ariège. Au programme balade et luge (tarif 12 € pour adultes et 6 € pour enfants comprenant trajet en bus et accès station). Renseignements et inscriptions au 05 61 37 88 31.

15 FEV. 2017

marchés plein vent

TOULOUSE

> Pradettes (alimentaire). Place des Pradettes le samedi de 7h00 à 13h30; Bus numéro 8, arrêt: Pradettes.

> Arènes (alimentaire). Place Emile-Male, les vendredis de 17h à 21h; Tramway - Ligne A - Arènes.

> Arnaud Bernard (alimentaire, petits producteurs). Place Arnaud Bernard, le samedi de 7h00 à 13h30, Métro ligne B, Compans-Caffarelli.

> Belfort, place Belfort (alimentaire, producteurs). Le mercredi et jeudi de 7h00 à 13h30; Métro ligne A et B Jean-Jaurès.

> Bio de l'Esparcette (alimentaire biologique, producteurs). Square Charles-de-Gaulle, le mardi et le samedi de 8h à 14h, Métro ligne A Capitole.

> Cristal (alimentaire). Boulevard de Strasbourg et d'Arcole, du mardi au dimanche 7h00 à 13h30; Métro ligne B Jeanne-d'arc.

> Étoile de Belfort (alimentaire). Place Belfort le jeudi de 6h à 21h Métro ligne A et B Jean-Jaurès, Herbes Aromatiques, producteurs. Le marché situé habuellement place Gatien-Arnoult tient, jusqu'à nouvel ordre, place Arnaud Bernard (en raison d'un plan Vigipirate), le dimanche de 7h00 à 13h30, Métro ligne B Jeanne-d'arc.

Saint-Georges. (alimentaire, fleurs), Place Saint Georges, le mardi au samedi de 7h00 à 13h30, Métro ligne A Capitole.

Salin. (alimentaire, petits producteurs), Place du Salin, le lundi, vendredi (Volaille) et samedi de 7h00 à 13h30, Métro ligne B Palais de Justice.

Saint-Michel. (producteurs gionaux), devant l'ex prison int-Michel, chaque samedi au matin de 7h30 à 13 heures.

Croix de Pierre (alimentaire, producteurs). Place de Croix-de-Pierre, le mercredi et vendredi de 7h00 à 13h30, Tram 5x-de-Pierre, Bus numéro 12, et 52.

Afouquette (alimentaire, producteurs). place des Glières, le samedi de 7h à 13h, Métro ligne A Bagatelle.

Toute d'Espagne (alimentaire). 51-53 Route d'Espagne, le samedi de 7h00 à 13h30, Bus numéro 12 et 52.

Croix Daurade (producteurs). Place Saint-Caprais, le dimanche de 7h00 à 13h30, Bus numéro 42 et 44.

Marché Sept Deniers. Alimentaire, producteurs, 105 route Blagnac. Le dimanche de 7h00 à 13h. Bus numéro 16 et 70.

Marché Ancely. Alimentaire, avenue de Casselardit, le dimanche de 12h00 à 19h00, Bus numéro 66 et 46.

> Marché Saint-Aubin. Alimentaire, producteurs et forain. Place Saint-Aubin. Le dimanche de 7h à 14h. Métro ligne B François Verdier

> Marché Bellefontaine. Alimentaire et forain. Passage de Jérusalem. Le mercredi de 7h00 à 13h30. Métro ligne A Bellefontaine

> Marché de la Faourette. Alimentaire et forain. Place Paul-Lambert. Le mardi et le vendredi de 7h00 à 14h00. Métro ligne A Bagatelle.

> Marché de la Reynerie. Alimentaire et forain. Place Abbé-Lambert. Le jeudi de 7h00 à 14h00. Métro ligne A Reynerie.

> Marché Borderouge. Alimentaire et forain. Place du Carré de la Maourine. Le samedi de 7h00 à 13h30. Métro ligne B Borderouge.

> Marché Minimes. Alimentaire, producteurs et forain. Place du Marché aux cochons. Le jeudi de 7h00 à 13h30. Métro ligne B Minimes Claude Nougaro

> Marché Trois Cocus. Alimentaire, producteurs et forain. Place Micoulaud. Le mercredi de 7h00 à 13h30. Métro ligne B Trois Cocus.

> Marché Ravelin. Alimentaire et forain. Place du Ravelin. Le vendredi de 7h00 à 13h30. Métro ligne A Saint-Cyprien République.

> Marché Empalot. Alimentaire et forain. Place d'Empalot. Le mercredi de 7h00 à 13h30. Métro ligne B Empalot.

> Marché de l'Orneau. Alimentaire et forain. Place de l'Orneau. Le mardi et le samedi de 7h00 à 13h30. Bus numéro 10, 22 et 68.

> Marché URSS. Alimentaire et forain. 19-39 avenue de l'URSS. Le vendredi de 7h00 à 13h30. Métro ligne B Saint-Agne SNCF.

> Marché Saint-Simon. Alimentaire, producteurs, forains. Place de l'Église-Saint-Simon. Le mercredi de 7h00 à 13h30. Bus numéro 57

> Marché Rangueil. Alimentaire, producteurs, fleurs, forains. 64-70 avenue Albert-Bedouze. Le mercredi et le dimanche de 7h00 à 13h30. Métro ligne B Saouze

GRAND TOULOUSE

> Aigrefeuille. Le mardi de 16 à 20h.

> Aucamville. Place Jean-Bazergue. Le dimanche, de 8h à 13h.

> Aussonne. Rue de l'église, le vendredi matin.

> Balma. Avenue des Mimosas. Le mercredi et le samedi, de 8h à 13h.

> Beaumont-sur-Lèze. Le jeudi de 16 h à 19 heures.

> Blagnac. Le mercredi de 15h à 19h. Place des Mimosas. Le samedi de 8h à 13h. Place des Arts. Marché biologique de l'Arche en

gique, centre ville. Le samedi, de 8h à 13h.

> Colomiers. Place du Languedoc. Le jeudi et le samedi, de 6h à 13h.

> Place de la Naspe. Le dimanche, de 8h à 13h.

> Cornebarrieu. Toute l'année, le dimanche matin, place du Boiret.

> Cugnaux. Marché biologique, Centre ville. Le samedi, de 8h à 13h.

> Drémil-Lafage. Le dimanche, de 7h à 13h.

> Fenouillet. Place de la mairie. Le samedi, de 8h à 13h.

> Flourens. Place de la République, centre ville. Le dimanche de 7h à 12h et le vendredi de 15h à 19h.

> Gagnac-sur-Garonne. Place de la République, centre ville. Le vendredi de 16 heures à 20 heures et le dimanche de 8h à 13 heures.

> Gratentour. Le mercredi, de 7h à 13h.

> Launaguet. Place de la Poste. Le mercredi, de 9h30 à 12h.

> L'Union. Le dimanche de 8h à 13h.

> Marché biologique, centre commercial des Acacias. Le mercredi de 16h à 20h.

> Mondoville. Le samedi, de 8h à 13h.

> Pibrac. Esplanade Sainte-Germaine. Le mercredi, de 8h30 à 13h.

> Plaisance-du-touch. Place Bombail. Le jeudi et le samedi, de 8h à 13h.

> Quint-Fonsegrives. Place Philippe Bergerot. Le samedi, de 8h à 13h.

> Saint-Alban. Le mercredi (et tous les jours en été), de 8h à 13h.

> Saint-Jean. Marché biologique, centre ville. Le samedi, de 8h à 13h.

> Saint-Jory. Place de la République. Le dimanche, de 8h à 13h.

> Saint-Orens-de-Gameville. Marché biologique, centre ville. Le samedi de 8h à 13h.

> Tournefeuille. Place de la mairie. Le dimanche, de 6h à 13h.

> Marché biologique, Place de la mairie. Le vendredi, de 16 à 20h.

> Villeneuve-Tolosane. Rue de l'Hôtel de Ville. Le jeudi, de 8h30 à 12h30.

> Le dimanche de 8h à 13h.

HORS MÉTROPOLE TOULOUSE

> Aspet. Marché biologique, Centre ville. Le mercredi, de 8h à 13h.

> Marché, Place du village. Le samedi, de 8h à 13h.

> Aurignac. Place du Foirail. Le samedi, de 8h à 13h.

> Auterive. Esplanade de la Madeleine. Le vendredi, de 8h à 13h.

la mairie. Le jeudi, de 8 heures à 13 heures.

> Cadours. Le mercredi, de 8 heures à 13 heures.

> Carbone. Place de la République. Le jeudi, de 8 heures à 13 heures.

> Castanet-Tolosan. Centre-ville, le mardi de 8 heures à 13 heures.

> Marché biologique, centre-ville. Le vendredi de 15 heures à 20 heures.

> Centre commercial A la verte prairie. Le samedi, de 8 heures à 12h 30.

> Cazères. Centre ville. Le samedi, de 8 heures à 13 heures.

> Cintegabelle. Le vendredi de 16 heures à 20 heures et le dimanche de 8 heures à 13 heures.

> Lherm. Centre ville. Le dimanche, de 8 heures à 13 heures.

> Merville. Le mercredi, de 8 heures à 13 heures.

> Montréjeau. Le lundi, de 8 heures à 13 heures.

> Montbrun-Bocage. Le dimanche, de 8 heures à 13 heures.

> Montbrun-Lauragais. Le jeudi, de 16h 30 à 19h 30.

> Muret. Le mardi, de 8 heures à 13 heures, Square Maïmat, côté Avenue de l'Europe.

> Le samedi, de 8 heures à 13 heures. Centre ville.

> Pechbusque. Place de l'Ecole, Grande rue de la mairie. Le samedi, de 9 heures à 13 heures.

> Labarthe-sur-Lèze. Parking de la salle des fêtes. Le mercredi, de 8 heures à 13 heures.

> Pins-Justaret. Parking de la salle des fêtes. Le dimanche, de 8 heures à 13 heures.

> Labège. Parking de la gare. Le samedi, de 7 heures à 13 heures.

> Ramonville-Saint-Agne. Avenue d'Occitanie. Le mercredi et le samedi, de 8 heures à 13 heures.

> Lacroix-Falgarde. Parking de

> Revel. Halle. Le samedi, de 8 heures à 13 heures.

> Rieumes. Le jeudi, de 8 heures à 13 heures Promenade du Préau, Le dimanche, de 8 heures à 13 heures.

> Rieux-Volvestre. Promenade du préau. Le dimanche, de 8 heures à 13 heures.

> Saint-Félix-Lauragais. Place de la mairie. Le vendredi, de 8 heures à 13 heures.

> Sainte-Foy-de-Peyrolières. Le dimanche de 8 heures à 13 heures, place Henri Dunant.

> Saint-Gaudens. Centre ville. Le jeudi et le samedi de 8 heures à 13 heures.

> Saint-lys. Centre ville. Le mardi, de 8 heures à 13 heures.

> Salies-du-Salat. Allée Jean Jaurès. Le lundi, de 8 heures à 13 heures.

> La-Salvetat-Saint-Gilles. Marché de plein vent tous les vendredis matin, place Jean Ferrat (devant la salle Boris Vian), de 7 heures à 13h 30.

> Seysses. Centre-ville. Le vendredi de 8 heures à 13 heures.

> Venerque. Centre-ville. Le jeudi de 8 heures à 13 heures.

> Verfeil. Le mardi de 7 heures à 12 heures, place de la liberté. Le dimanche de 8 heures à 13 heures, esplanade Paul Briquet.

> Villefranche-de-Lauragais. Près des halles. Le vendredi de 8 heures à 13 heures.

start-up

15 FEV. 2017

Trois nouvelles étoiles dans la constellation IoT Valley

l'essentiel ▼

Trois nouvelles start-up viennent de s'implanter à IoT Valley, à Labège, intégrant ainsi l'écosystème toulousain des entreprises liées à l'internet des objets connectés.

Trois nouvelles entreprises – Drust, Nanolike et Sales Tide – viennent de rejoindre l'incubateur toulousain IoT Valley fondé en 2009 à Labège par Sigfox – le spécialiste international de l'internet des objets – et déjà fort d'une cinquantaine de start-up.

La société Drust, qui emploie 25 collaborateurs, a été fondée en 2014 dans l'incubateur parisien Agronove par Michaël Fernandez, Pascal Galacteros et Florent Pignal, anciens ingénieurs chez PSA. Suite à une levée de fonds de 3M d'euros, Drust quitte l'incubateur fin 2016 pour installer son siège social dans ses propres locaux à Paris. L'équipe des spécialistes du traitement des données est relocalisée dans le même temps à IoT Valley. Elle est encadrée par le directeur technique Florent Pignal, « originaire du Sud et qui souhaitait 'revenir aux sources' tout en mettant à profit l'écosystème d'IOT Valley » explique Marine Girard, responsable de la communication. Leur produit « Akolyt » se compose d'un boîtier et d'une app pour périphériques Android. Connecté sur le port diagnostic OVB – dont disposent toutes les voitures neuves depuis 2004 – le boîtier analyse la conduite de l'utilisateur (vitesse, changement de rapports, etc.) et propose en temps réel des conseils de conduite afin de faire jusqu'à 30 % d'économies de carburant. Si Drust reste peu disert sur son chiffre d'affaires, le Play Store de Google fait état de 500 à 1 000 téléchargements.

Sales Tides est installée dans IoT Valley depuis octobre dernier. La start-up propose un système d'aide à la décision pour les magasins de vente au détail basé sur la capitation des mou-



Le système développé par Drust donne aux automobilistes des conseils de conduite en temps réel./DR

vements des utilisateurs de téléphones de portables. « Nous pouvons détecter en temps réel combien de personnes passent devant un magasin, combien s'arrêtent devant la vitrine » explique Gilles Abikanlou, fondateur de la start-up. La fréquentation de la boutique Orange sur la rue Alsace Lorraine a ainsi été corrélée avec la météo. Il est également possible avec ce système d'évaluer l'efficacité d'une vitrine, d'une campagne de pub, etc. Dans l'attente d'une levée de fonds à venir cette année, Sales Tides reste pour l'instant très discret, mais annonce un CA à venir de 300 000 € pour la première année.

Une consommation divisée par 10 000

L'entreprise Nanolike, qui se spécialise dans la fabrication de nanocapteur a été créée par d'anciens étudiants de l'Insa, à Toulouse. « Nos anciens professeurs du Laboratoire de physique et chimie des nano-objets (LPCNo) voulaient nous recruter après la fin de nos études en 2010, raconte le cofondateur Jean-Jacques Bois. Mon associé Samuel Behar est allé y travailler deux ans et j'ai pour ma

part fait une formation commerciale ».

Ils fondent Nanolike en 2010 dans la pépinière Théogone, à Ramonville. Une première levée de fonds de 1M€ en 2016 ainsi que des subventions de la Région et de la Direction générale de l'armement a permis notamment d'investir dans la mise en place de l'infrastructure industrielle. Nanolike développe des nanocapteurs servant à mesurer force et pression et dont le domaine d'application va du stylet tactile à détection de pression aux tests aéronautiques ou de missile. Ces capteurs consomment 10 000 fois moins d'énergie que les capteurs classiques tout en étant 10 à 20 fois plus sensibles. Les clients de Nanolike incluent des pointures telles que Bosch, Microsoft, la DGA et Renault.

En 2016, réalisant que 80 % de leur chiffre d'affaires de 300 000 euros concernait le domaine de l'internet des objets et ayant vent d'un nouveau projet immobilier en cours à IoT Valley, les deux associés décident de rejoindre l'écosystème. Ils disposent déjà de bureaux à IoT Valley et projettent d'y transférer leur ligne de production d'ici deux ans. « Il est pro-

bable que Toulouse devienne, à terme, un pôle international de la technologie des objets connectés, » estime Jean-Jacques Bois.

Grégoire Dziedzic

repères

« Il est probable que Toulouse devienne, à terme, un pôle international de la technologie des objets connectés ».

Jean-Jacques Bois, cofondateur de Nanolike

10 000

NANOTECHNOLOGIES

► Consommation d'énergie.

Les nano-capteurs de force développés par la start-up toulousaine Nanolike consomment 10 000 fois moins d'énergie que les capteurs classiques.

LA DÉPÈCHE

D U M I D I

Nord-Est

SAINT-JEAN

16 FEV. 2017



Les comédiens Agnès Dorembus et Alain Granel pour une soirée époustouflante.

Théâtre à Palumbo

« Roméo et Suzette... en campagne », interprété par la Cie La Volière, sera joué le vendredi 24 février à 21 heures, à l'Espace Palumbo. Pour Roméo et Suzette, tout est bon pour faire adhérer le public à leur parti l'Impec. Des apartés délirants en résonance avec l'actualité ponctuent un répertoire de chansons iconoclastes très, peu, ou prou connues. On rit beaucoup, on participe, on chante. Les retraités adorent, les trentenaires se tordent, les ados sourient, les enfants sont subjugués. Les comédiens : Alain-Roméo digne et fulminant, virtuose et engagé entre tout entier dans son piano. Agnès-Suzette chante et commente. Un spectacle hilarant à ne pas rater sous aucun prétexte !

Contact : mairie de Saint-Jean au 05 61 37 6328. Tarif plein 12€ ; réduit 10€ ; tarif grand groupe (de 25 personnes) : 8€. Billetterie en ligne : palumbo.mairie-saintjean.fr Billetterie au guichet le soir du spectacle dès 20 heures.

innovation

16 FEV. 2017

Le CHU reçoit le prix Blaise Pascal pour ses services mobiles



A gauche, Olivier Ponties, DSI du CHU de Toulouse et Alain Carpentier, vice-président Europe d'Aruba HPE recevant le prix Blaise Pascal./Photo DDM

Olivier Ponties, DSI du CHU de Toulouse et Alain Carpentier, vice-président Europe d'Aruba HPE ont reçu cette année le prestigieux prix Blaise Pascal. Ils ont reçu cette distinction au Centre hospitalier de Toulouse, le 28 janvier dernier au nom de la ministre des Affaires sociales et de la Santé Marisol Toussaint Marisol Toussaint dans la discipline Services mobiles sécurisés en réseau que.

Pour l'occasion, c'est le député Gérard Bapt, président du groupe d'études parlementaires numérique et santé de l'As-

semblée nationale qui officiait. La « Tortue » informatise et gère la gestion des soins médicaux, centralisant son administration au travers d'une installation de bornes WiFi mise en place par Aruba HPE sur les quatre sites du centre hospitalier.

Des terminaux de type PDA

Réparti sur les 90 hectares de terrain, cette infrastructure permet de supporter de nombreuses applications assistant notamment les personnels soignants, les logisticiens, le

personnels chargé du monitoring médical. D'autres structures utilisent ce service, comme les brancardiers, qui gèrent leur activité à l'aide de terminaux de type PDA et communiquent via le réseau WiFi, mais également le transport autonome du linge, de la nourriture et des déchets non médicaux. Cette installation de la solution Clearpass d'Aruba HPE permet de sécuriser le réseau via la reconnaissance automatique des équipements connectés en WiFi ou filaire.

Th. G.

3^E LIGNE DE MÉTRO : APRÈS LE DÉBAT, DES RECOMMANDATIONS ASTUCIEUSES

« La Dépêche du Midi » lève le voile, en exclusivité, sur les conclusions de la commission du débat public sur le projet de 3^e ligne de métro, présenté ce matin à Toulouse. Christian Leyrit, président de la Commission nationale du débat public (CNDP), et Jacques Archimbaud, vice-président de la CNDP et président de la commission particulière du débat public (CPDP) sur la 3^e ligne (composée de sept membres indépendants), présentent à la presse le compte rendu du débat public organisé du 12 septembre au 17 décembre 2016 dans la grande agglomération toulousaine, sur le projet de transport qui doit relier Colomiers à Labège, en passant par la gare Matabiau, en 2024. Une ligne de 28 km de long (60 % en tunnel) avec 20 stations, pour un coût global estimé à 2,12 milliards d'€, au centre du débat sur les mobilités, les transports et les déplacements depuis plusieurs mois. Nous publierons en intégralité sur notre site internet le document de 118 pages qui sera présenté ce matin.

Près de 35000 contributions

Ce compte rendu restitue le déroulement et les enseignements de cette vaste consultation qui a mobilisé 3 000 participants lors de 80 rencontres publiques, 22 226 visites uniques sur un site internet dédié, 4 000 conversations lors de débats mobiles, ou 4 890 questions réponses. Il évoque un débat peu pollué par les interférences partisanes, l'impli-



Jacques Archimbaud, président de la commission du débat public./DDM

cation forte du syndicat mixte des transports SMTT Tisséo, une mobilisation importante des associations et syndicats de salariés.

Le jeu des pour et des contre
L'organisation de débats mobiles au plus près des habitants mais aussi de rencontres avec étudiants, lycéens, salariés, experts et grand public, l'utilisation d'outils numériques, internet, réseaux sociaux, ou d'ateliers de cartographie et de dialogues en 3D ont permis de relever qu'une majorité des personnes questionnées préféraient la 3^e ligne à une option tram ou TER renforcés, que la desserte de Labège et Colomiers leur apparaissait prioritaire, et qu'elles restaient sceptiques sur l'effet de la 3^e ligne sur l'emploi ou sur son coût réel. La CPDP évoque « un diagnostic plus ou moins bien partagé » sur la congestion auto-

mobile, l'étalement des populations et l'affirmation de la centralité toulousaine comme une priorité. Elle relève les arguments pour et contre le projet.

Pour : la capacité de transport du métro aux heures de pointe, la desserte des lieux de travail, les potentiels de rabattement pour une ligne dont la fréquentation est estimée autour de 200 000 voyageurs/jour.

Contre : une ligne pour une seule catégorie de déplacements (on l'a appelé ligne Airbus), des moyens de rabattement contestés, avec un TER au cadencement incertain et des bus Linéo à l'efficacité mise en doute, des modes actifs (vélo et marche) sous-estimés et des parkings relais saturés.

Le débat sur le tracé, les impacts environnementaux et socio-économiques, le financement et la capacité d'endettement du SMTT

et des collectivités, avec le rappel de l'hypothèse d'un financement calqué sur celui du Grand Paris, sont détaillés.

La commission propose de dépolitiser le projet, de le rendre plus lisible et de faire étudier sérieusement les alternatives.

En conclusion, la commission recommande de partager le portage politique du projet, le rendre plus lisible ; de bien articuler les concertations à venir ; de prolonger la dynamique de participation et, enfin, de divulguer en toute transparence données et études liées au projet et de faire étudier les solutions alternatives (tram train, étoile ferroviaire, poursuite du maillage tram/bus) proposées par le Collectif citoyen ou par l'Autate (association des usagers des transports) par un conseil scientifique. La CNDP désignera un garant postdébat public, avec lequel le SMTT Tisséo est appelé à travailler en lien étroit et suggère quelques idées comme une maison (ou une rame) du projet, ou encore de réduire le nombre de porte-parole officiels de la 3^e ligne aux maires de Toulouse et Colomiers et aux présidents du Sicoval et du SMTT Tisséo. Ceci afin d'élargir le soutien politique d'un projet jugé encore un peu trop toulous-toulousain par certains...

Philippe Emery

16 FEV. 2017

patrimoine

Canal du Midi : 3,3 millions d'euros récoltés pour les platanes

l'essentiel Depuis le lancement de la collecte en 2013, VNF a déjà récolté 3,3 millions d'euros pour remplacer les platanes malades du canal du Midi, soit la plus grosse campagne de mécénat environnementale en France.



En 2016, 3 400 platanes ont été abattus et 3 600 arbres replantés./DDM

Menacé par un mal incurable qui touche ses platanes, le canal du Midi peut compter sur la générosité des donateurs pour se refaire une santé. L'appel aux dons, lancé par les Voies Navigables de France (VNF) en 2013, totalise en effet 3,3 millions d'euros récoltés auprès de 56 entreprises et 7 500 particuliers. De quoi lui conférer le statut de « plus grosse campagne de mécénat environnementale de France », selon Laurent Adnet, chef de la mission Mécénat aux VNF qui a observé une nette progression des dons en 2016 (+8 % par rapport à 2015 pour les entreprises et +12 % pour les particuliers).

Comment expliquer un tel engouement pour la cause du canal ? « À travers les dons, les gens manifestent leur attachement à ce patrimoine et leur envie de le transmettre aux générations futures. Ils souhaitent également

soutenir une cause environnementale puisque dans le cadre de la replantation, VNF a mis en place des dispositifs de protection de la biodiversité », confie M. Adnet.

Préserver la voûte arborée

La mobilisation actuelle jugée « très satisfaisante » par VNF devra néanmoins se maintenir sur la durée pour achever la transformation des berges. Des opérations rendues obligatoires depuis la découverte en 2006 d'un champignon (le Cératocystis Platani ou chancre coloré) qui contamine et

tue progressivement les arbres pluri-centenaires. La propagation rapide de ce mal a contraint VNF à procéder à l'abattage de 17 000 des 42 000 platanes.

Gestionnaires du canal, les VNF ont estimé à 220 millions d'euros, étagés sur 15 ans, le coût lié à l'arrachage et à la replantation. Pour l'heure, elles ont réussi à en financer 35 millions d'euros, le mécénat 3,3 et les collectivités territoriales 1,4. Grâce à la campagne, les premiers effets se font sentir puisque 5 700 arbres ont déjà pris place dont 3 600 en 2016.

« Comme à ce jour, il n'y a aucun

3 000 € PAR ARBRE

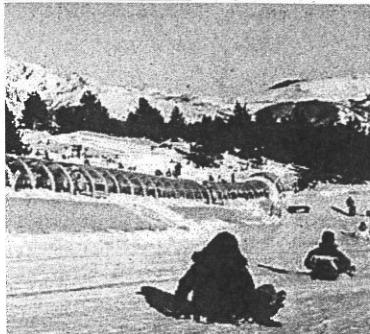
Le coût moyen du remplacement d'un arbre est de 3 000 €. Un coût a priori exorbitant mais qui s'explique par les dispositifs sanitaires mis en place pour faire face au chancre coloré. « Il recouvre l'abattage et le brûlage sur place de l'arbre. Mais aussi les mesures de désinfection des outils utilisés (tractopelles, ponts, cisailles...) pour éviter la propagation. Il prend en compte la stabilisation et reconstruction des berges qui souffrent après la mort des racines. Il comprend bien sûr plantation et la surveillance du nouveau plant. Et enfin, la création d'habitats en bois pour les espèces protégées qui vivaient dans les platanes », détaille VNF.

remède au chancre, nous devons utiliser d'autres essences », précise M. Adnet. Chênes chevelus (40 % des plants), pins parasol, micocouliers, érables planes, tilleuls et peupliers blancs prennent donc la succession des célèbres gardiens. Un choix qui ne doit rien au hasard. « Il fallait reproduire l'effet de colonnade et de voûte arborée », confie VNF. Le canal de Riquet fait ainsi peau neuve tout en restant fidèle à son image historique et populaire.

Benoit Rouzaud

17 FEV. 2017

SAINT-JEAN



La luge est un grand moment ludique sur le plateau de Beille

A vos agendas

Sortie à la neige

La prochaine sortie « pour tous » du centre social aura lieu samedi 25 février de 8 h 30 à 18 h 30 au Plateau de Beille en Ariège. Au programme balade et luge pour un tarif de 12 euros pour les adultes et 6 euros pour les enfants (gratuit pour les moins de 3 ans) comprenant le trajet en bus et l'accès à la station. Renseignements et inscriptions au 05 61 37 88 31.

Enquête publique PLU

L'enquête publique relative à la 1^{re} modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)

de Toulouse Métropole, commune de Saint-Jean, aura lieu dès lundi 20 février prochain jusqu'au 21 mars. Les permanences du commissaire enquêteur à la mairie ont lieu : lundi 20 février de 9 à 12 heures, jeudi 9 mars de 13 h 30 à 18 heures, mardi 21 mars, de 14 à 17 heures.

Loto de la pétanque

Le loto de la pétanque aura lieu demain samedi, à 14 heures, à l'Espace René-Cassin.

Tournée So TFC

Dans le cadre de sa politique de proximité avec ses supporters et les licenciés football de la région, le TFC se délocalise dans le cadre de la Tournée SO TFC mercredi 22 février au stade Roger-Pujol. Les joueurs du TFC seront présents auprès des footballeurs en herbe et des spectateurs pour dédicaces et séances photos.

Don du sang

Le don du sang aura lieu vendredi 24 février (14 à 19 heures) et samedi 25 février (9 heures à 13 heures) à l'Espace Alex-Jany.

LA DÉPÉCHE

DU MIDI

Nord-Est

17 FEV. 2017

SENSIBILISATION AUX PESTICIDES

Ce samedi 18 février, l'ONG environnementale « Greenpeace » organise une action de sensibilisation dans 22 villes françaises, à l'occasion du nouveau classement de la « Course zéro pesticide », qui classe les enseignes de la grande distribution selon leur engagement en faveur de la réduction de pesticides. Les citoyens pourront tourner la « roue des pesticides » et s'informer sur les engagements des enseignes de la grande distribution pour supprimer ces poisons toxiques de nos fruits et légumes. À Toulouse, l'opération se déroule Square Charles de Gaulle.

Amélie Phillipson

18 FEV. 2017

SAINT-JEAN

Le centre de loisirs aux couleurs du Pôle Nord

« C'est trop bien de s'amuser en créant autant de choses auxquelles on n'aurait pas pensé », commente un jeune Saint-Jeanais fréquentant l'accueil de loisirs durant les vacances. Lors de ces deux semaines, ils étaient une centaine à s'y retrouver tous les jours hormis les week-ends. Le thème choisi a été celui du Pôle Nord. Il a permis de décliner diverses animations allant du hockey en passant par la création de fresques et d'une réalisation appelée « Banquise » qui représentait un magnifique décor aux formes blanches. Les jeunes artistes ont expliqué leur œuvre au maire Marie-Dominique Vézian qui était venue les visiter en compagnie de Céline Moretto, son adjointe à la Famille et à l'éducation. Il y a eu également des ateliers de cuisine, de danse, la construction d'un igloo et bien d'autres activités qui laisseront aux enfants de sacrés souvenirs. Parfois déguisés en chevalier ou en phoque dans l'enceinte de



L'équipe des jeunes hockeyeurs avec leurs animateurs et les élues.

l'école Saint-Jean Centre accueillant le centre de loisirs, les animateurs ont troqué leurs déguisements d'ours ou de phoque lors des sorties. Celles-ci ont été multiples

entre le bowling, la visite du Museum d'histoire naturelle ou même l'après-midi théâtrale, à Palumbo, avec la pièce Maestro Pinguini.

LA DÉPÉCHE

DU MIDI

Nord-Est

20 FEV. 2017

SAINT-JEAN

Réunion écopâturage

Ce lundi, à 18 h 30, à la salle de l'âge d'Or, le service Développement durable organise une réunion publique écopâturage pour les riverains des Planes.

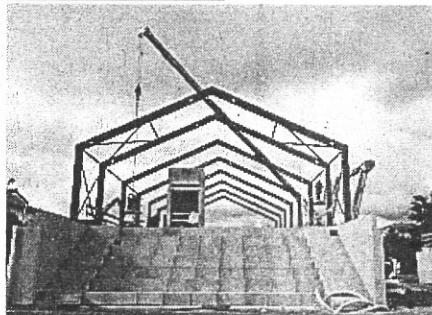
LA DÉPÈCHE

DU MIDI

Nord-Est

SAINT-JEAN

21 FEV. 2017



Le BTP offre des débouchés comme le montre la construction du bâtiment Les Granges.

L'offre de formation dans le BTP

Vendredi 24 février de 9 h 30 à 12 heures à la Maison commune, la Maison commune Emploi Formation de Saint-Jean organise un atelier d'information sur l'offre de formation pour les métiers du bâtiment, proposée par la Région Occitanie. Cette matinée déclinera les différentes voies d'accès pour travailler dans le secteur du BTP. Vous pourrez bénéficier de conseils sur la construction de votre parcours.

Le nombre de places étant limité, s'inscrire à info@mcefnet.fr ou au 05 34 25 02 29 en précisant le (s) métier (s) qui vous intéresse (nt).



éditorial

Dominique Delpiroux

BON GOÛT, BON SENS

Cela faisait des décennies que nous avions les yeux fermés ce qu'il y avait dans nos assiettes. Comme si le progrès, la civilisation, la science, avaient résolu de manière définitive cette équation fondamentale : comment nourrir quatre, puis cinq, puis six, puis sept milliards d'humains. Voilà comment un peu partout dans le monde, on a assisté à une course à la démesure dans la production alimentaire. Déjà dans les années 30, on s'amusa de cette usine (légendaire ?) de Chicago où le cochon rentrait par un côté et où les saucisses sortaient par l'autre. Depuis, la mécanique n'a fait que s'embalier : les serres géantes d'Andalousie, les piscicultures monstrueuses d'Asie du Sud-Est, la déforestation de l'Indonésie pour l'huile de palme, la destruction de l'Amazonie pour faire pousser le soja que l'on donnera à des vaches entassées par milliers dans des usines à viande...

Oui, le cauchemar est déjà là.

Alors, le circuit court est celui du bon sens. Tout d'abord, il nous fait – à tous les sens du terme – renouer avec nos racines. La France a longtemps été paysanne, et, en chacun d'entre nous, il y a un rural qui sommeille, peut-être l'écho d'un grand-père vigneron ou d'une ancêtre gardeuse d'oeie. Nous avons la nostalgie d'un paradis perdu, où l'on allait gober les œufs récoltés sous la paille et croquer les fèves à moitié mûres dans leur gousse. En ce sens,

les Amap (Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne) maintiennent entre les ruraux et les urbains ce lien précieux – du producteur au consommateur – qui a le goût de l'authenticité. Finalement, ces choux ou ces radis qui l'on va cuire, on aura un peu l'impression de les connaître, à l'inverse de ces tonnes de légumes qui déboulet par conteneurs sur les étals des supermarchés.

Le deuxième avantage de ces circuits courts, c'est que nous n'avons plus tellement le choix, en matière de transports : si l'on veut réduire notre bilan carbone, il va falloir comprendre vite qu'il vaut mieux consommer les fruits d'ici que de là-bas, même si, à l'occasion, on peut s'offrir un ananas ou une banane.

Mais ce qui est sans doute le plus important – la partie cachée de l'iceberg –, c'est que les produits de l'agriculture industrielle sont gavés de pesticides, de fongicides, d'antibiotiques, qu'ils ont poussé à la lumière artificielle, et qu'à terme, ils déposent dans notre organisme des bombes à retardement : cancer, perturbations endocriniennes, allergies... Les circuits courts sont presque toujours des circuits bio ou du moins issus d'une « agriculture raisonnée ». Voudriez-vous en plus une cerise sur ce gâteau de fruits et légumes ? Ces circuits sont tout simplement excellents pour notre économie. Et pour nos emplois.

l'événement

18 FEV. 2017

Renouer avec le terroir

l'essentiel

Les circuits courts rencontrent un franc succès : produits locaux, réductions du nombre d'intermédiaires. Les boutiques de producteurs se développent dans les villes. Le réseau des Amap, Association pour le maintien d'une agriculture paysanne, s'étoffe. Ces démarches permettent de retourner aux traditions.

courts, soit un exploitant sur cinq. Avec au maximum un intermédiaire entre le consommateur et le producteur, ce mode de distribution peut se présenter sous différentes formes. Paniers paysans, Amap ou vente à la ferme, chaque solution permet de consommer mieux, bio et local. Et elles font beaucoup d'adeptes chez les particuliers, soucieux de leur impact environnemental. Une implication pas seulement à l'échelle de l'individu, mais qui peut se traduire par un engagement à plus grande échelle.

Représenter l'agriculture

Les chambres d'agriculture ont suivi le mouvement. Parfois même, elles le précèdent.

« En partant des crises qui frappent le monde agricole ces dernières années et le manque de valorisation de nos produits, nous avons décidé de créer ou d'encourager les réseaux de circuit court (lire ci-dessous et page 3), explique Yvon Parayre, président de la chambre d'agriculture 31. Il s'agit de rapprocher les intérêts des agriculteurs des demandes des consommateurs. Nous sommes en phase avec une demande sociétale de produits de qualité et de proximité ». Et puis à l'heure du tout média, « c'est aussi l'occasion de donner une autre image de l'agriculture, relève une animatrice des réseaux. Pas des gens qui râlent cloîtrés dans leur ferme mais des agriculteurs qui sont ouverts aux autres ».

Auparavant vu comme une simple lubie ou réservé « à certaines communautés », l'opinion concernant les produits locaux et bio change. Les circuits courts sont aujourd'hui synonymes de traditions renouvelées.

Françoise de Vaugelas

Pesticides, augmentation du prix des fruits et légumes d'importation, rémunération des exploitants... les raisons qui nous poussent à repenser notre mode d'alimentation sont nombreuses. Beaucoup de consommateurs se tournent vers les « rayons bio » des grandes surfaces. En 2016, les ventes de produits biologiques ont augmenté de plus de 20 %. Mais consommer bio ne veut pas forcément dire local. Les produits vendus en grandes surfaces sont bien souvent importés. Une autre solution qui de plus en plus d'adeptes et permet de consommer local et plus responsable : les circuits courts.

Un succès pas si nouveau

Historiquement, ce mode de distribution était le plus répandu, surtout à proximité des villes. C'est au cours du XX^e siècle que les circuits courts se sont raréfiés. Étalement urbain, développement de l'industrie et mondialisation ont eu raison de l'agriculture de proximité. Mais elle est aujourd'hui en plein essor. En 2012, c'était 21 % des producteurs agricoles qui vendaient leurs produits en circuits courts.

expert

« Bon pour le producteur, bon pour le consommateur »



ne concernent pas que les agriculteurs (lire page 3). Un exploitant peut procéder à la vente directe à la ferme, sur un marché, dans un magasin de produits fermiers ou encore sur le « Drive fermier toulousain » ou la plateforme « Produit sur son 31 » initiés par la chambre d'agriculture (lire page 3). Cela reste un circuit court quand il implique un seul intermédiaire. On intègre également la notion de circuit de proximité, sur une zone de 100 km maxi entre le producteur et le consommateur.

Le circuit court, notamment avec les Amap, est souvent identifié aux fruits et légumes...

En Haute-Garonne, comme dans la région Midi-Pyrénées, le secteur le plus impliqué dans la vente directe aux particuliers est celui des produits carnés ! Mais la chambre veut aussi développer le circuit court dans ce secteur à destination des professionnels. D'où la création de l'association « Engras' expérience » pour permettre aux professionnels de la vente directe aux particuliers de trouver une clientèle.

fessionnels. La plus value reste ainsi sur place.

Et puis il y a le réseau Bienvenue à la ferme, la vitrine goûteuse de l'ensemble ?

C'est un réseau qui rencontre le succès. Nous avons 103 fermes adhérentes en Haute-Garonne, et 1 400 en Occitanie. Il a été créé par les chambres d'agriculture pour garantir au consommateur la qualité des produits mais aussi de l'accueil à la ferme, avec une charte commune à tous les agriculteurs adhérents. Une fois par an, une journée « portes ouvertes » permet de bons moments de partage et d'échange.

Les circuits courts drainent-ils surtout une clientèle « bobo » ou aisée ?

Pas de bobo ! On trouve toute catégorie de clientèle. Si vous faites allusion aux prix pratiqués, sur des produits de qualité équivalente, ceux en circuit court ne sont pas plus chers. C'est d'ailleurs logique, il y a moins d'intermédiaires. C'est rémunérant pour le producteur et tout hon hon pour le con-

LA DÉPÈCHE

TOUTE L'INFO TOUT LE TEMPS, PARTOUT !



DEVENEZ VOUS AUSSI
UN LECTEUR PRIVILÉGIÉ !

LE JOURNAL PAPIER

livré à domicile

L'OFFRE PREMIUM

Accès à toutes les éditions départementales du journal numérique dès 4h du matin

Tous les contenus de ladepeche.fr en illimité sur ordinateur, tablette, mobile

Le flash info vidéo quotidien dès 18h30

Et toujours les avantages du Club Abonnés...

Pour toute information contactez le 09 70 80 80 81 (Appel non surtaxé, coût d'un appel local)

et par mail à depecheabos@ladepeche.fr.

Découvrez toutes nos offres sur clubabonnes.ladepeche.fr

Dimanche, en exclusivité dans LA DÉPÈCHE

Architecture : Vive le XX^e siècle !



Cinéma : Un Lotois au générique de « Jackie »



Insolite : Un Toulousain star de la télé sénégalaise



Chant : Vingt ans au chœur des « Eléments »



et en plus,

votre TV Mag

18 au 21 février 2017, revue thématique DD

et Femina

TV
MAGAZINE

LA DÉPÈCHE

femina



Quand les paniers sont trop gros, les adhérents de Sambanane se répartissent les légumes. / Photo DDM, Michel Viala

LES AMAP : PLUS QU'UN MODE DE VIE, UNE COMMUNAUTÉ

À l'arrière d'un utilitaire jaune, Benjamin, Simon et Philippe déchargent caisse après caisse. Salades, carottes, pommes de terre... que des légumes de saison. C'est à la maison de quartier sur le boulevard Matablau qu'a lieu tous les jeudis soir la distribution de paniers de légumes de l'Amap Sambanane. Et « ici, chacun met la main à la pâte » explique Benjamin.

Plus qu'une simple Amap, une communauté. Sambanane fonctionne sur un principe participatif. « C'est faisable car les gens aident ». Pour Philippe, la participation de chacun est nécessaire. Ce producteur à la barbe blanche, qui fournit tous les légumes de l'Amap, reçoit régulièrement des coups de main des adhérents. Pendant les hivers un peu rudes, ils sont nombreux à venir. « On tient à nos carottes » plaîtante Simon. Et le fait que les adhérents jouent le jeu, cela permet d'avoir une diversité des produits. Pour une centaine d'adhérents, c'est 32 paniers qui sont ainsi distribués chaque jeudi soir. Avec ses 8 kilogrammes en hiver (et 12 en été), un panier fournit des légumes toute la semaine pour une famille de 4 personnes. « Il faut compter 13 euros pour un demi-panier », explique Aline. Et on peut également

commander vin, bière, volailles et pains, le tout bio et local.

« Outre les bons produits, on recherche aussi une certaine ambiance » confie Benjamin en répartissant des carottes dans les paniers. Et ça se ressent. Les gens ne font pas que passer pour récupérer leur panier. Les membres de cette communauté se retrouvent autour d'un verre de bière, bio et locale bien sûr, et partagent un moment entre amis. Comme lorsqu'ils vont aider les producteurs dans leurs exploitations. La découpe des volailles, les récoltes... les adhérents s'engagent dès le début à prendre part à la vie de cette communauté. Et ce sont eux aussi qui assurent le lien entre le collectif et les producteurs. « On peut passer jusqu'à 4 ou 5 heures avec l'exploitant. » Concours de cuisine, concerts, ménous et autres coulisses, l'association se débrouille pour resserrer les liens entre les membres, et ça marche.

Même s'il fournit certaines cantines scolaires du Gers et des Bio-coop, Philippe aimerait fonctionner uniquement avec des AMAPs. « Je suis heureux de venir le jeudi soir. »

F. de V.

Plus d'informations sur : <https://amapsambanane.com/>

BARONNIES: DE LA VIANDE AU CHOIX

Les Paysans des Baronnies est une appellation proposant à la vente les produits issus de ce terroir, situé au pied du Parc national des Pyrénées. Cette appellation regroupe une dizaine de producteurs du département des Hautes-Pyrénées. La région présentant peu de cultivateurs, la majorité des produits sont carnés.

Le principe de l'appellation : réunir autour d'une table producteurs, consommateurs et distributeurs. Tous ensemble, ils établissent la charte. « Le travail se fait dans la transparence » précise Bernard Prieur, qui est à l'origine de cette initiative. La charte établit une qualité des produits qui est équivalente à celle des produits « bio ».

Le consommateur va pouvoir demander un certain type de produits au producteur, il va pouvoir choisir exactement ce qu'il désire. Le prix sera ensuite fixé par



l'ensemble du comité. Et tout le monde s'y retrouve. Le consommateur sait exactement ce qu'il consomme, le producteur perçoit la somme demandée et le distributeur a sa marge.

Avant la commercialisation de chaque produit, un comité de sélection, composé de tous les acteurs de cette filière, se déplace pour vérifier la qualité des produits : chaque bête est « inspectée » avant de décider de sa mise en vente. Ce principe peut être exporté sur d'autres terroirs, pas les produits. Bernard Prieur souhaite promouvoir les terroirs, et refuse par conséquent de vendre des produits d'appellation « Les Paysans des Baronnies » dans d'autres régions. Le but est de limiter le nombre d'intermédiaires.

F. de V.

Contact : paysans-baronnies.com
paysansdesbaronnies@laposte.net

GLACIERS ET LAITIERS RÉUNIS



Les entrepreneurs aussi cherchent à mettre en place des circuits courts. Ainsi, la Confédération nationale des

glacières de France (CNGF) vient de passer une convention avec les producteurs de lait des Hautes-Pyrénées. « Elle a pour objectif, explique le Tarbais Élie Cazaussus, pâtissier-glacier et président de la CNGF, que les laitiers puissent vendre leur produit à un prix plus élevé et que nous, les glacières, nous ayons un lait de proximité et de bien meilleure qualité ». La démarche de ce meilleur ouvrier de France glacier, détenteur de trois Coupes du Monde de pâtisserie, va bientôt essaimer dans toute la France. « Nous comptons signer dans tous les départements ce genre de convention qui contribue aussi à l'aménagement du territoire en conformité avec l'Occitanie, première région agricole de France. »

« cette initiative

DRIVE FERMIER TOLOUSAIN : LA BOUTIQUE VIRTUELLE DE LA FERME

Vous voulez acheter des produits fermiers mais vous n'avez pas le temps de flâner dans les rayons ? Il est possible de passer commande en ligne et de retirer votre panier plus tard.

Légumes frais, fromages, vins, viandes, foie gras, escargots, miel... les agriculteurs mettent en ligne leurs produits chaque semaine. L'objectif est de proposer une gamme de produits issus de l'agriculture de Haute-Garonne et de Midi-Pyrénées. Les producteurs préparent eux-mêmes votre commande et vous accueillent le vendredi pour vous remettre votre panier. 35 agriculteurs adhérents préparent environ 150 paniers par semaine. Et ce depuis 2014. C'est une initiative de la chambre d'agriculture de Haute-Garonne.

Comment ça marche ? Il suffit de passer votre commande avant le mardi minuit. Le vendredi, vous



qui vous le remettra.

Pour l'instant, les points de retrait sont répartis dans quatre communes. La ville de Toulouse en compte trois à elle seule. Mais l'association compte bien se développer. Elle souhaite faire entrer de nouveaux agriculteurs et développer de nouveaux points de retrait. Il vous sera peut-être même possible de vous faire livrer. L'association réfléchit à la mise en place d'un système de livraison à domicile ou sur votre lieu de travail.

F. de V.

Plus d'informations sur :

PRODUIT SUR SON 31, UNE PLATEFORME POUR LES PROS

Des producteurs qui ne parvenaient pas à écouter leur production d'un côté ; des consommateurs à la recherche de nourriture saine



et produite localement de l'autre : l'association Produit sur son 31 a saisi l'opportunité de faire le lien. En décembre 2011, des agriculteurs de Haute-Garonne et du Tarn se regroupent et fondent cette association loi 1901 avec pour objectifs de promouvoir les productions issues des exploitations agricoles de ces départements et de les valoriser par un débouché local. Le conseil d'administration est composé uniquement de membres des chambres d'agriculture de la Haute-Garonne et du Tarn, et d'exploitants des différentes filières de production que sont viande, épicerie, produits laitiers, fruits et légumes et boissons. L'association s'occupe de tout : groupement de l'offre, gestion, promotion, commercialisation et facturation des produits.

Pour structurer le tout : une plateforme de distribution installée sur le MIN (Marché d'intérêt national) de Foncède. En adhérant à cette plateforme, les producteurs s'engagent sur une charte de qualité et des cahiers des charges qui garantissent origine, traçabilité et fraîcheur des produits. Leurs clients sont uniquement des professionnels : la restauration collective, la restauration commerciale et les magasins. Cette marque repère permet d'identifier les pro-

REPAS BIO POUR LES ÉLÈVES GERSOIS

Nombreux sont les parents qui s'inquiètent de la qualité des repas à l'école. Pour les élèves gersois, plus de soucis. Depuis le 1^{er} janvier 2009, le conseil départemental s'est engagé pour une alimentation de qualité dans les cantines. Produits de saison, bio, labellisés et locaux sont préparés tous les matins par les chefs de cuisine.

Cette initiative s'appuie sur l'Agenda 21 et sur le Plan national nutrition santé qui est à l'origine du slogan « Mangez 5 fruits et légumes par jour ». La préparation de repas à base de produits frais livrés le matin même séduit de plus en plus les parents et les élèves. Le conseil départemental espère pouvoir exporter cette démarche dans d'autres sites de restauration collective comme les hôpitaux et les maisons de retraite. Un bon moyen de permettre le développement des

73

transport

Vers un retour possible des péniches sur le canal latéral

l'essentiel ▶

Une étude réalisée en 2016 conclue à la possibilité de relancer le transport de fret sur le canal latéral à la Garonne. Des discussions sont en cours entre les VNF, les villes de Bordeaux et Toulouse et les filières susceptibles d'adhérer au projet.

Il ne faut jamais dire fontaine. Vingt-huit ans après le passage de la dernière péniche sur le canal du Midi, et vingt-trois ans après la fin du trafic marchandise sur le canal latéral à la Garonne, le transport de fret pourrait reprendre du service entre Toulouse et Bordeaux. Une étude commandée au cabinet CTS en octobre 2016 par le service des voies navigables de France (VNF), les régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie et le grand port maritime de Bordeaux a conclu en octobre 2016 à la possibilité de relancer le fret sur les 193 km qui séparent Toulouse de Castets-en-Dorthe où le canal fait sa jonction avec la Garonne 46 km en amont de Bordeaux. Le cabinet CTS évalue à 2,5 millions de tonnes par an le poids des marchandises susceptibles de circuler entre les deux capitales régionales. Granulats et matériaux de construction représenteraient 70 % de ce fret. 12 % seraient constitués par des déblais, 5 % par des céréales, les déchets de biomasse compléteraient enfin le trafic. À l'arrivée les VNF tablent sur un gain de 2 à 5 euros par tonne transportée par rapport au coût du transport routier.

Sur les trois pôles d'activité de Toulouse, Agen et Bordeaux, ce retour du transport fluvial serait essentiellement dédié au BTP et dans une moindre mesure au transport de grain pour les gran-



Les VNF réaliseront un test de trafic d'ici la fin 2018./Photo DDM, archives

des coopératives céréaliers. À Toulouse il alimenterait en matériaux le futur chantier Toulouse Euro Sud-Ouest, et à Bordeaux la construction du nouveau quartier d'affaire Euratlantique.

Sur le papier, rien ne s'oppose ou presque au retour des Péniches et des barges. Car à l'exception des cinq écluses de Montech, dans le Tarn et

Garonne restées à l'ancien gabarit de 30 mètres, toutes les écluses ont été recalibrées à 40,5 mètres de long et 6 mètres de large dans les années 70. La circulation des grandes péniches Freyssi-

net. Le canal latéral pourrait donc accueillir de grosses péniches de 250 tonnes et des convois de barges de 500 tonnes. Selon les VNF le goulet de Montech avec ses écluses plus étroites ne poserait pas vraiment de problème. Puisque l'essentiel du trafic se ferait, comme par le passé en deux portions.

Entre Bordeaux et Montech, il serait alimenté par le fret du port de Bordeaux. Au sud de Montech ce sont les marchandises venues de Toulouse qui circuleraient sur la voie d'eau puis par la route jusqu'à Moissac.

Dans le courant de l'année les

« A Toulouse la construction d'un port sera nécessaire. Celui-ci pourrait être aménagé sur le site de l'actuel port de Lalande ».

VNF vont rencontrer les élus Toulousains et Bordelais et les professionnels des principales filières concernées pour leur demander s'ils sont intéressés par le projet.

Si entrepreneurs et élus choisissent de jouer le jeu, le port maritime de Bordeaux s'ouvrira au fret fluvial. Mais à Toulouse la construction d'un port sera nécessaire. « Celui-ci pourrait être aménagé sur le site de l'actuel port de Lalande », avance-t-on aux VNF.

Quant à l'impact de ce renouveau du transport fluvial sur l'environnement, il reste à mesurer dans sa globalité. Mais selon une estimation des Voies navigables de France, le retour des péniches pourrait se traduire par 200 camions de moins chaque jour sur la seule rocade bordelaise.

B.dv.

comminges

19 FEV. 2017

CHARLAS

Vers la création d'une unité de méthanisation



Emmanuel Boiryvent du bureau d'études PICS a présenté l'évolution du dossier méthanisation. /photo DDM HG

Cette année, l'assemblée générale de l'association cantonale de vulgarisation agricole (ACVA) était accueillie par le maire, Jean Pierre Duclos.

Autour du président Emmanuel Cagnin, l'association fédère les agriculteurs du territoire, promeut et anime l'agriculture locale, en participant au développement et au dynamisme, à l'image de son implication dans les Journées du Boulonnais en septembre dernier.

Les actions, cette année, ont porté sur la formation mettant l'accent sur les couverts végétaux et semis directs dans le but de limiter l'érosion et d'améliorer la vie du sol.

Le groupement d'intérêt économique environnemental (GIEE) qui vient d'être créé s'inscrit dans l'approfondissement de cette approche. Le projet d'installation d'une unité de méthanisation fait son chemin, dans la même logique environnementale et économique. L'état des lieux est en cours. Cela concerne-

rait une cinquantaine d'exploitations. Cette opération poursuit plusieurs objectifs : la diversification de l'activité des exploitations, leur pérennisation, la réponse aux contraintes environnementales, l'optimisation de l'épandage des effluents, la production d'une énergie renouvelable. Anaïs Layole de la Chambre d'agriculture est intervenue sur l'actualité qui touche la profession : la PAC, la modification des zones défavorisées, les zones vulnérables et « les nombreux dossiers réglementaires qui complexifient le quotidien des agriculteurs avec toujours plus de normes. »

Ludovic Germa technicien de rivière du bassin de l'Arros a exposé la gestion et la valorisation durable des ripisylves (végétation des bords de cours d'eau).

Pour la partie statutaire, le conseil d'administration qui renouvellera son bureau, a intégré trois nouveaux membres : Julie Duclos (Charlas), Didier Daunes (Larroque) et Jérôme Adoue (Boulogne).

D'où vient l'électricité que nous consommons en Haute-Garonne

20 FEV. 2017

l'essentiel

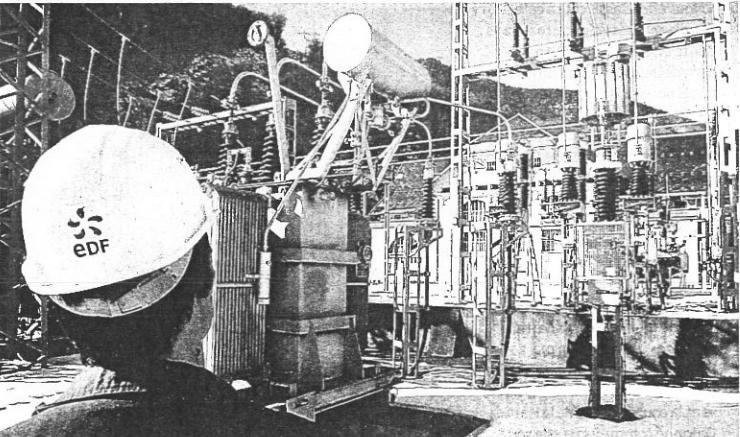
Nucléaire, éolienne, solaire ou encore hydraulique, l'électricité consommée par la population du département a de multiples sources qui varient chaque année, chaque saison, chaque heure. Le département consomme, mais produit aussi.

Les sources d'électricité varient non seulement chaque année, mais aussi chaque saison, chaque jour, chaque heure et chaque instant. Ainsi, au cours d'une journée, selon les conditions d'ensollement, par exemple, les sources d'électricité se complètent et se remplacent. L'électricité provient de la production du département et du reste de la région Occitanie, mais aussi des régions voisines, notamment de Nouvelle Aquitaine, et même de pays voisins comme l'Espagne.

La consommation électrique en Haute-Garonne est alimentée par un mélange de différentes sources qui se complètent, notamment la centrale nucléaire de Golfech située dans le Tarn-et-Garonne, à environ 90 km de Toulouse, mais aussi des sources d'énergies renouvelables, comme l'hydraulique venant des Pyrénées, ainsi que de l'éolien et du solaire.

Production : essentiellement des énergies renouvelables

L'électricité produite en Haute-Garonne est essentiellement d'origine renouvelable, avec de l'hydraulique, du solaire, de l'éolien et de la biomasse. De l'énergie thermique fossile complète



Ici, l'électricité produite par la centrale hydroélectrique du lac d'OO à Luchon. Photo DDM, Thierry Bordas, archives.

la production électrique du département. La production d'électricité en Haute-Garonne évolue, notamment grâce au développement des énergies renouvelables. La consommation évolue également, avec des efforts d'économie d'énergie mais aussi avec le développement de

La production d'électricité en Haute-Garonne évolue, notamment grâce au développement des énergies renouvelables.

nouveaux usages de l'électricité, à l'image de la voiture électrique. Si la centrale de Golfech est encore une importante source d'électricité, la transition énergétique est en route. Selon l'entreprise RTE (Réseau Transport

d'Électricité), chargée du transport d'électricité entre les centrales de production et les zones de consommation, 55 % de l'énergie produite en Occitanie en 2015 est d'origine nucléaire (soit une hausse de 26 % par rapport à l'année 2014, due à une plus forte sollicitation du nucléaire en 2015). Viennent ensuite l'énergie d'origine hydraulique (31 %), l'énergie d'origine éolienne (7 %), l'énergie solaire (5 %), les bioénergies (2 %) et enfin l'énergie thermique et fossile (1 %). En 2015, les conditions d'ensollement ainsi que l'augmentation du parc de production ont engendré une croissance de la production solaire de 23 % par rapport à l'année 2014. La région Occitanie a consommé en 2016 37,6 TWh d'électricité, ce qui représente 7,8 % de la consommation française. *Amélie Phillipson*

RTE POUR LE TRANSPORT DE L'ÉLECTRICITÉ

En charge du transport d'électricité depuis les centrales de production vers les zones de consommation, l'entreprise RTE (Réseau Transport d'Électricité) gère les lignes à haute et très haute tension, qui sont les autoroutes de l'électricité.

RTE a pour clients les producteurs d'électricité reliés au réseau, ainsi que les grands sites industriels et distributeurs qui acheminent l'électricité chez les particuliers. RTE a également pour mission d'assurer l'équilibre entre production et consommation d'électricité dans toute la France.

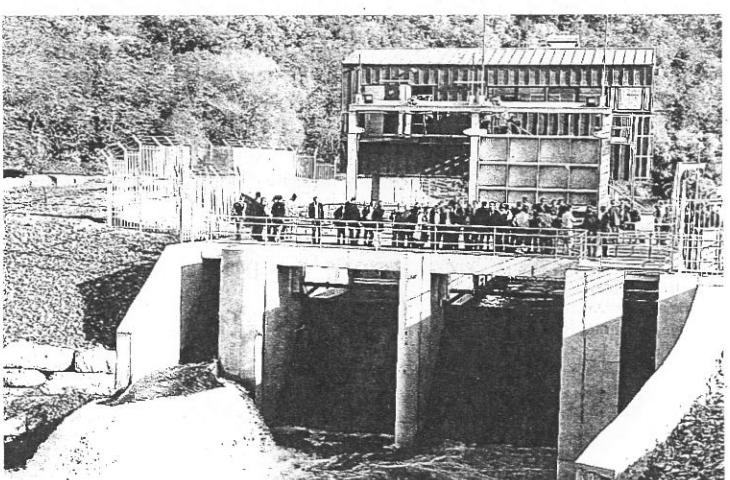
À Toulouse, le centre de dispatching de RTE gère 20 départements du Sud-Ouest de la France. L'équipe de RTE dispose d'un grand synoptique mural et d'écrans d'ordinateurs sur lesquels figurent toutes les lignes électriques et les postes de transformation du secteur Sud-Ouest. Le centre de contrôle de Toulouse est aussi équipé d'un dispositif permettant de prévoir et de suivre en temps réel la production éolienne et photovoltaïque sur l'ensemble du territoire national.

A.Ph.

TOULOUSE PRODUIT L'ÉQUIVALENT DE 83 % DE CE QU'ELLE CONSOMME POUR ÉCLAIRER SES RUES

La ville de Toulouse produit une partie de l'électricité qu'elle consomme. Et cela d'une façon écologique grâce à la Garonne. Depuis 1922, la mairie possède une centrale hydroélectrique installée sur l'île du Ramier, en aval, bien connue des Toulousains. Et depuis mi-2014, la municipalité a concrétisé un vieux projet, celui d'une seconde usine, en amont de l'île du Ramier, sur la chaussée de la Cavaletade, à hauteur de l'Oncopole. En 2014, une petite centrale photovoltaïque a aussi vu le jour sur les terrains de l'usine de traitement des eaux de Pech-David.

La production d'électricité provient pour la grande majorité de l'usine du Ramier (22 GWh en 2015). Puis de l'usine de la Cavaletade (3 GWh) et de la centrale photovoltaïque (0,3 GWh). Au total, Toulouse produit l'équivalent de 83 % de sa consommation d'éclairage public, selon le chiffre 2015, fourni par Emilion Esnault, conseiller délégué en charge de la Régie municipale d'électricité et de l'éclairage public.



L'usine de la Cavaletade, près de l'Oncopole, lors de son inauguration en octobre 2014. Photo DDM, archives, Michel Viala

de 64 %. La construction d'une nouvelle usine n'explique pas à elle seule cette progression. La consommation pour l'éclairage dans les rues a aussi diminué de 34 à 30 GWh « grâce à la modernisation du parc d'éclairage et à nos efforts », souligne l'élu. Moins de consommation, plus de production : l'effet ciseau, pour une fois, a joué dans le bon sens

pour les finances publiques...

La Ville possède deux usines hydroélectriques dans Toulouse.

Dans les faits, l'électricité est revendue à EDF. Le bénéfice de la Régie municipale d'électricité est ensuite réinvesti ou

versé dans les caisses de la ville. Une électricité verte, inépuisable et qui rapporte... Selon le débit de la Garonne la production peut varier.

Quatre centrales sont implantées dans la Ville rose au bord de la Garonne : les deux municipales, celles d'EDF au Bazacle et d'un privé, toujours au Bazacle, de l'autre côté de la chaussée. *J.-N. G.*

UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE EN PROJET

« Il n'y a plus de chute d'eau à exploiter sur la Garonne à Toulouse », observe Emilion Esnault, conseiller délégué. Plus de chute d'eau et donc plus de possibilité de produire ainsi de l'électricité. La ville a donc décidé de se tourner vers le photovoltaïque. Le projet d'une grande centrale est étudié depuis un an et demi. Et il pourrait voir le jour à proximité de l'Oncopole. L'objectif de la municipalité est ambitieux.

Si Toulouse produit aujourd'hui l'équivalent de 83 % de ce qu'elle consomme pour éclairer ses rues, le but est de dépasser les 100 % et donc de changer le référentiel de comparaison, en optant pour la consommation électrique de l'ensemble des bâtiments municipaux. L'éclairage public ne représente que 40 % de la consommation totale de la mai-

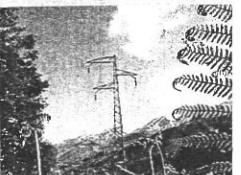
trise.

repères

37,6

TWh

CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ > En Occitanie. En 2016, la région Occitanie a consommé 37,6 TWh d'électricité, soit 7,8 % de l'électricité consommée au cours de l'année en France.



J.-N.G.

21 FEV. 2017

transport

200 euros pour passer au vélo électrique

Depuis hier et jusqu'au 31 janvier 2018, l'État octroie une aide de 200 euros à tous les futurs acquéreurs d'un vélo à assistance électrique (VAE). Cette aide, assimilable au « bonus écologique » des véhicules hybrides et électriques, est loin d'être superflue puisque le prix moyen d'un VAE en France est de 1 080 €, et peut atteindre 5 000 € pour les modèles les plus perfectionnés.

Une offre non cumulable

L'offre publiée au Journal Officiel ce samedi 18 février est plus précisément destinée à « l'acquisition ou la location de véhicules à moteur à deux ou trois roues, et de quadricycles à moteur électriques d'une puissance maximale nette du moteur inférieure à 3 kW et n'utilisant pas



Prix moyen d'un VAE : 1 080 euros./

de batterie au plomb ». Pour en bénéficier, il suffira de présenter sa facture d'achat à l'Agence de Services et de Paiement. Un portail internet devrait également ouvrir dans les prochaines

semaines. D'autre part, cette mesure concerne chaque acheteur et non chaque achat de vélo et n'est donc valable qu'une seule fois par personne. En outre, elle n'est pas cumulable avec les mesures accordées par de nombreuses villes ou agglomérations. L'offre réclamée par la Fédération des usagers de la bicyclette (FUB), le Réseau action climat ou la Fédération des usagers des transports (Fnaut) devrait permettre de dépasser le record des 100 000 VAE vendus en France en 2016. En effet, jusqu'ici, les aides à l'achat ou à la location de véhicules peu polluants étaient réservées aux voitures, camionnettes, deux ou trois roues motorisés. Pour bénéficier d'une subvention à l'achat d'un VAE,

il fallait se tourner vers sa mairie. Angers, Blois, Rouen... Une quarantaine de villes et agglomérations proposent déjà une aide à l'achat. Par exemple, la ville de Paris subventionne 33 % du prix d'achat d'un vélo à assistance électrique, dans la limite de 400 euros.

Depuis le 1er janvier, une prime de 1 000 euros est également accordée pour l'achat d'un scooter électrique. « Ce qu'il faut maintenant, c'est la révolution du transport propre, ce sont des villes respirables, c'est le transport électrique en ville, ce sont des modes de locomotion différents », avait justifié Ségolène Royal, la ministre de l'Ecologie en annonçant cette mesure en décembre dernier.

Fleur Olagnier

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

**SAINT-JEAN (31)
BAGNÈRES-DE-BIGORRE (65)**

M. Gilbert VIOLET, son époux ;
ses fils ;
ses parents et sa sœur,
les familles VIOLET, MOLINA,
GALLON et ALMENDRA
ont la douleur de vous faire part
du décès de

**Madame
Marie-Hélène VIOLET**

Née MOLINA

survenu à l'âge de 60 ans.
La cérémonie religieuse sera
célébrée le mardi 21 février 2017,
à 15 heures, en l'église de
Saint-Jean.

Un dernier hommage peut lui
être rendu à la chambre funé-
raire de Saint-Jean.
Le présent avis tient lieu de
faire-part.

S'informer : PF Saint-Jeannaises
Saint-Jean, Balma, tél. 05.61.35.04.05

18 FEV. 2017

SAINT-JEAN

22 FEV. 2017

Du blanc à la galerie La Mosaïque

La Galerie La Mosaïque reçoit Bernard Neulat, Jean-Pierre Viguier et MTA. Ce qui frappe en rentrant dans la Galerie pour cette exposition, c'est le blanc qui domine les peintures. Bernard Neulat peint à l'huile sur papier, ses peintures sont remplies de blanc d'où surgissent des silhouettes de villages perchés, soulignées par des touches de noirs et quelques coulées de couleurs franches. Il travaille au couteau, technique qu'il maîtrise parfaitement, il en fera une démonstration le samedi 25 février à 15 heures. Jean Pierre Viguier utilise également le blanc pour construire ses œuvres.

Nous n'avons qu'à laisser no-



Vendredi, lors du vernissage./Photo DDM.

tre esprit supposer ce que nous y eûmes perçoint : devinons l'azur de ses marines, la cadence du galop des taureaux, la note lancinante du saxo. Médecin de formation, MTA s'est convertit par passion à la sculpture céramique. Elle privilégie le modelage et la technique du raku. Par ses créations, elle libère cette technique ancestrale et la révèle dans un modernisme contemporain, entre animaux, personnages et pièces géométriques. Ses sculptures transmettent la joie, le plaisir et la spontanéité, trois connotations du terme « raku ».

*Exposition jusqu'au 1er mars.
Tous renseignements sur
<http://apanet.fr>.*

Challenge^s

Présidentielle 2017

Et le député le plus influent du quinquennat Hollande est...

L'agence de communication "Rumeur Publique" a classé les députés les plus influents à l'Assemblée nationale, dans la presse et sur les réseaux sociaux. Au final, assez peu de surprises...



Le frondeur Christian Paul est le député le plus influent du quinquennat selon l'agence "Rumeur Publique".

AFP

Quels sont les députés les plus influents sur les réseaux sociaux? Dans la presse? A l'Assemblée nationale? Alors que le quinquennat de François Hollande arrive à son terme, et avec lui la quatorzième législature, l'agence de communication Rumeur Publique tente de répondre à la question. Pour analyser le travail des 572 députés testés (sur 577), l'agence a recueilli le nombre d'amendements adoptés et de rapport signés par les parlementaires au cours des cinq dernières années.

L'influence des élus dans la presse est-elle quantifiée en nombres de mentions dans la presse nationale et locale sur l'ensemble de l'année 2016. Quant à leur classement sur les réseaux sociaux, il est établi à travers plusieurs critères dont le nombre de followers sur Twitter et de likes sur Facebook, le nombre moyen de retweets obtenu sur chaque tweet et le nombre de personnes ayant mentionné la page Facebook au cours des sept derniers jours.

Un frondeur socialiste en tête

En tête du classement sur "l'influence générale" des députés, on retrouve... un frondeur socialiste, Christian Paul. Le député de la Nièvre a réussi à faire entendre sa voix bien au-delà de l'Assemblée nationale en faisant voter des amendements contre l'avis du gouvernement et en le critiquant régulièrement dans la presse. Avec les débats enflammés autour de la Loi Macron, la déchéance de nationalité et la loi travail, les frondeurs ont bénéficié d'une forte exposition médiatique, dont a directement profité leur chef de file. A la deuxième place, un autre député socialiste, Laurent Grandguillaume, récompensé pour son travail sur les dossiers chauds du quinquennat: l'opposition entre les taxis et les Uber, les artisans et les auto-entrepreneurs... Enfin, le député Les Républicains, Eric Ciotti complète le trio de tête, réputé pour ses prises de positions ultra-sécuritaires, et ses orientations très à droite. A noter, la belle performance des écologistes qui classent trois députés dans le top 10: François de Rugy (n°5), Denis Baupin (n°7) et Cécile Duflot (n°8).

Sans surprise, les députés socialistes, qui détiennent la majorité à l'Assemblée nationale, sont ceux qui ont le plus d'influence en terme d'activité parlementaire. La rapporteure générale du Budget, Valérie Rabault, se classe ainsi en tête des parlementaires les plus influents à l'Assemblée, devant son collègue **Gérard Bapt**, lui aussi rapporteur, sur le Budget de la Sécurité sociale. Enfin, le député de Seine-saint-Denis, Razzy Hammadi arrive à la troisième position après avoir été rapporteur des projets de loi "Egalité et citoyenneté" et "Consommation". Dans l'opposition, un bon point pour Lionel Tardy, député LR de Haute-Savoie, qui est celui qui a fait adopter le plus d'amendement dans son camp.

La droite squatte la presse, le FN Facebook

Pour ce qui est de l'influence des députés dans la presse, primaire de la droite oblige, on retrouve en tête trois députés Les Républicains: François Fillon, Bruno Le Maire et Jean-François Copé (le classement a été réalisé entre janvier et décembre 2016). Derrière eux, le vainqueur de la primaire de la gauche Benoît Hamon, l'ancienne ministre du Logement Cécile Duflot ou le premier secrétaire du Parti socialiste Jean Christophe Cambadélis.

Le classement de l'influence sur les réseaux sociaux réserve un peu plus de surprises. Sur Twitter, c'est Nathalie Kosciuko-Morizet qui prend la première place devant ... Henri Guaino, habitué des coups de gueule sur le site de micro-blogging. Facebook est en revanche trusté par le Front national. Marion Maréchal-Le Pen et Gilbert Collard, les deux seuls députés du parti d'extrême droite à l'Assemblée nationale, sont les plus influents sur le réseau social. Une manière pour les deux parlementaires frontistes de s'affranchir des médias traditionnels pour parler directement à leurs électeurs.

22 FEV. 2017

le fait du jour

Heures perdues: le coût des bouchons

l'essentiel ▶

Les embouteillages toulousains coûtent cher en temps perdu : vingt quatre heures par an, estime l'étude annuelle d'une entreprise américaine du numérique.

Polution, argent, temps... les embouteillages nous coûtent cher. Et sans doute même de plus en plus cher. Chaque année, l'entreprise américaine INRIX, forte de ses applications de trafic en temps réel, diffuse un classement mondial des villes les plus embouteillées en estimant les heures perdues par les automobilistes. Dixième au niveau international, Paris, avec 65 heures dans les bouchons en 2016, est sur la première marche du podium pour l'Hexagone. La capitale est suivie de Marseille, Bordeaux... Toulouse arrive en neuvième position avec près de 24 heures perdues par an. Ce classement, proposé par un concurrent de Waze, TomTom et iCoyote, est à prendre avec des pincettes: en 2015, la même étude parlait de

35 heures perdues. À l'évidence, en 2016, les Toulousains n'ont pas gagné dix heures dans les bouchons... TomTom évoquait pour sa part 81 heures perdues en 2015.

Trajet domicile-travail

Ces chiffres, venus de l'économie du numérique, ont pour autant une vertu: tenter de mesurer le coût des embouteillages, préoccupation numéro 1 des habitants de l'agglo. Sur le terrain, Stéphane Abeilhou, taxi, porte-parole de l'Union nationale des taxis en Haute-Garonne, n'a pas vu d'amélioration. Au contraire, «la situation s'est aggravée. Il y a un mieux dans le

centre-ville. Mais le périphérique et ses abords sont devenus impraticables.» Le conducteur de taxi, qui place la démographie galopante à l'origine de l'engorgement, plaide pour un meilleur réseau de transports en commun et juge le métro «fantastique», tout en s'interrogeant sur la 3e ligne.

Pierre Cohen se demande éga-

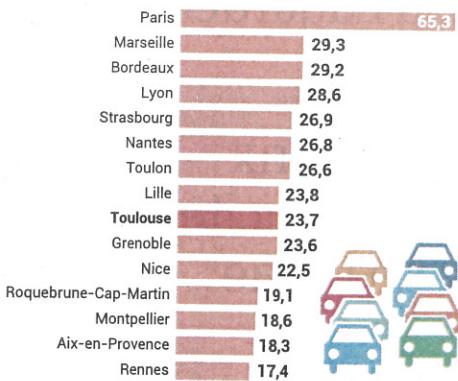
lement si ce projet majeur répond «aux déplacements domicile-travail». L'ancien maire de Toulouse plaide toujours pour «un maillage qui couvre tout le territoire», maillage de surface, avec des voies de bus réservées «pour rendre les transports attractifs» mais qui n'ont pourtant pas convaincu. Dans son programme de 2014, il proposait aussi «un bureau des temps» pour décaler les heures d'embauche des entreprises.

L'actuelle majorité fait valoir un investissement «sans précédent» de 3,8 milliards en faveur des transports en commun, incluant la 3e ligne. Et un Plan de déplacements qui «cible le trajet domicile-travail», affirme Jean-Michel Lattes, président du syndicat des transports en commun. Un élus qui reconnaît qu'avec les chiffres «vertigineux» de la croissance toulousaine, il y a urgence. Ce qui explique aussi le succès croissant du vélo et de l'autopartage.

Jean-Noël Gros

Les villes françaises les plus embouteillées

Temps moyen passé par un conducteur dans les embouteillages, en heures, en 2016



Source : INRIX (février 2017)

« ALLONS-Y À VÉLO », L'HIVER AUSSI !

Depuis 12 ans, l'association « 2 Pieds 2 Roues » (ex-Association Vélo) et la Maison du Vélo organisent « Allons-y à Vélo », pour inciter les salariés à se rendre au travail à vélo, mais aussi à aller chercher les enfants à l'école, faire les courses, etc. Cette année, l'édition estivale d'« AYAV » aura lieu début juin. Mais pour la première fois cette année, une édition d'hiver se déroule du 20 février au 3 mars. AYAV hiver 2017 encourage les cyclistes à inscrire leur entité et à y organiser des animations insistant sur la visibilité des cyclistes : opération « Cyclistes Brillez », distribution ou tirage au sort d'éclairages ou de chasubles fluos, communication sur l'importance d'être visibles. Et, comme pour les challenges de printemps, chaque entité sera encouragée à choisir une journée phare et à effectuer ce jour-là un comptage des personnes venues à vélo au travail, au collège ou à l'école. Près de 20 entreprises et associations, représentant plus de 1 500 cyclistes sont déjà inscrites : école maternelle de Labège, Cerfacs, Rockwell Collins, ENAC, ON Semiconductor, CPAM Haute-Garonne, Observatoire Midi-Pyrénées, ECA Sinters, ATOS, Caf de la Haute-Garonne, CLS, INDIGO, Centre de Biologie Intégrative de Toulouse (CBI), Météopole, SMTC-Tisséo, ZINC, Cres et EDB/Eco-Lab.

LA DÉPÉCHE DU MIDI

Nord-Est

22 FEV. 2017



L'AUTOPARTAGE PASSE LA VITESSE SUPÉRIEURE

+164% ! Le rythme des inscriptions au site d'autopartage toulousain Citiz a ainsi progressé depuis mai 2016, selon Céline Soulié, directrice générale de Mobilib-Citz, la société coopérative d'intérêt collectif qui porte l'offre d'autopartage sur l'agglomération toulousaine. Cette société, qui associe Toulouse Métropole et le SMTC Tisséo à son capital (18 % sont détenus par le SMTC) a enregistré 250 inscriptions supplémentaires en un peu moins d'un an, atteignant aujourd'hui les 2 000 abonnés. Depuis mai 2016, Citiz a déployé un nouveau service d'autopartage, appelé Yea !, en libre-service intégral, sans station, sans réservation grâce à la géolocalisation, avec une possibilité de retour en dépôt libre dans un périmètre élargi du centre-ville toulousain. « Ce service, qui propose 20 véhicules Smart 4 places

aux couleurs de Yea ! disponibles en centre-ville a dopé les inscriptions. Il est complémentaire du service traditionnel, proposé depuis 2009, avec 40 véhicules dont 8 hybrides, et 2 grands véhicules à 7 places, où la réservation se fait sur véhicules en emplacements dédiés, ce qui offre une garantie d'espace au retour », explique Céline Soulié. L'autopartage qui promeut une utilisation raisonnée de l'automobile, a pour effet de réduire le nombre de véhicules stationnés en ville, puisque ses utilisateurs se partagent les mêmes véhicules qu'ils n'empruntent que lorsqu'ils en ont un besoin réel. Un nouveau mode de transport qui soutient la collectivité Toulouse Métropole, qui va présenter une nouvelle subvention de 22 000 € au Conseil de la Métropole du 23 février pour pérenniser l'activité de cette société et

l'aider à atteindre l'équilibre économique. Sur trois ans, ce sont 150 000 € que Toulouse Métropole aura mobilisés en faveur de l'autopartage par le biais de Mobilib-Citz. Un mode de transport innovant qui peut s'allier aux transports en commun au moyen du Pass Economibilité, « qui allie la formule d'abonnement Fréquence + de Citiz à un abonnement illimité à Tisséo, à l'année, à un tarif privilégié d'abonnement à Tisséo et d'utilisation de Citiz », explique Céline Soulié. Un pack, introduit en mai 2016, qui a déjà séduit une centaine d'adhérents qui peuvent ainsi passer du métro, tram ou bus à une voiture pour des voyages hors agglomération, par exemple. Le réseau Citiz est présent dans 80 villes françaises avec 1 000 véhicules.

Philippe Emery

repères

2000

ABONNÉS > au service d'autopartage Citiz. Le site toulousain d'autopartage a gagné 250 abonnements depuis la création de Yea ! en mai 2016. Le rythme d'inscriptions à Citiz a progressé de 164 % dans le même temps.

Le nouveau service Yea ! de Citiz a dopé les inscriptions au site toulousain d'autopartage. Les véhicules à louer sont repérables n'importe où au centre-ville par géolocalisation. /Photo DDM-Xavier de Fenoyl.

interview

« CONTINUER À AMÉLIORER LES TRANSPORTS EN COMMUN »

Selon l'étude de l'entreprise américaine INRIX, les Toulousains ont passé 24 heures dans les bouchons l'an dernier. Constatez-vous chaque jour que la situation empire ou s'améliore ?



Michel Ribet, président régional de l'Automobile Club du Midi

Personnellement, j'habite à Saint-Gaudens. Je fais des trajets réguliers vers Toulouse depuis 7 ans, et je constate que la circulation sur la rocade empire chaque année. Avec près de 10 000 habitants supplémentaires chaque année dans l'agglomération, comment cela pourrait-il en être autrement ?

Quelle stratégie adoptez-vous pour éviter les bouchons ?

Quand j'ai un rendez-vous à 9 heures par exemple, je quitte mon domicile à 7 h 15. C'est la pire heure pour arriver sur Toulouse. Je compte 1 h 30 de trajet, contre 1 heure environ lorsque ça roule mieux. Je n'ai pas le choix. Chaque automobiliste trouve ses petites adaptations, mais c'est difficile de partir aussi tôt de son domicile quand on a des enfants à accompagner à l'école, par exemple.

Quels axes d'amélioration préconisez-vous ?

C'est un ensemble, toutes les mesures sont bonnes à prendre. D'abord, agrandir les parkings relais du métro, qui sont souvent saturés. Construire de nouveaux parkings relais plus éloignés de Toulouse, en les connectant au réseau de transports. La construction d'une nouvelle rocade de contournement ? On en parle depuis longtemps, mais je pense qu'il faudra y venir. Le covoiturage doit aussi se développer.

Vous préconisez de renforcer les parkings relais, mais vous-même avouez ne pas les utiliser pour venir en centre-ville.

Comment rendre les transports en commun plus attractifs ?

Il faut continuer à mailler le territoire, comme le font la Métropole et Tisséo. Rendre les transports attractifs, c'est d'abord les rendre plus rapides et efficaces. Davantage que la voiture.

Mettre en place un péage urbain, comme le préconise notamment l'association de cyclistes et piétons « 2 pieds 2 Roues », qu'en pensez-vous ?

Je ne pense pas que cela soit une mesure efficace. Certains n'ont pas le choix. Ils sont obligés de vivre loin de Toulouse à cause du prix des loyers. Comment feront-ils pour venir sur Toulouse ? Ils paieront. Prendre le train ? C'est encore un axe à améliorer. Aider à l'achat de vélos à assistance électrique, comme le fait désormais l'Etat ? C'est du positif, mais principalement pour les courts trajets.

Propos recueillis par C. Dm.

LA DÉPÉCHE

DU MIDI

Nord-Est

22 FEV. 2017

SAINT-JEAN

Les familles WELSCH, CERESOLI,
SAINT-BLANCAT et CASTET
vous font part du décès de

Monsieur Christian WELSCH

La cérémonie civile sera célébrée
le vendredi 24 février 2017, à 12 h
30, au crématorium de
Cornebarrieu.

S'informer : P.F. Barrué, Aucamville
Tél. 05.62.75.31.75

SAINT-JEAN



À l'accueil de la mairie, l'un des panneaux de l'Ademe est consacré aux gestes simples pour économiser l'eau.

Bons plans pour économiser l'énergie

Lundi 27 février prochain, de 13 h 30 à 16 heures, à la Résidence du Soleil, route de Montrabé, rendez-vous est donné pour un atelier sur les économies d'énergie. Des conseils volontairement très pratiques pour permettre à tous les Saint-Jeannais, soucieux de l'état de la planète et/ou de celui de leur portemonnaie, de réaliser des économies sur leurs prochaines factures de gaz, d'électricité et d'eau !

23 FEV. 2017

L'atelier, dont le sujet est en lien direct avec la thématique municipale « Préservation des ressources naturelles », est d'ores et déjà devancé par l'accueil d'une exposition de l'Ademe (Agence de l'environnement et de maîtrise de l'énergie) visible sur différents sites de la commune, dont le hall de la mairie, Espace Victor-Hugo et la Maison des Solidarités.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre la Maison des Solidarités départementale, le CCAS de L'Union, le CCAS et centre social de Saint-Jean ainsi que le service Info-Energie de Toulouse Métropole.

La participation à l'atelier est gratuite. Il est toutefois nécessaire de s'inscrire pour bénéficier du kit d'équipements économies qui sera remis aux participants.

Renseignements et inscriptions au 05 34 25 50 50.

23 FEV. 2017

SERIE 2/4

Reportage/Choses vues en Syrie

Détresse humanitaire face à l'embargo



De notre envoyé spécial en Syrie
Pierre Challier

La guerre. Les hommes la font. Les femmes la subissent. Assumant le quotidien. Voilées ou non, elles peuplent les salles d'attente d'Alep. Pour obtenir des médicaments au Croissant rouge. Une aide paroissiale ou communautaire. Parce qu'il n'y a plus de travail mais qu'il faut manger et se chauffer, a fortiori lorsqu'il fait -5 °C en février... Silhouettes silencieuses qui veillent un proche, patientent pour la consultation, leur enfant sur les genoux dans les couloirs des hôpitaux. Toutes religions confondues.

Pour elles, il n'y a pas d'Alep Ouest ou d'Alep Est : il y a leur famille, hachée d'éclats ou broyée par les décombres. Leur chair qu'il faut soigner et qui gît là, depuis bientôt cinq ans sur un même lit de douleurs. Mais « quantité de médecins sont partis, il ne reste plus qu'un chirurgien cardiaque pour 1,5 million d'habitants, 70 % de nos matériels d'examen sont inutilisables faute de pièces de rechange et nous manquons de médicaments, de sérums, d'équipes d'anesthésie-réanimation d'où beaucoup de morts », fulminent invariablement les équipes médicales d'Alep, hospitalières ou ONG, dénonçant l'embargo.

Profiteurs de guerre

« C'est la population, les plus fragiles qui en souffrent le plus et pendant ce temps-là d'intermédiaire en d'intermédiaire pour acheminer pièces et produits, l'embargo



Kamel et sa femme, malade, ont réussi à échapper à Daech. / Photo DDM P.C.

nourrit surtout les profiteurs de guerre ! », se fâche Mgr Chahda, l'archevêque catholique syriaque, les églises étant aussi en première ligne pour aider les Alepins... Mais sans le sou, devant également faire face à cette interdiction de toute transaction financière avec l'étranger.

Enchaînant les rencontres, trois cardiologues et un chirurgien notent, demandent des listes de première nécessité : Victor Fal-louh, Antoine Salloum, Gérard Bapt et Daniel Roux. Franco-syriens pour les deux premiers mais tous Toulousains, ils conduisent cette mission d'évaluation des besoins médicaux-sanitaires à Alep. Et partout, la

réponse de leurs collègues syriens est claire : « on manque de tout ». Judith Badeh a 16 ans. Elle a été blessée au ventre par une roquette et opérée plusieurs fois. Depuis six semaines, elle est en soins intensifs à l'hôpital al-Razi. À son chevet, le Dr Batekh assure qu'ils ont des anti-douleurs. Le regard foudroyant de la jeune fille au teint livide claque comme un démenti puis essaye de faire bonne figure, face aux visiteurs.

Embargo... En décembre, le monde entier ne parlait que « situation humanitaire à Alep ». Mais après les 12 400 victimes civiles recensées en quatre ans dans le sec-

teur gouvernemental et les 29 000 blessés dénombrés pour la seule année 2016, « depuis la libération de la ville, c'est le silence sur Alep alors que la situation humanitaire reste très grave », constatent les médecins syriens restés à leur poste.

Pasteur, hier et aujourd'hui

Embargo... « Qu'on ne demande pas à un malheureux : de quel pays ou de quelle religion es-tu ? Mais qu'on lui dise : tu souffres. Cela suffit. Tu m'appartiens »... répond à présent la citation de Pasteur, gravée dans le marbre, à l'entrée de l'hôpital al-Kalima, où la dialyse est facturée 700 livres, soit un peu plus de 1 € voire... rien, pour les plus démunis pris en charge par les ONG.

D'où la sérénité retrouvée de Kamel al-Has-san, agriculteur sunnite de 72 ans, près de sa femme Maryam, 67 ans. « Notre village de Sheikh Najar était tombé sous la coupe de Daech. Ils nous ont pris la maison, ils ont égorgé des hommes au village voisin parce que personne ne comprenait leur religion... et pour faire dialysier ma femme à la petite ville à côté, ça nous coûtait 8 000 livres ! Ils rackettaient tout ! », raconte Kamel. Finalement il a réussi à fuir il y a un an en poussant sur plusieurs kilomètres Maryam dans un chariot et remercie Dieu : « on est enfin libre et je peux aller où je veux ! »

Gratuité des soins : la fierté de tous, « mais on manque de tensiomètres, de stéthoscopes, d'échocardiographie, on n'arrive plus à couvrir les coûts, non plus, et le carburant manque », confie le directeur. L'eau et l'électricité ayant été coupées par les jihadistes, l'essence des générateurs, vitaux, parfume désormais tout, y compris les hôpitaux. Et l'angoisse de la coupure n'a plus le même sens pour les chirurgiens...

CIRCULATION. Le périphérique de Toulouse va-t-il être rééclairé ou totalement éteint la nuit ?

Largement plongé dans le noir, le périphérique de Toulouse va-t-il bénéficier d'un nouvel éclairage d'ici l'été ? Le préfet va en discuter avec le maire Jean-Luc Moudenc.

Depuis le mois de décembre 2016 et l'ouverture de l'échangeur de Borderouge au nord-est de Toulouse, le périphérique toulousain possède une portion très bien éclairée la nuit.

Éclairage neuf à Borderouge

« C'est une section nouvelle et donc éclairée en tant que telle. C'était inscrit dans notre cahier des charges et nous avons appliqué ce qu'on nous a demandé d'appliquer. En tant que concessionnaire, on ne fait pas ce qu'on veut, on construit ce qu'on nous demande de construire », explique Vinci Autoroutes qui gère toute la partie Est du périphérique.

Si ce nouveau tronçon du périphérique inauguré a totalement été remis en lumière, cela vaut-il pour autant dire que tout le périphérique, qui depuis plusieurs années est largement plongé dans le noir, va être à nouveau totalement éclairé ? Pas nécessairement...

Le nouvel éclairage mis en



Entre Balma-Gramont et le Palays, la portion de périphérique gérée par Vinci Autoroutes est plongée dans le noir depuis des années. © David Saint-Sernin

place sur quelques centaines de mètres pourrait en effet demeurer sans suite.

C'est à l'État, représenté localement par la Direction interdépartementale des routes du Sud-Ouest (DIRSO) qui va revenir la décision de remettre de l'éclairage sur l'ensemble du

périphérique de Toulouse.

Suite à un diagnostic mené en 2015 et 2016, l'État, va devoir trancher entre plusieurs options : remettre de l'éclairage partout, rallumer partiellement certains endroits stratégiques, ou carrément plonger dans le noir tout le périphérique – et donc la

nouvelle portion nouvellement éclairée à Borderouge -.

Un choix qui sera pris après des discussions avec la Ville de Toulouse qui gère via une convention « l'entretien des ampoules » sur la portion gérée par la DIRSO. « Le préfet et le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, doivent se rencontrer prochainement pour évoquer le sujet », indique un observateur de ce dossier.

Rencontre entre le préfet et Moudenc

Plusieurs critères, la sécurité des conducteurs, les économies d'énergies à réaliser et le coût de l'investissement à réaliser pour remettre l'éclairage à neuf sur l'ensemble du périphérique seront certainement mis dans la balance, à l'aune de certaines expériences menées ailleurs en France comme à Caen (Calvados). L'étude de la DIRSO servira de base à cette discussion.

Les tronçons entre l'échangeur du Palays et celui de Balma-Gramont sur le périphérique Est (gérée par Vinci Autoroutes),

ainsi que les portions entre Sesquières à La Cépière, puis Rangueil et Langlade (gérées par DIRSO), tronçons qui sont déjà partiellement dans l'obscurité depuis des années, seront concernés au premier chef par cette décision stratégique.

Un coût estimé à 10 millions d'euros

Sur la partie Est dont la société à la gestion, Vinci Autoroutes indique être « en attente de ce que le groupe de travail mené par la DIRSO sous l'égide de la préfecture va nous dire ».

En 2015, la DIRSO estimait que remettre l'éclairage sur la totalité du périphérique toulousain coûterait 10 millions d'euros. La même DIRSO pensait comme « peu probable » le scénario de l'extinction totale. Si on s'en tient à ce début de réflexion, l'extinction partielle avec l'éclairage des échangeurs pourrait être la troisième voie choisie... Plus que quelques semaines à attendre avant que la lumière soit... David Saint-Sernin

LE PÉRIPH' DANS LE NOIR : POURQUOI ?

Vols de câbles et matériel obsolète, c'est le cocktail qui fait que les automobilistes toulousains roulent dans le noir. Sur le périphérique Est, ce sont les vols de câble qui sont la cause de l'extinction totale des feux. « Malgré le travail efficace de la police et de la gendarmerie qui démantèlent des réseaux et retrouvent les auteurs de ses actes de vandalisme, nous avons subi encore dernièrement des vols de câble, à l'instar de ce qui se passe sur les lignes ferroviaires. Cela représente des quantités assez importantes et donc des investissements assez lourds », indiquait Vinci Autoroutes à *Voix du Midi Toulouse* en 2015.

Sur la partie Ouest et Sud gérées par l'État, c'est l'obscurcissement du réseau qui est la cause.

Recyclage du verre : pourquoi Toulouse est à la traîne...

Les habitants de Toulouse et de sa métropole sont à la traîne en matière de recyclage de verre. De nouvelles bornes de récupération devraient les aider à s'améliorer. Explications.



En 2016, les Toulousains ont recyclé 10 % de verre en plus que l'année précédente. © Pixabay

Seulement une bouteille en verre sur deux recyclée par les habitants de Toulouse Métropole... Avec ce chiffre, les Toulousains font office de mauvais élève en matière de valorisation du verre, puisqu'ils sont bien en-dessous de la moyenne nationale. En France, on recycle en effet deux bouteilles en verre sur trois. Afin de combler ce retard, Toulouse Métropole et Eco-Emballages ont lancé fin 2014 un grand plan d'actions. Objectif : augmenter de 30 % la quantité d'emballages en verre collectés en quatre ans, soit 4 000 tonnes de verre supplémentaires à l'horizon 2018.

En ce sens, une campagne de densification des bornes de collecte a été menée au cours de l'année 2016. Ce sont 414 containers à verre supplémentaires qui ont été installés sur Toulouse Métropole, dont 360 rien que pour la commune de Toulouse. Avec cette augmentation de 30 % de l'équipement,

cher que si elle est recyclée », analyse ainsi Marc Pétré, vice-président de Toulouse Métropole en charge des Déchets urbains. « Chaque tonne de verre qui part à l'incinérateur coûte 200 euros de plus à la collectivité qu'une tonne de verre recyclé ». Un gaspillage d'autant plus grand que le verre est une matière qui se recycle à l'infini... C'est d'ailleurs cette idée d'un « recyclage à l'infini et au-delà » que la campagne de sensibilisation des Toulousains a repris en 2016.

« L'optimisation de la filière de recyclage du verre est un vrai enjeu écologique mais aussi économique, souligne Laure Poddevin, directrice régionale d'Eco-Emballages. Elle permet non seulement d'économiser des ressources en eau et en matières premières et d'éviter la pollution liée à l'enfouissement ou l'incinération des déchets en verre, mais elle permet de générer du travail, comme par exemple à la verrerie d'Albi qui emploie 300 personnes ».

Si l'objectif des + 30 % d'ici 2018 est atteint, Eco-Emballages estime que ce sont 40 millions de nouvelles bouteilles en verre de 75 cl supplémentaires qui pourront être fabriquées grâce à ce recyclage chaque année.

Une appli vous aide à trier

Entre campagne de sensibilisation et installation des nouvelles bornes de collecte, les chiffres du tri du verre connaissent déjà une amélioration sur l'année 2016, avec une augmentation des tonnages collectés de 10% par rapport à 2014. Au cours de l'année dernière, chaque habitant de Toulouse Métropole a ainsi trié près 22 kg d'emballages ménagers en verre. Mais il faudra encore poursuivre les efforts pour atteindre les 26,2 kg par personne et par an visés pour 2018. Alors, si vous avez besoin d'un petit coup de pouce, téléchargez l'application mobile « Guide du tri » (gratuite) : elle vous aidera à y voir plus clair sur ce que vous devez faire de vos différents types de déchets, mais aussi à trouver les bornes de collecte les plus proches de vous, ou encore à suivre l'actualité du tri sélectif.

Le tout en épargnant à l'atmosphère quelque 8 500 tonnes de CO2... D. R.

Fruits et légumes : Potager City débarque

Né à Lyon, le concept s'étend désormais à de nouveaux territoires, dont Toulouse.



Les livraisons pourront être réalisées d'ici la mi-avril. © Wikimedia Commons

coopératives d'autres pays a été établi pour permettre davantage de diversité en hiver, des fruits exotiques sont ainsi également proposés. Enfin, en bonus, des fiches recette et astuces cuisine viennent agrémenter les paniers. D'autres initiatives du genre avaient déjà vu le jour dans la région, comme les paniers « clé en main » de Yes You Cook ou encore les paniers bios adaptés pour les tout-petits livrés dans les crèches toulousaines. Après avoir déjà fait ses preuves dans trois régions, Potager City par à la conquête de la Ville rose. « Il est important pour nous de se développer dans cette région », témoigne Louis Gayraud, responsable du développement. La société travaille avec 16 producteurs locaux (région Aquitaine, départements de Tarn-et-Garonne et du Gers).

C. S.

LE BUREAU DES QUESTIONS EXISTENTIELLES

Pourquoi y a-t-il autant de sangliers autour de Toulouse ?

GROIN GROIN. Du Virgin Megastore en 2011 aux jardins particuliers saccagés, les razzias de sangliers se multiplient à Toulouse. Est-ce une tentative d'invasion porcine ? Le Journal Toulousain sabote leur plan.

/// Par Brice Bacquet

«Le 10 février, je travaillais tranquillement dans ma boutique quand, tout à coup, j'ai vu débouler du parking un sanglier qui est venu s'écraser sur la porte vitrée», raconte Jean-Claude Gomes, gérant d'Optique Gratentour, contacté par téléphone. L'animal, complètement déboussole par l'impact, s'engouffre alors dans le magasin. «J'étais surpris, mais j'ai eu le réflexe de récupérer mon smartphone pour filmer la scène», poursuit l'opticien. La suite, beaucoup la connaissent grâce à une vidéo de deux minutes publiée le lendemain sur les réseaux sociaux. La bête se heurte aux murs avant de terminer sa course à l'extérieur.

«C'était malheureux parce qu'il se prenait les vitrines, au lieu de ressortir par la porte encore ouverte», se souvient le témoin.

C'était une première pour l'opticien. À Gratentour, apercevoir un sanglier n'est pas chose commune. Sa boutique se situe près

Au-delà de l'épisode de Gratentour, ce phénomène toucherait plusieurs régions françaises. Dans les années 1980, Bruno Cargnelutti et une équipe de scientifiques de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) s'étaient déjà penchés sur le su-

«C'est normal qu'ils aillent chez l'opticien, les sangliers n'ont pas une très bonne vue»

d'axes routiers et il n'y aurait aucun bois aux alentours. Pourquoi l'animal était-il là ? Est-ce le début d'une grande invasion ? Jean-Claude Gomes tente une explication : «Il fuyait peut-être une battue ou la destruction de son habitat par un quelconque chantier.»

jet. «Il y avait une forte population de sangliers du côté de Vieille-Toulouse, Goyrans, au bord de la Garonne et sur son confluent avec l'Ariège», explique le membre du laboratoire Comportement et écologie de la faune sauvage. «Il faut savoir que c'est une espèce qui

vit en forêt, mais ces animaux sont souples et parfaitement capables de s'adapter à un environnement peu forestier voire pas du tout tant qu'ils ne sont pas dérangés par des promeneurs ou des chiens», poursuit-il.

Le spécialiste voit un lien entre la mise en friche du site d'AZF et leur présence autour de Toulouse. «Il est certain qu'avec la disparition de l'usine, de nouveaux secteurs de quiétude pour les sangliers sont peu à peu apparus, et cela à quelques pas de la ville», informe-t-il. «Ces espaces ont par la suite certainement été colonisés.»

Pourtant, aucune invasion en perspective. Bruno Cargnelutti rassure les lecteurs effrayés : il n'y a pas prolifération inquiétante de sangliers dans la métropole.

Quant à leurs expéditions dans les rues toulousaines, le chercheur avance une hypothèse. «Les incursions d'animaux en centre-ville pourraient être le fait de bêtes poussées par des chiens lors des battues mais ce n'est qu'une supposition.» Et d'ajouter avec un humour certain : «C'est normal qu'ils aillent chez l'opticien, les sangliers n'ont pas une très bonne vue.»

Bricebacquet



S'ABONNER, C'EST NOUS SOUTENIR !



/// ABONNEMENTS WEB À DÉCOUVRIR
SUR : www.lejournaltoulousain.fr

OUI je m'abonne au Journal Toulousain

1 AN 2 ANS

Mme Mlle M.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

CP : _____ Ville : _____

Courriel : _____

par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulousain

par carte bancaire n° : _____

expire fin : _____ 3 chiffres figurant au dos de votre carte : _____

Signature obligatoire

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à :
Le Journal Toulousain
32 rue Riquet, 31000 Toulouse

SAINT-JEAN

24 FEV. 2017

Premier chapitre des Tasto Mounjetos

La chancellerie du Toulousain de la Confrérie pacifique des Tasto Mounjetos du Comminges, inaugurerà, dimanche, son premier chapitre à Saint-Jean. Cette cérémonie conviale se déroulerà en l'Espace René-Cassin, dédié aux prix Nobel de la Paix.

Le Saint-Jeannais Bernard Boulouys, chancelier du Toulousain, sera heureux d'adoubier le maire Marie-Dominique Vézian au titre de Nonette de la Confrérie, parmi les 11 nouveaux intronisés.

« La commune de Saint-Jean aura le privilège de s'associer à la défense des valeurs et de la culture pyrénéenne au sein



Une délégation des Tasto Mounjetos menée par Bernard Boulouys assistait, à Saint-Jean, à la soirée du Gaillac primeur.

de notre Confrérie reconnue au Patrimoine culturel et immatériel de l'Unesco et adhérente au Conseil européen des Confréries » précise Bernard Boulouys. Après les intronisations, l'autre moment fort sera le déjeuner autour du haricot roi avec le mounjetado : haricots blancs, saucisse, confit de canard, pied de cochon et couennes.

« Notre confrérie pacifique défend des valeurs et des traditions de notre culture régionale comme l'amitié, la convivialité, l'esprit festif et la fidélité » ajoute Bernard Boulouys.

Pour tous renseignements : 06 30 73 19 44.

SÉCHERESSE : IL FAUT DÉJÀ PENSER À ÉCONOMISER L'EAU

24 FEV. 2017

Il a très peu plu en Haute-Garonne et dans les départements voisins depuis la fin de l'année. Seulement quelques gouttes en janvier et un peu de pluie début février qui a permis de réactiver les débits des cours d'eau. Météo France ne prévoit pas de précipitations dans les prochains jours. Le déficit pluviométrique est important (50 % de moins que ce qui tombe d'habitude en cette période. Dans ce contexte, le préfet de région Pascal Mailhos a tenu à réunir tous les acteurs de l'eau pour faire un point. Une première si tôt dans la saison. « La situation n'est pas catastrophique mais elle est fragile, ce qui

Le préfet appelle tous les usagers à une utilisation économique et responsable de l'eau

implique une grande vigilance » indique Mélanie Tauber, responsable du service environnement police de l'eau à la DDT (direction départementale des territoires). « Le taux de pluviométrie influence plusieurs choses, les niveaux des cours d'eau, mais aussi le remplissage des barrages et celui des nappes souterraines. Or en période estivale, à partir de juin, c'est ce qui permet de soutenir les débits. Avec un impact pour l'irrigation des terres agricoles et pour tous les usages de la vie quotidienne ». Le niveau des nappes phréatiques est actuellement en dessous de la moyenne sur la Garonne, et très



Le niveau de la Garonne a parfois été spectaculairement bas l'été, comme ici en septembre 2011/DDM. Nathalie Saint-Affre, archives.

faible sur l'Ariège. « La situation peut encore évoluer favorablement » souligne M.Tauber à la DDT. Une grande partie du remplissage des nappes et des retenues s'effectue en général entre les mois de février et de mai. Autre élément à prendre en compte, la fonte des neiges. Le stock neigeux est moyen cette année. Deux retenues dont bénéficie la Haute-Garonne sont surveillées de près : le système Neste, en amont de Lannemezan, qui irrigue les affluents de la Garonne et la retenue de Montbel en Ariège. Les volumes stockés dans les retenues pyrénéennes d'EDF utilisés pour le soutien d'étiage de la Garonne (51 millions de mètres cubes) sont quant à eux garantis pour 2017. Conclusion de la réunion de mercredi à la préfecture, Pascal Mail-

hos demandé « une vigilance particulière dans les prochains mois », même si la situation n'est pas encore définie comme « exceptionnelle ». L'Etat et tous les acteurs concernés vont continuer à suivre l'évolution de la situation et referont un point d'ici un mois. Aucune mesure d'urgence n'apparaît nécessaire mais le préfet appelle « tous les usagers à une utilisation responsable et la plus économique de la ressource en eau ». L'eau est de plus en plus rare et précieuse, même en période hivernale. Même les petits gestes quotidiens comptent, comme ne pas laisser couler l'eau pendant qu'on se lave les dents, prendre des douches plutôt que des bains, réutiliser l'eau de rinçage des légumes pour arroser les plantes...

S.R.

25 FEV. 2017

SAINT-JEAN

Gros succès pour la Tournée SO TFC

Mais que d'émotion ! Et que de joie aussi sur le stade Roger-Pujol, mercredi dernier. Des centaines de jeunes footballeurs et supporters de la région ont rencontré leurs idoles, les joueurs du TFC. Cette amicale et sportive manifestation s'inscrit dans le cadre de la Tournée SO TFC, qui les voit chaque saison aller à la rencontre des équipes locales. L'équipe et le coach Pascal Dupraz ont été accueillis par le maire Marie-Dominique Vézian, son adjoint aux Sports Claude Brana et Daniel Nadalin, président du BMSJ. Dans son discours de bienvenue le maire a souligné : « Je suis heureuse de voir autant de professionnels disponibles pour nos enfants ».

À partir de 14 h 30, plusieurs clubs du District et une équipe du TFC ont participé à un « Festi-Foot ». Les joueurs du TFC ont été également présents auprès des footballeurs en herbe et des spectateurs pour des dédicaces et des séances photos. « C'est génial de voir pour de vrai tous ces joueurs et de pouvoir leur parler » résumait le jeune Dylan. De son côté Océane confiait : « Je suis contente de voir que le foot s'ouvre aux filles, car c'est vraiment un sport attachant ».

Tous les jeunes avaient ce je-ne-sais-quoi de lueur dans les yeux. Et du rêve comme des myriades d'étoiles en compagnie de leurs stars.



Jeunes amateurs et professionnels du TFC unis par une même passion au stade Pujol./Photo DDM

Le TFC en visite à Saint-Jean

Tous fans de foot

25 FEV. 2017



Photo de groupe en attendant les pros



Courir au côté d'un joueur du TFC, un honneur!

Mercredi dernier, tous les fans de foot de Saint-Jean et des environs étaient complètement TFC ! Dans le cadre de leur tournée SO TFC qui



Le Centre de Loisirs de l'Ecole du Centre

voit chaque saison les joueurs pros aller à la rencontre des jeunes footballeurs et supporters de la région, l'équipe du TFC était de passage à Saint-Jean. Après le « festifoot », tournoi qui a fait se rencontrer 24 équipes U8/U9 du district, est enfin arrivé le moment tant attendu : l'entrée des pros sur la pelouse du stade saint-jeannais ! Poignées de mains,



Le Centre de Loisirs de Castelmaurou avait fait le déplacement

photos, séance d'auto-graphes... la bonne humeur était dans l'air et dans les yeux des enfants et de leurs parents, flattés de cette illustre visite.

FG3

L'éco-pâturage gagne Saint-Jean

La commune recrute cinq chèvres pour l'entretien des Planes

Lundi dernier se tenait une réunion d'information sur un évènement qui va rendre plus verte notre commune : l'utilisation de l'éco-pâturage comme méthode alternative d'entretien des espaces boisés. Le projet a été présenté en présence de Mme le Maire et de plusieurs conseillers municipaux, de Pascale Puibasset, en charge du développement durable à Saint-Jean, de Vincent Bourrel, co-gérant de l'association Entretien Nature et Territoire qui accompagne les collectivités désireuses de recourir à l'éco-pâturage, et de Bruno de Viviès, éleveur de chèvres des Pyrénées. Si la pratique de l'éco-pâturage se développe de plus en plus en France, on constate que l'Occitanie est plutôt à la traîne en la matière et que, autour de Toulouse, seule Cugnaux s'est pour l'instant lancée dans l'expérience. A Saint-Jean, après avoir étudié plusieurs possibilités, les spécialistes ont retenu l'Espace Boisé Classé (EBC) des Planes et ses 9 250 ha au 27 février toutes les qualités requises : surface, ombrage, qualité



Une partie des élus présents à la réunion: Mmes Florès, Latapie, Arrault, Patiès, Bru, MM. Massat et Galonnier, et Mme Picard



Mme Vézlan, maire, avec Mme Puibasset, M. Bourrel et l'éleveur, M. De Viviès

Conseil Municipal

Le lundi 27 février à 17h30, le Conseil Municipal se réunira à l'Espace Palumbo avec un seul point à l'ordre

du jour : la commune devra donner son avis sur le projet Mobilité (2020/2025/2030) de Tisséo.

FG3

Spectacle musical à Palumbo
Romeo et Suzette...
en campagne

Le vendredi 24 février à 21h à l'Espace Palumbo, la Compagnie La Volière jouera un spectacle musical intitulé « Romeo et Suzette... en campagne ». Pour Roméo et Suzette, tout est bon pour faire adhérer le public à leur parti, l'IMPEC. Des apartés délirants en résonance avec l'actualité ponctuent un répertoire de chansons iconoclastes très, peu, ou pas connues du tout. On rit

beaucoup, on participe, on chante. Les retraités adorent les trentenaires se tordent les ados sourient, les enfants sont subjugués. Un spectacle hilarant à ne rater sous aucun prétexte ! Tarifs : Plein 12€, réduit : 10€. Billetterie en ligne : palumbo.mairie.saintjean.fr Billetterie au guichet le soir du spectacle de 20h00. Pour tous renseignements, appeler la mairie de Saint-Jean au 05 61 37 63 28

FG3

LE TÉLÉPHONE ROUGE

Vous avez une info

Si vous êtes témoins d'un événement :
Vous pouvez contacter la rédaction du Petit Journal
Tél. 06 08 93 25 26
ou 05 63 20 80 00.



25 FEV. 2017

SAINT-JEAN

Bernard Neulat vous livre ses secrets...

Ce samedi 25 février à partir de 15h, l'artiste peintre **Bernard Neulat**, qui expose actuellement à la Mosaïque, sera présent à la galerie pour une démonstration de peinture à l'huile sur papier Figueras de Canson. Entrée libre. Adresse de la galerie : centre commercial Belbèze, rue Paul Riello. Tél : 05 61 09 07 70.

FG31



Le soir du vernissage, avec B. Neulat (3ème à partir de la G.), MDA (au centre) et J-P Viguier, les élus et le président de la Mosaïque

SAINT-JEAN

27 FEV. 2017

Une boîte à troc pour échanger



Marie-Dominique Vézian et Germain devant la Boitatroc de la bibliothèque municipale./Photo DDM

Deux boîtes à troc, ou «boitatroc» ont été installées sur la commune. L'une à la ludothèque (1, chemin Belbèze), l'autre à la bibliothèque (16, chemin du Bois-de-Saget). Le principe de la «boitatroc» est énoncé dans son slogan : «Déposez... ce que vous ne voulez plus ; Choisissez... ce qui vous fait envie ; Emportez... chez vous ! ». On dit que le troc est vieux comme le monde, mais c'est nouveau dans 10 bibliothèques de la Métropole toulousaine, dont Saint-Jean. Il s'agit d'un mobilier sur lequel vous pouvez déposer et ou choisir des livres, cd, dvd,

jeux... et même des graines dans les petits casiers de la grainothèque : tout ce qui (se) cultive s'échange à la bibliothèque et à la ludothèque ! Ce service inhabituel veut faciliter les pratiques de troc, de façon pérenne, dans des espaces proches et ouverts à tous toute l'année. « C'est une excellente initiative qui allie pratique respectueuse et lien social. Une belle occasion de semer et cultiver durablement pour les Saint-Jeannais » a tenu à préciser le maire Marie-Dominique Vézian venue, vendredi, découvrir la «boitatroc» de la bibliothèque.

Réunion du conseil municipal

Ce soir, à 17 h 30, le conseil municipal se réunit à l'Espace Palumbo. L'ordre du jour sera le suivant: Avis de la commune sur le projet Mobilité 2020, 2025, 2030 de Tisséo-SMTC. Tous les Saint-Jeannais qui le désirent peuvent venir assister à ce conseil municipal.

Jean-Pierre
Bédéf

25 FEV. 2017

Une agriculture plus que jamais responsable

GROS SABOTS

C'est un des grands classiques de la politique : la visite du salon de l'Agriculture. Chaque année, ces urbains qui sont les responsables politiques défilent devant des ruraux un brin amusés en les voyant arriver avec leurs gros sabots électoraux. Ils tâtent le cul des vaches d'une main et caressent le poil des agriculteurs de l'autre. Lorsqu'on brigue l'Élysée, il faut être ambidextre pour sillonner la plus grande ferme de France. Car à l'approche d'une élection présidentielle, les attentes du monde rural sont encore plus vives. Notamment cette année où le déculement et les interrogations sur le modèle agricole français sont de plus en plus lacinants. Faillites des exploitations, baisse des revenus, grippe aviaire, industrialisation croissante, prise en compte des facteurs écologiques, incertitudes sur la PAC : les causes des inquiétudes des paysans sont nombreuses dans un secteur en pleine transformation qui produit des laissés-pour-compte comme d'autres domaines de la vie économique et peut même conduire au suicide.

Rassurer le monde rural sans verser dans la démagogie, la tâche des candidats à l'Élysée n'est pas simple. D'autant que les agriculteurs ont souvent été échaudés. Quant à ceux qui, parmi eux, ont suivi les débats des primaires de droite comme de gauche, ils n'ont guère été rassurés. Ils ont remarqué que ces jouteurs n'avaient guère laissé de place aux questions qui touchent leur vie quotidienne et professionnelle. Cet «oubli» les renforce dans le sentiment qu'ils éprouvent d'être quelque peu abandonnés par le pouvoir politique, comme s'ils demeuraient les vestiges d'un monde ancien, alors qu'ils sont viscéralement attachés à leur terre et à leur travail et qu'ils s'efforcent de se moderniser dans des conditions difficiles. Dans sa dernière interview avant sa mort brûlante, Xavier Beulin, le président de la FNSEA, déclarait que «le bilan de ce quinquennat n'a pas été positif pour l'agriculture».

Il faut dire que le monde rural n'en a jamais vraiment pincé pour la gauche. Il avait plutôt la fibre chirurgicaine. Traditionnellement ancré à droite, il glisse désormais de plus en plus vers le Front national. Pourtant? les positions de Marine Le Pen qui veut clamer la porte de l'Europe s'avèrent en totale contradiction avec les intérêts des agriculteurs qui dépendent de subventions européennes. La société rurale n'échappe pas au phénomène plus général de la «lénification» des esprits qui gagne le corps électoral français, confirmant que le FN prospère d'abord sur les secteurs en crise.

l'essentiel

La 54^e édition du Salon international de l'Agriculture qui s'ouvre aujourd'hui à Paris sur fond de crises fait la part belle aux produits de qualité. Plus de 600 000 visiteurs sont attendus.

Fine, l'égérie du Salon international de l'Agriculture 2017, qui ouvre ses portes aujourd'hui Porte de Versailles, semble montrer la voie. Cette vache aux jolies cornes en lyre de race Bretonne Pie-Noire, première race française en 1900, a bien failli ne jamais voir le jour. Ses congénères ont en effet connu un déclin drastique après la guerre au point d'être classés «en voie de disparition». Sauvée in extremis, la race compte aujourd'hui 2 500 têtes et est, à double titre, un symbole du Salon : la preuve qu'il existe d'autres modèles que l'agriculture intensive et, affirme le propriétaire de Fine, «que l'on peut bien en vivre».

«Une passion, des ambitions»

L'engouement pour le bio et la croisade menée par le ministre Stéphane Le Foll autour de l'agroécologie (lire ci-contre) sont autant de signes donnés en ce sens. Même si l'on sait que le chemin sera long et chaotique. Cette 54^e édition du SIA est en effet marquée par les crises, aviaire, de l'élevage, des céréales et du lait et le décès brutal, dimanche, du président national de la FNSEA. Xavier Beulin qui martelait que les difficultés récurrentes poussent un agriculteur au suicide chaque jour de l'année à l'image de cette jeune mère de deux enfants passée à l'acte dans sa laiterie des Côtes d'Armor, hier. Faut-il le rappeler ? Le revenu moyen d'un chef d'exploitation agricole a diminué de 26,1 % en 2016 par rapport à 2015.

Pourtant, le slogan du Salon le soutient, l'agriculture française est non

Fine, la mascotte du 54^e Salon de l'Agriculture dans son pré de Loire-Atlantique avec son propriétaire Cédric Briand./

seulement «une passion» mais elle ne manque pas d'«ambitions».

À deux mois des élections présidentielles, les candidats qui se presseront autour des stands pendant cette quinzaine, sont tenus d'entendre le message. La paysannerie hexagonale est aujourd'hui au milieu du gué mais ne manque ni d'idées, ni d'intelligence pour le traverser... ni de soutiens. Un sondage publié hier par Groupama assure en effet

que l'affachement des Français à son agriculture est «entier et relève pour 55 % d'entre eux de leur identité culturelle». On pourra facilement jucher cet engouement jusqu'au 5 mars puisque plus de 600 000 visiteurs

sont attendus à Paris. 1 300 éleveurs les attendent. Mais sans bêtes à plumes cette année.

Les paysans et le Big Data

Une ferme digitale et ses douze start-up témoigneront par ailleurs d'un monde agricole définitivement connecté, loin de l'image archaïque que certains lui prêtent encore.

De plus en plus de paysans exploitent en effet capteurs et autres avancées du Big Data pour limiter l'usage des pesticides, optimiser les rendements ou faire du e-commerce.

Enfin, outre le millier de stands à visiter et le concours général qui se déroulera aujourd'hui, la région Occitanie débarque en force au SIA avec une carte de visite à faire pâlir d'envie les grands céréaliers et sucriers du dessus de la Loire : premier vignoble au monde pour les vins d'origine, première région européenne avec 250 produits sous signe de qualité, première région agricole française, première région bio de France. Plus de 60 % des Français estiment qu'en pleine transformation, l'agriculture française est capable d'attirer de nouvelles générations en quête de terroir et d'authenticité et de répondre aux enjeux d'avenir.

Toute la question est de savoir comment et jusqu'à quand elle tiendra pour résister à l'aspiration de la mondialisation tout en préservant ses atouts qualité. Un dur et long combat.

Christine Roth-Puyo



CE QUE PROPOSENT LES CANDIDATS

● François Fillon.

Comme pour l'ensemble de son programme, Fillon prévoit pour l'agriculture une baisse des charges. Il promet aussi une simplification du droit, un sursis d'imposition lors de la transmission de la PME agricole aux descendants, la suppression du principe de précaution dans la Constitution, le soutien aux circuits directs grâce à un crédit d'impôt et des prêts d'honneur, enfin un «compte épargne aléas climatiques et économiques».

● Benoît Hamon.

Mise en place d'une «transition agricole» en lien avec l'écologie et le social, lutte contre les «perturbateurs endocriniens, nanoparticules et pesticides dangereux», «programme d'investissements de 5 milliards» pour développer le bio, l'agroécologie et les circuits courts. Les critères d'examen des dossiers d'installation et de reprise d'exploitation seraient modifiés pour «favoriser» les dossiers bio et agro-agricoles, mais aussi le développement de cultures maraîchères aux abords des villes, négociation au niveau européen pour verdir la politique agricole commune, une partie de la PAC envers 100 millions d'euros, sera consacrée à ce «modèle

● Emmanuel Macron.

Déblocage d'un fonds de 200 millions d'euros pour récompenser les «bonnes pratiques agricoles», et accompagner les agriculteurs dans une conversion vers le bio, mise en place d'un programme d'investissements sur 5 ans pour moderniser les exploitations et encourager aux circuits courts, allégements de charges, droit au chômage pour tous, y compris les entrepreneurs, renforcement du poids des organisations de producteurs face aux industriels et distributeurs; pour qu'elles puissent négocier des contrats-cadres sur les volumes et le prix du lait.

● Marine Le Pen.

Aides à la conversion vers le bio, baisse des charges pour les exploitations bio, instauration d'une TVA à 0 % sur le bio pour inciter les consommateurs, application du «patriotisme économique» aux produits agricoles français : notamment via des commandes publiques (État et collectivités) pour soutenir les paysans et pêcheurs français, refus des traités de libre-échange et développement des circuits courts, limitation de l'importation et la vente de produits provenant de

l'étranger qui ne respectent pas les normes imposées aux producteurs français; étiquetage obligatoire clair sur l'origine des produits commercialisés.

● Jean-Luc Mélenchon.

Conversion progressive de l'ensemble de l'agriculture française vers une agriculture paysanne et bio, et non pas une agriculture industrielle subventionnée par les aides publiques aujourd'hui, arrêt des projets de fermes-usines; instauration d'une surface maximale par actif agricole, et soutien à l'installation de nouveaux agriculteurs pour 300 000 nouveaux emplois en 10 ans, mise en place d'une loi planifiant la transition écologique de l'agriculture avec un calendrier à 10 ans, avec des points d'étape à atteindre, redéfinition des normes d'élevages pour mieux respecter le bien-être animal, notamment par les conditions d'abattage : limiter au maximum la souffrance animale et rendre possible l'abattage à la ferme, relocation de la production de fruits et légumes sur le territoire national, et plus généralement relocation de la production au plus près des lieux de consommation en développant les circuits courts.

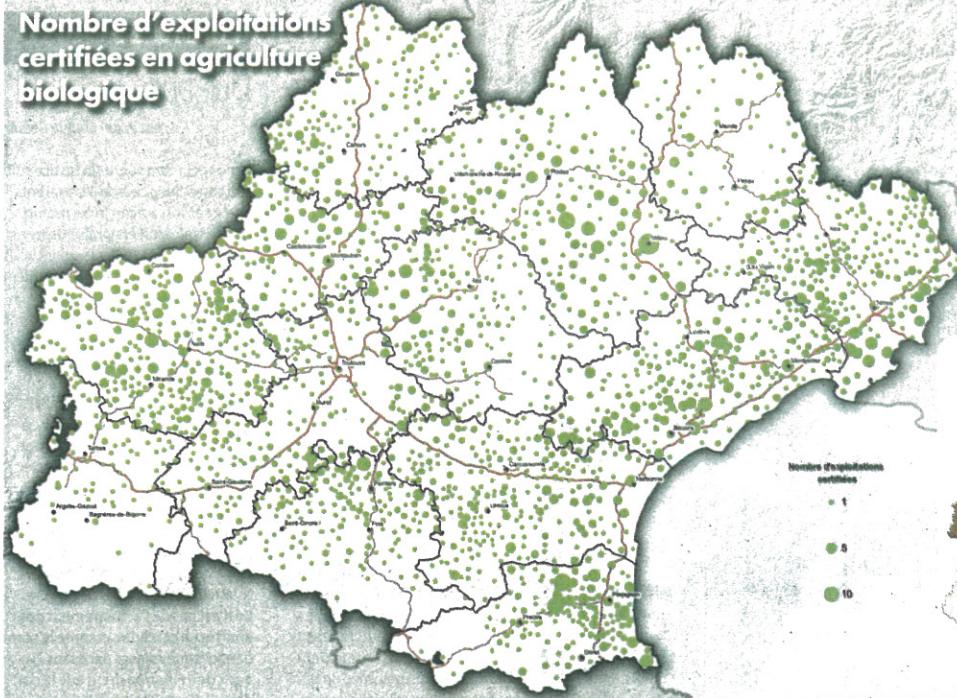
arrêt sur image



LES OBSÈQUES DE XAVIER BEULIN

Emotion intense, hier en la cathédrale d'Orléans, où se sont déroulées les obsèques de Xavier Beulin, l'ancien patron de la FNSEA, décédé brutalement à 58 ans. Plus de 3 000 personnes étaient réunies, en présence de François Hollande, président de la République et de nombreuses personnalités du monde politique et agricole, dont François Fillon ou Emmanuel Macron, Nicolas Sarkozy, François Bayrou, Manuel Valls et bien d'autres...

Nombre d'exploitations certifiées en agriculture biologique



6,867 milliards d'euros
soit 9 % du total de la France métropolitaine

140 000 actifs permanents

1ère région bio

1er vignoble mondial en superficie pour les vins d'origine

1ère région de "grandes cultures" (blé dur, mais...)

2e région pour l'emploi agricole

3e région agroalimentaire avec 7 000 établissements



des producteurs bio français sont en Occitanie soit 7 227

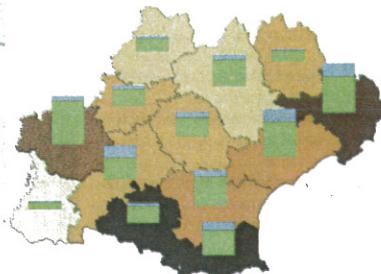
6 495 exploitations bio 1er rang français

10,1% de la SAU en bio 2e rang français

319 020 ha bio et conversion 1er rang français

1719 opérateurs aval bio 2e rang français

Répartition des opérateurs et part des exploitations engagés en bio en 2015



Nombre d'opérateurs bio

470

Nb entreprise aval

Nb exploitations

Part des exploitations bio

3% - 5%

6% - 7%

8% - 9%

10% - 11%

12% - 13%

14% - 16%

17% - 18%

L'Occitanie championne du bio

25 FEV. 2017

Question produits alimentaires de qualité, il n'y a pas photo. La région Occitanie-Pyrénées-Méditerranée est première en bien des domaines (lire carte). On vante avec raison les veaux d'Aveyron et du Ségala, boeuf fermier Aubrac, gascons et limousins, brebis Causse du Lot – tous Label rouge, mais aussi les Blonde d'Aquitaine, la filière Roquefort, les productions caprines (AOP Rocamadour), le Jambon Noir de Bigorre AOC et le Porc Noir de Bigorre AOC... On sait aussi combiner les circuits courts que le consommateur apprécie se sont développés sur nos terres gasconnes. Mais peut-être ne mesure-t-on pas encore assez la place prise par l'agriculture biologique en Occitanie au point de lui donner la première de France.

Cette aventure de longue haleine a com-

mencé en 1998, quand Martin Malvy alors président du conseil régional lançait en Midi-Pyrénées un premier programme de soutien au bio alors que déjà, des paysans excédés par leur condition déversaient des tombereaux de fumier devant les préfectures. La même année dans le Gers, département pionnier et classé aujourd'hui champion de France dans ce domaine, l'actuel président du conseil général Philippe Martin allait plus loin en instaurant une aide départementale à la conversion au bio.

+162 % de conversions au bio en 2015
Depuis, le mouvement s'est propagé à l'ensemble du territoire. L'Occitanie s'est approprié le plan Ambition bio (1) porté au plan national par le ministre Stéphane Le Foll et les

majorations de 10 % accordées par la région ont fait le reste. Rattrapés par les crises répétitives, de nombreux agriculteurs se sont engouffrés dans la brèche. Et aujourd'hui, les demandes de conversion au bio sont telles que des plafonds ont dû être introduits par exploitation depuis l'an dernier. Rien qu'en 2015, elles ont augmenté de 108 % dans l'Aude, 579 % en Lozère, 326 % en Ariège, 238 % en Haute-Garonne, 262 % dans le Gers, 812 % dans les Hautes-Pyrénées... Soit une augmentation moyenne pour toute l'Occitanie de 162 %. La même année, l'évolution du nombre d'exploitations a été de 34,1 % dans le Gers, 35,9 % dans les Hautes-Pyrénées, 27 % en Haute-Garonne pour ne citer que les plus importantes. Ainsi, en février 2017, 7 227 producteurs étaient enga-

gés en bio (+732 qu'en 2016).

Un effort soutenu en 2017

Autre cocorico régional, car le bio, c'est bien, encore faut-il le vendre et tant qu'à faire en privilégiant les circuits courts : 473 distributeurs sont aujourd'hui répartis sur le territoire, ce qui constitue l'offre la plus importante après celle de la région parisienne et qui représente environ 94 m2 de magasin bio pour 1 000 habitants.

On le voit, en Occitanie, la culture et l'élevage bio creusent leur sillon. Et l'aventure promet de continuer. « Le soutien à l'agriculture biologique, aux filières de qualité et à la promotion des produits agricoles constituera une priorité pour la région, encore en 2017 » promet la présidente de la région, Carole Delga.

2,70 M€ seront ainsi consacrés au développement du bio et à des actions collectives qui concernent aussi les filières de qualité – la région compte déjà 250 signes officiels de qualité. De plus, après la très forte dynamique de conversion en 2015 et 2016, un abondement du Feader de 29 M€ est prévu cette année, pour porter le total du soutien européen aux mesures à la conversion et au maintien en agriculture biologique à 133 M€, soit une hausse de 28 %.

D'évidence, l'Occitanie fait grande la place à une nouvelle agriculture qui ne demande qu'à fructifier pour le bien de tous.

C. R.-P.

"Le plan Ambition bio lancé par le ministère de l'Agriculture en 2014 autorise le versement de 300 € par ha converti."

REPORTAGE

« J'ai choisi le bio et je ne reviendrai pas en arrière »

Son téléphone n'arrête pas de sonner, son ordinateur est toujours allumé, sa tablette est à portée de main, et quand il trace ses sillons, il s'en remet au GPS ! Christian Dallies, 40 ans, producteur bio à Escorneboeuf, dans le Gers, n'a vraiment pas le look du paysan bio baba cool qui regarde pousser les cornes de ses chèvres. Lui, il est plutôt du type agriculteur 2.0, pour qui la modernité, c'est de ne pas utiliser les vieilles et lourdes panoplies chimiques.

« Je suis n'ici, et j'ai repris la ferme de

mes parents qui produisaient déjà de l'ail et des céréales. Depuis deux ans, je me suis lancé dans l'agriculture biologique. que. Je ne voulais plus utiliser les produits phytosanitaires : on sait que cela a des effets nocifs, sur les consommateurs et sur les agriculteurs. »

Sa spécialité, c'est l'ail blanc bio. On le plante à la fin du mois de novembre et on récolte au tout début du mois de juin. Avec l'agriculture biologique, cela demande moins de produits chimiques,

mais beaucoup plus d'huile de coude et aussi de jus de crâne !

D'abord, on tend un piège à Dame nature : « À la fin de l'été, on procède au faux semis. » Un genre de labour, après la récolte qui réveille... les mauvaises graines. Dès que ces indésirables ont poussé, « on les détruit mécaniquement avec un scalpeur ! » Ruse de Siou, qui permet déjà de nettoyer le terrain. Mais ce n'est pas fini. Après les vrais semis : « ...au lieu d'épandre des désherbants, on ôte les mauvaises herbes mécaniquement, avec une herse étrille. »

Un énorme outil derrière le tracteur, qui pointe en terre des dizaines de griffes qui

vont hacher menu les mauvaises herbes. Et s'il le faut, on passera ensuite l'écimeuse, pour rendre raison à la folle avoine !

Alors, évidemment, « C'est beaucoup plus d'heures sur le tracteur » admet Christian. « Il ne faut pas se laisser déborder... »

En fait, avec l'agriculture bio, on renonce



Pour remplacer les herbicides, Christian Dallies désherbe mécaniquement sa plantation d'ail bio. / Photo DDM.

aux armes de destruction massive, pour une lutte qui s'apparente au judo ou au poker menteur.

« Tous les ans, on change de culture sur le même sol. Si cette année je plante de

l'ail, l'année suivante, je ferai pousser du blé, l'année d'après du soja, ensuite de l'épeautre, ou de la petite lentille, l'année suivante du tournesol, puis encore du blé et enfin l'ail. »

Pourquoi ? « Pour éviter que les maladies ne s'installent. » Les infections ou les bestioles qui seraient tentées de revenir à l'endroit où elles se sont rempli la panse l'an passé !

« En agriculture biologique, on apporte

à la terre des oligo-éléments, du cuivre, du bore... L'idée c'est de fortifier la plante, pour qu'elle puisse elle-même combattre contre les agressions. » Car on ne l'imagine pas, mais les dangers sont nombreux, dans la campagne gersoise. Il y a les limaces, petites, gluantes, mais voraces, le taupin, un coléoptère dont la larve est un ver qui dévore le maïs, la sclérose, colonie de champignons microscopiques indésirables, ou encore la rouille de l'ail, une autre mycose : champignon pour champignon, l'ail, on le préfère quand même avec de bons gros cèpes.

« Avec l'agriculture biologique, la récolte d'ail est deux fois moins importante. On peut la vendre plus cher, mais pas deux fois plus cher. »

En revanche, Christian économise sur les produits chimiques, le surcoût de mazout est marginal.

« Je ne sais pas si tout le monde pourra s'offrir des produits bios, car ils restent chers, estime Christian. Mais à mon avis, le bio tire la production vers le haut, nous incite à nous tourner vers une agriculture mieux raisonnée. En tout cas, moi, je serais fier de transmettre cette exploitation-là à mes enfants. Je suis content, et je ne reviendrai pas en arrière. »

Dominique Delpiroux



25 FEV. 2017

PAULHAC

Une pause champêtre pour préserver les arbres

Après la plantation des arbres au Refuge des Tortues à Bessières, l'association « Arbres et Paysages d'Autan » a convié les représentants de l'AFAC (L'Association Française Arbres Champêtres et Agroforesterie) accompagnés des membres de la Fondation Yves Rocher qui ont travaillé sur ce chantier, à un buffet « 100% bio, local et éthique ».

William Farago, technicien-animateur d' Arbres et Paysages d'Autan, explique avoir choisi cette commune en raison du partenariat qui les lie depuis de nombreuses années : c'est en effet cette association qui a encadré la plantation du verger communal et accompagne la commune dans la valorisation de la préservation du chêne de Paulhac, répertorié « arbre remarquable ». C'était donc l'occasion de faire découvrir cet arbre aux bénévoles de la Fondation Yves Rocher et de partager un moment de convivialité. Il faut souligner que l'association Arbres et Paysages d'Autan dont l'objectif est de pro-



Sous le «chêne remarquable», les bénévoles de la Fondation Yves Rocher et membres d'Arbres et Paysages d'Autan./Photo DDM

mouvoir le rôle de l'arbre dans la sauvegarde et la restauration du paysage a été sélectionnée pour présenter un site pilote pour la Grande Région Sud-Ouest. De nombreuses plantations vont se dérouler dans toute la Haute Garonne, avec l'appui technique de cette association.

LE CHÊNE REMARQUABLE

Situé derrière la salle des fêtes, le chêne fait partie du patrimoine communal. À l'origine sur la propriété de la famille de Javel, il aurait plus de deux siècles. Classé « arbre remarquable » par Arbres et Paysages d'Autan, il est entretenu, élagué et fait l'objet de tous les soins pour qu'il conserve sa vitalité et sa superbe.

circulation

Va-t-on rallumer le périphérique ?

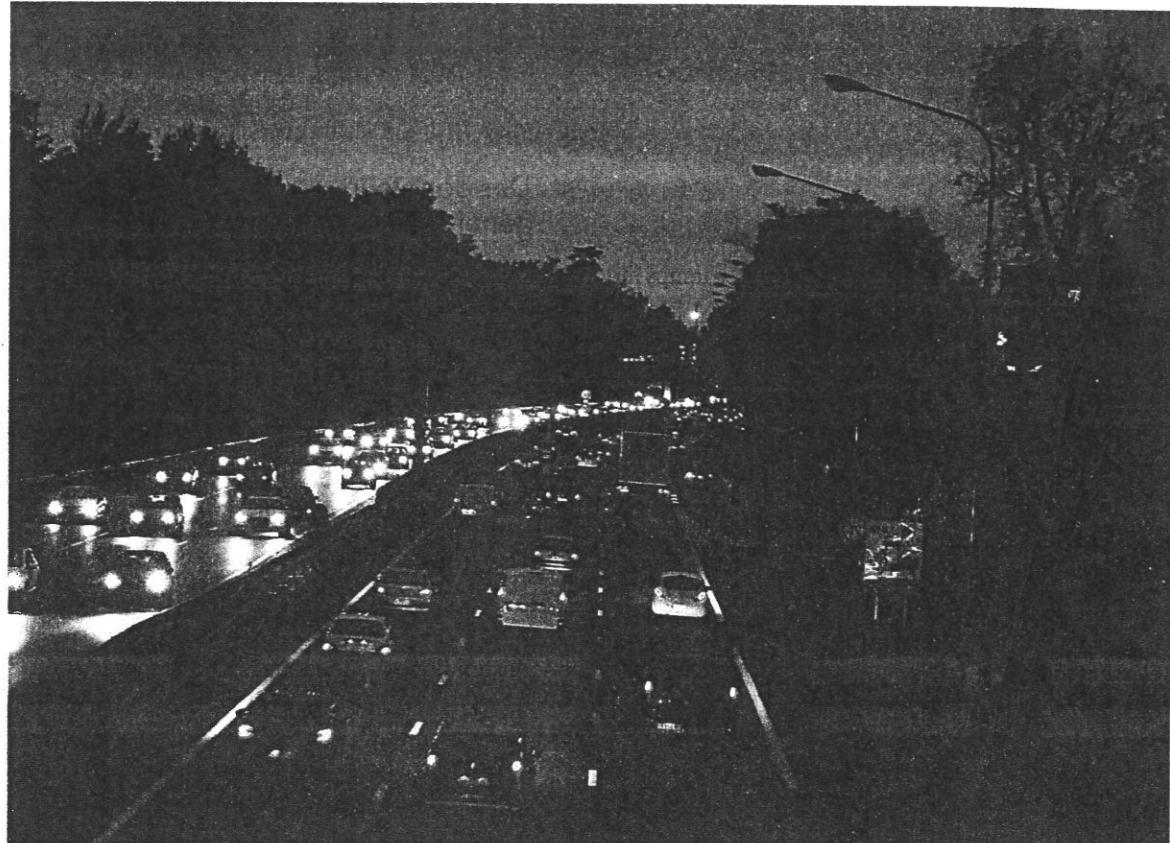
Le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, a écrit au préfet pour lui demander de rétablir l'éclairage du périphérique. La moitié des 34 kilomètres sont plongés dans le noir en raison de pannes ou vols de câbles.

fait nuit noire sur le périphérique toulousain. Depuis des années, l'éclairage est en berne sur la moitié des 34 kilomètres qui entourent la Ville rose. Du côté du périphérique Est, concédé par l'Etat à ci Autoroutes, des vols de câbles en 2013, puis plus récemment, expliquent le long corridor obscur entre Lez et la Roseraie. À l'opposé, côté est de la rocade, la vétusté du réseau s'est soldée par l'extinction de certains des voies rapides, comme La Cépière et Sesquières.

2013 déjà, à deux reprises, le maire de Toulouse, Pierre Cohen, avait écrit au préfet. Par convention, Toulouse Métropole est chargé du petit entretien des candéliers. Le premier magistrat décrivait alors des installations à bout de fil, dangereuses même pour l'intention de ses agents. Depuis cet été, les choses n'ont fait que s'aggraver comme l'a reconnu la Direction routes du Sud-ouest (1). Sur cette partie ouest, la plus ancienne, un lampeau sur deux était allumé pour servir des transformateurs qui ont lâché...

Ville, un plan lumière

Il y a un temps, une étude a été lancée pour savoir, comme cela s'est fait ailleurs, s'il est possible, pour des raisons environnementales et économiques, d'éteindre les voies rapides. De l'été 2014 au printemps 2016



Entre la Cépière et Sesquières, le périphérique toulousain est plongé dans le noir en raison d'installations vétustes tombées en panne. / Photo DDM Frédéric Charmeux

tests ont été menés lors d'extinctions provisoires. Les conclusions de ce schéma directeur n'ont toujours pas été divulguées. Extinction, éclairage total ou des seuls échangeurs, l'état du réseau impose de prendre une décision, avançait-on à la DirSo en septembre. La préfecture, contactée, temporise et ne s'avance encore ni sur un scénario ni sur un calendrier.

Pour sa part, le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, affirme qu'il est, lui, «pour l'éclairage». Surtout à l'heure où la municipalité s'est engagée dans un «plan lumière» pour revoir aussi bien l'éclairage des rues que de certains monuments histori-

ques. Et c'est aussi au Capitole que parviennent les doléances des Toulousains surpris par le black-out du périph...

À son tour, le premier magistrat a écrit au préfet pour lui demander de rétablir l'éclairage. Si rien ne filtre des intentions de l'Etat, gestionnaire à l'ouest mais propriétaire partout, des discussions techniques seraient en cours entre ses services et la collectivité. Ce qui laisse le Capitole plutôt optimiste. En 2013, le coût de la rénovation de la seule partie ouest avait été chiffré à 5 M€.

Jean-Noël Gros

(1) Notre édition du 16 septembre 2016

LES MOTARDS POUR LA LUMIÈRE

Coordinateur de la Fédération française des motards en colère de la Haute-Garonne, Jean-Marc Plana est contre une éventuelle extinction de l'éclairage du périphérique. «C'est un risque étendu pour les motards», juge-t-il. Des motards qui, plus que les automobilistes, ont besoin de voir l'état de la chaussée, les situations à risque... «On multiplie les causes d'accidents.»

grand toulouse

27 FEV. 2017

agriculture

L'agneau des Pyrénées représenté au Salon de l'Agriculture

l'essentiel ▶

Accompagnée par le conseil départemental, la filière ovine des Pyrénées sera représentée au Salon de l'Agriculture de Paris. Il a débuté samedi 25 février et se termine le dimanche 5 mars.

Cette année, le conseil départemental de Haute-Garonne tiendra un stand au Salon international de l'Agriculture à Paris, pour la première fois toute la durée du salon. Objectif : mettre en avant des produits issus du territoire. Entre les vins de Fronton et l'ail violet de Cadours, l'agneau des Pyrénées sera exposé aux passants.

En partenariat avec la chambre agricole, le Conseil départemental a sélectionné plusieurs éleveurs pour venir représenter la filière ovine. Florent Tessaroto est l'un d'eux, il sera présent pour défendre le patrimoine local. « Cette année je n'avais pas les moyens de me rendre au Salon par mes propres moyens, grâce au Conseil départemental nous serons tout de même présents ». Pour les éleveurs un seul objectif, faire découvrir la région et leur savoir-faire : « C'est un événement où l'on peut montrer no-



Les brebis en transhumance permettent d'entretenir la montagne. / Photo DR Copyc

tre race, nos points forts et nos produits de qualité ».

La montagne entretenue grâce aux brebis

La particularité de l'agneau des Pyrénées est que les brebis porteuses font la transhumance. « Les animaux se déplacent à des endroits où il serait impossible de travailler avec des ma-

chines, explique l'éleveur. C'est une mission qui est surtout assurée par les brebis, elles mettent bas au retour de la transhumance. Dans la montagne il y a une multitude d'herbes, sans les brebis cela serait très difficile de s'en débarrasser. »

Habituées à se nourrir de toutes les plantes, les brebis assurent une fonction, toute aussi

importante que l'élevage en vue de la consommation : « Cela permet de limiter les risques d'incendies, de préserver les stations de ski et les chemins de randonnée. Pour le tourisme, ces données sont très importantes ».

Grâce à l'agneau des Pyrénées, ce ne sont pas que les éleveurs qui travaillent mais toute une

repères

120

ÉLEVEURS > D'agneaux des Pyrénées. Installés sur sept départements à proximité des Pyrénées, tous élèvent des agneaux de race tarrasconaise. Le Pays Basque est spécialisé dans l'agneau des Pyrénées de lait, pesant moins de 13 kg. Les autres départements élèvent des agneaux des Pyrénées « lourds », entre 13 et 24 kg.

chaîne de production. « Il y a plusieurs aspects qui se développent, indique Florent Tessaroto. La coopérative Terre Ovine commercialise, la Commission ovine des Pyrénées centrales (Copyc) fait la promotion, toutes les bêtes passent à l'abattoir de Saint-Gaudens et nous avons un réseau de petits bouchers qui met en valeur le produit. Il se trouve aussi en grande surface ». Au fil de cette chaîne de production, de l'emploi est créé. Il dynamise l'économie locale.

Maxime Noix

SAINT-JEAN

28 FEV. 2017

Inscriptions vide-greniers

Les inscriptions au vide-greniers du 21 mai organisé par le BMSJ Foot et le Net's Basket sont ouvertes. Les bulletins d'inscriptions sont disponibles en mairie et les inscriptions se feront au club house du football (impasse Roger-Pujol) les samedis 4 mars, 1^{er} et 29 avril prochains de 9 heures à 12 h 30.

SAINT-JEAN

01 MARS 2017

Handball : un sans-faute pour les féminines

Décidément, le club de handball fait montrer d'une sacrée motivation. Et d'une non moins grande envie de donner le meilleur de lui-même. Huit matchs étaient au programme du week-end du HBCSJ, tous joués à l'extérieur. Si ces déplacements ont été un peu compliqués pour les masculins, ils ne l'ont pas été pour les féminines qui ont réalisé un sans-faute !

Les seniors filles ont gagné 20 contre 17 à Colomiers. Après la déception du week-end précédent, et leur défaite en 16^e de finale de la Coupe de France, les seniors filles relèvent la tête et restent 1^{res} invaincues de la poule Pré-Région du Championnat Territorial 31.

Les seniors garçons 1 ont été défait par Condom, 30-26 (poule Pré-Région - Championnat Territorial 82). Les seniors garçons ont été défait 34-32 à Ciel (poule Excellence - Championnat Territorial 31).

Chez les jeunes, les -18 filles : victoire 30-



L'équipe des -18 filles, encore victorieuses samedi.

24 à Revel/Castelnau. Les -18 filles restent 1^{res} invaincues de la poule 4 du Championnat Régional Honneur Midi-Pyrénées. Les -13 filles : victoire 18-12 au TFH. Les -13 Filles restent 1^{res} invaincues de la poule

Honneur du Championnat Départemental 31. Les -11 Filles : victoire 11-10 à Villefranche-de-Lauragais (poule Honneur C - Championnat Départemental 31). Défaites des -13 garçons et des -11 garçons.



LA DOSE FAIT LE POISON

«C'est la dose qui fait le poison» avertissait Paracelse, qui fut l'un des pionniers de la médecine au XVI^e siècle. Justement, le hic avec les perturbateurs endocriniens, c'est qu'ils nous tombent dessus par tous les pores. Ceux qui se cachent dans les cosmétiques pénètrent par la peau, ceux que l'on trouve dans les produits d'entretien s'engouffrent dans nos poumons. Nous en gobons dans les médicaments et en tétons dans les biberons au bisphénol... On se demande même ce qui peut se cacher dans nos dispositifs. La dose de Paracelse est largement dépassée, nous baignons dans les poisons. Même les écolos, Hulot ou Bové ont le cheveu contaminé ! Les effets à long terme de cette immersion quotidienne ? Malformations génitales, augmentation de certains cancers, obésité, perte de fertilité, pubertés précoces... Alors, évidemment, avec sept milliards d'humains sur la planète, le risque d'extinction de l'espèce peut paraître lointain, mais qui dit que nous n'assisterons pas un jour au crépuscule des bébés ?

Que l'Europe ait décidé de réagir est une bonne nouvelle. Elle ne le fait d'ailleurs que sous la pression des associations et d'une opinion publique qui voit sous ses yeux se manifester ces effets délétères. Et il n'est pas facile pour les élus européens d'établir des règles fermes, tant les pressions des lobbies de l'industrie chimique sont nombreuses. On assiste donc là à la vieille opposition entre le pot de terre

(garanti sans phtalate) et le pot de fer (renforcé au bisphénol).

Il faut être réaliste. La plupart des produits qui contiennent ces agents sournois ont amélioré notre quotidien. Et c'est justement pour cette raison que nous en consommons autant. On ne pourra pas se passer du jour au lendemain ni de l'industrie chimique, ni de l'industrie pharmaceutique. L'une comme l'autre resteront encore indispensables pendant de très longues années.

Cela dit, le progrès n'est véritablement le progrès que s'il est raisonnable ou raisonnable. Là encore, il s'agit d'ajuster le curseur au bon endroit. Ni du côté de ceux qui veulent commercialiser à tout prix des produits qui rapportent beaucoup d'argent, et peu importe leur nocivité. Ni du côté de ceux qui sont prêts à revenir du temps de Paracelse, où l'on se soignait à coups de saignées et de tisanes.

En revanche, on peut parfaitement longer du côté de nos grands-mères, pour redécouvrir le vinaigre blanc, bicarbonate de soude et le savon noir pour nettoyer la maison, bannir les «substances préoccupantes» de nos trousseaux de toilette ou de maquillage, préférer les emballages en verre à ceux en plastique, et opter pour une alimentation plus naturelle.

Pour que l'on se débarrasse au plus vite de ces poisons du quotidien, il faut effectivement que l'Europe s'en mêle. Les citoyens aussi.

Perturbateurs endocriniens : le bras de fer

l'essentiel

Quelques pays, dont la France, ont fait échouer hier le projet de la Commission européenne visant à définir et réglementer les perturbateurs endocriniens en Europe. Un texte qui faisait bondir scientifiques et associations écologiques.

definition des perturbateurs a perduré jusqu'à la mi-2016, jusqu'à ce que la Commission propose donc aux Etats des règles qui font bondir aujourd'hui l'Endocrine Society – une société savante qui rassemble quelque 18 000 chercheurs et cliniciens spécialistes du système hormonal. Quelques Etats européens se sont élevés contre ce projet, et ont voté contre hier : la Suède, le Danemark, et la France.

La France à la pointe de la contestation

La ministre de l'Ecologie, Ségolène Royal, est à la pointe dans ce bras de fer. Elle a regretté par la Commission européenne qui faisait voter ses Etats membres hier – après un premier échec le 21 décembre – pour adopter une définition commune des perturbateurs endocriniens (PE). Ces produits chimiques qui bouleversent nos organismes et notre santé. Suite à un vote du Parlement européen en 2009 sur les pesticides cancérogènes et les perturbateurs endocriniens, la Commission avait jusqu'à fin décembre 2013 pour se mettre d'accord sur une définition scientifique et des critères permettant de caractériser les perturbateurs endocriniens. Mais le feuilleton n'a depuis cessé de rebondir, notamment sous la pression des lobbies de l'industrie chimique, entre étude d'impact économique et plainte devant la Cour de Justice européenne. Car les lobbies à l'œuvre sont parmi les plus puissants à Bruxelles, à commencer par le Cefic, le conseil européen de l'industrie chimique, qui dispose d'un budget annuel de 40 millions d'euros et de plus de 150 employés.

Cette bagarre intellectuelle autour de la dé-

Car les lobbies à l'œuvre sont parmi les plus puissants à Bruxelles.

allait «enfin comprendre» ou «continuer à n'écouter que le son de cloche des lobbies de l'agrochimie?». Dans un autre domaine, des révélations la semaine dernière ont démontré des liens étroits entre les experts européens mandatés par la Commission pour définir les limites d'exposition des travailleurs aux substances cancérogènes (100 000 morts par an) et les industriels en cause. De quoi être peu rassuré quant à l'avenir du texte sur les perturbateurs endocriniens.

Olivier Auradou
@oli_aura

ELYSEE 2017

CE QUE PROPOSENT LES CANDIDATS

C'est notamment par l'entremise de Benoît Hamon, que les perturbateurs endocriniens sont venus... perturber la campagne. Et il semblerait que le sujet soit sensible pour les électeurs. Selon un sondage Odoxa pour France Inter publié la semaine dernière, les perturbateurs endocriniens inquiètent 70 % des Français : c'est la troisième préoccupation de santé publique derrière la pollution de l'air et la lutte contre le tabac, et devant les problématiques de toxicomanie et d'alcoolisme.

Le candidat socialiste est donc le plus offensif sur ce thème. Il veut interdire, en vertu du «principe de précaution», les perturbateurs endocriniens, nanoparticules et pesticides dangereux dans l'alimentation. Et «pour que [cette interdiction] ne mette pas en danger nos agriculteurs», il a promis d'interdire l'importation de «produits fabriqués avec ces mêmes pesticides».



Le candidat socialiste le plus offensif sur ce thème. / AFP

Après l'élection de Donald Trump, le candidat d'Emmanuel Macron l'avait appelé les scientifiques américains œuvrant dans les secteurs de l'environnement, des perturbateurs endocriniens, et des énergies renouvelables, à rejoindre l'Hexagone : «Vous aurez, à partir de mai prochain, une terre patrie et ce sera la France.»

Chez François Fillon, si le chapitre «Environnement et santé publique» du programme n'est pas encore bouclé, ses orientations ne rassurent guère les associations écologistes. Voici ce qu'il réponde à ce sujet.

De l'autre côté de l'échiquier politique, Jean-Luc Mélenchon assure avoir opéré une véritable mue verte. Mais pour l'instant, pas de trace des perturbateurs endocriniens dans son programme. Sur France Inter, son équipe expliquait hier vouloir «réglementer très sévèrement les produits qui contiennent des per-

LA DÉPÉCHE

TOUTE L'INFO TOUT LE TEMPS, PARTOUT !

LE JOURNAL PAPIER

livré à domicile

L'OFFRE PREMIUM

- Accès à toutes les éditions départementales du journal numérique dès 4h du matin
- Tous les contenus de ladepeche.fr en illimité sur ordinateur, tablette, mobile
- Le flash info vidéo quotidien dès 18h30
- Et toujours les avantages du Club Abonnés...

DEVENEZ VOUS AUSSI
UN LECTEUR PRIVILÉGIÉ !

Pour toute information contactez le 09 70 80 80 81 (Appel non surtaxé, coût d'un appel local)

et par mail à depecheabos@ladepeche.fr.

Découvrez toutes nos offres sur clubabonnes.ladepeche.fr

LA DÉPÉCHE

BIEN PLUS QU'UN ABONNEMENT !

-31 %
SOIT 31€ au lieu de 42€ 20€

Votre abonnement
312 numéros au journal
papier du lundi au samedi

+ Accès gratuit et illimité à toutes les éditions numériques départementales et à tous les contenus de la depeche.fr

+ Les avantages et offres privilégiées du Club Abonnés

UN TÉLÉVISEUR ÉCRAN PLAT LED HD OCEANIC

BON DE COMMANDE ABONNEMENT

À retourner sans affranchir à : La Dépêche du Midi - Club Abonnés - Libre Réponse 56239 - 31089 TOULOUSE Cedex 9
Tél. : 09 70 80 80 81 (appel non surtaxé) - E-mail : depecheabos@ladepeche.fr

Si j'opte pour l'offre abonnement : 312 numéros de La Dépêche du Midi papier du lundi au samedi pour 319€ et je reçois mon téléviseur écran plat LED HD Oceanic.

Nom : Prénom :
N° : Rue :
Code Postal : Ville :
Tél. : E-mail :
28 février 2017 revue de presse

J'ègle par : Chèque bancaire ou postal Carte bancaire

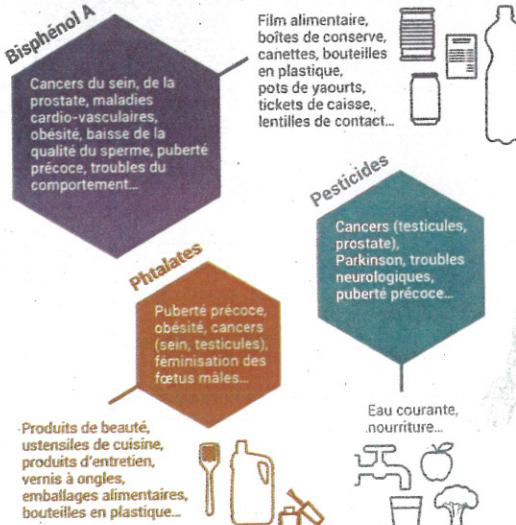
Type de carte bancaire :

N° : Expire le :
6 derniers chiffres au dos de la carte : Signature :

Offre valable en France métropolitaine, jusqu'au 31/04/17 et réservée aux nouveaux abonnés. Conformément à la loi informatique et libertés du 06/01/78, vous disposez d'un droit d'accès et de modification des données vous concernant. Si la réception électronique est défaillante, vous pouvez nous faire parvenir par fax au 05 31 30 00 00 ou par courrier à la rédaction. Vous pouvez également nous faire parvenir un fax au 05 31 30 00 00.

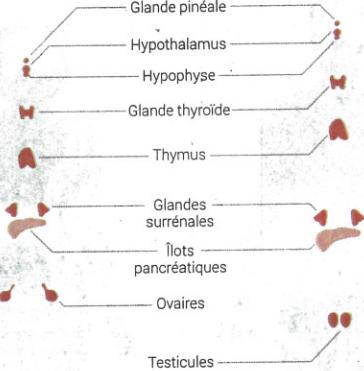
Les perturbateurs endocriniens (PE)

« Substances susceptibles de modifier le fonctionnement des glandes endocrines, organes responsables de la sécrétion des hormones »



Source : Réseau environnement santé

Le système endocrinien



01 MARS 2017

Poêles anti-adhésives, ustensiles de cuisine, peinture, textiles imperméables, cosmétiques...

PFOA et PFOS
Cancers de la prostate, diminution de la fertilité, troubles du comportement...



Parabens et phénoxéthanol

Atteinte à la fertilité et à l'activité métabolique

Formaldéhydes

Cancers, asthme...

Peinture, colle à bois...

Alkylphénols

Cancers, baisse de la fertilité...

Emballages plastique, détergents, cosmétiques, lessive, lingettes jetables...

Cosmétiques, médicaments, lingettes de toilette...

LES 4 QUESTIONS QUE L'ON SE POSE



Qu'est-ce qu'un perturbateur endocrinien ?

Cette substance chimique est capable d'interagir avec le système hormonal des êtres vivants, notamment avec le métabolisme ou les fonctions reproductrices, et est étroitement liée à une multitude de maladies courantes (voir interview ci-dessous). Pour l'Organisation mondiale de la santé, c'est une « substance ou mélange exogène, possédant des propriétés susceptibles d'induire une perturbation endocrinienne dans un organisme intact, chez ses descendants ou au sein de sous-populations ». Cette dernière définition fait aujourd'hui consensus chez les scientifiques. De plus, il est important de noter que la dose de perturbateurs endocriniens dans l'organisme ne compte pas, puisque, même à doses extrêmement faibles, leurs effets sont dévastateurs.



Où les trouve-t-on ces substances chimiques ?

Pour faire court : partout. Ces composés sont aussi bien présents dans les produits manufacturés que les aliments d'origine végétale ou animale. Cosmétiques, produits d'hygiène, médicaments, plastiques, jouets, emballages alimentaires, résidus de pesticides dans nos assiettes... Ils sont omniprésents. En 2016, l'UFC-Que choisir a par exemple publié une liste de 185 cosmétiques contenant des « substances indésirables ». Et en 2017, la liste a plus que doublé pour atteindre près de 400 produits qui contiennent une proportion importante de perturbateurs endocriniens. Pire encore : ces derniers infiltrent le sol, l'eau et l'air pendant de longues années après avoir été produits. Ainsi, il est presque impossible de les éviter. L'ONG Générations Futures a même demandé à sept personnalités du monde de l'écologie de lui confier une mèche de cheveux pour analyse. Résultat : un cocktail de 36 à 68 perturbateurs endocriniens par personne a été détecté. Ainsi, même des personnes qui font attention à ce qu'elles mangent et à l'environnement dans lequel elles vivent sont exposées à ces dangereux polluants.



Comment s'en prémunir ?

À l'heure actuelle, sans une réglementation adéquate, c'est quasiment impossible. « Il faut absolument qu'un texte soit adopté pour supprimer ce qui est suspensible, et notamment les pesticides, qui représentent 50 % des perturbateurs endocriniens », appuie Charles Sultan, professeur d'endocrinologie pédiatrique au CHU de Montpellier. De plus, une fois les substances chimiques passées dans le sang, elles y persistent près de trois mois, puis laissent une trace indélébile dans l'organisme. L'exposition des individus n'est donc pas uniforme et dépend considérablement de l'environnement dans lequel ils évoluent et ont évolué. Difficile donc, de s'en prémunir. En décembre, l'agence Santé Publique France a testé 4 000 femmes ayant accouché en 2011. Conclusion ?



Quel rôle jouent les lobbies ?

« Si vous demandez à l'industrie chimique ce qu'elle pense d'une réglementation, vous n'allez pas obtenir la même réponse que si vous demandez à un médecin, un universitaire ou un économiste qui n'aurait pas de liens d'intérêt avec l'industrie – ce qui est assez rare, malheureusement », cite Stéphane Horel dans son livre *Intoxication* paru en octobre 2015, et qui dénonce le poids des lobbies dans les décisions de Bruxelles. Enfin, pour Rémy Slama, directeur de recherches à l'Inserm, la charrue a clairement été mise avant les bœufs : « En 2009, le Parlement a voté la loi qui définit comment gérer les pesticides européens, mais sans avoir encore donné de définition précise aux perturbateurs endocriniens. C'est pourquoi cette définition est aujourd'hui tordue dans tous les sens par les uns et les autres, pour modifier dans un sens ou dans l'autre les effets de la loi sur l'interdiction des pesticides ». Fleur Olaguer

BISPHÉNOL À LA CAISSE : LA DÉCOUVERTE DES TOULOUSAINS

Il y a déjà sept ans, une équipe de chercheurs de l'Institut national de recherche agronomique (Inra) de Toulouse découvrait que les perturbateurs endocriniens bisphénols A pouvaient se transmettre par simple contact avec la peau, notamment dans le cas des tickets de caisse manipulés à longueur de journée par les caissières dans les supermarchés.

Après des études menées sur de la peau de porc, cette équipe toulousaine avait découvert que les bisphénols étaient aussi présents sous forme libre dans une grande partie des papiers thermiques. Autrement dit, les tickets de caisse ou de carte bleue contenait une « assez grande quantité » de bisphénols A.



utilisés comme révélateur dans la coloration à l'impression. Les études ont montré que les deux tiers des bisphénols mis en contact avec la peau de porc traversaient la barrière cutanée et se retrouvaient dans l'organisme.

Ainsi, en août 2010, une équipe américaine de chercheurs rapportait que les niveaux résiduels de bisphénols A étaient plus importants dans l'organisme des hôtes de caisse. Sur un seul reçu, on pourra trouver jusqu'à douze fois la dose plafond tolérée. Les facturettes contiennent ainsi mille fois plus de bisphénols A que les boîtes de conserve. Une vraie bombe à retardement en matière de santé publique.

Déjà à l'époque, cette enquête mettait à mal les recommandations des agences sanitaires françaises ou européennes qui refusaient de se prononcer sur la dangerosité de ce nouveau mode de contamination, demandant que d'autres études soient lancées.

expert

« À l'aube d'un véritable scandale sanitaire »



Charles Sultan, professeur d'endocrinologie pédiatrique au CHU de Montpellier et membre du groupe santé environnement

En quoi l'exposition aux perturbateurs endocriniens est-elle dangereuse ?

Ces produits chimiques sont capables d'altérer la synthèse ou l'action d'une hormone. Ce sont donc des substances qui perturbent l'équilibre endocrinien. Ainsi, elles favorisent le développement des cancers du sein, de la prostate, du testicule ou de l'ovaire. Par ailleurs, ces pro-

duits chimiques peuvent entraîner des malformations du pénis, une détérioration de la qualité spermatique, diminuer les défenses immunitaires et sont impliqués dans le développement de l'obésité chez l'enfant.

Quelles sont les catégories de personnes les plus touchées ?

Les femmes enceintes sont la population la plus vulnérable. En effet, une exposition aux perturbateurs endocriniens peut avoir des conséquences directes sur le fœtus. Par exemple, le développement système nerveux peut être impacté, induisant une diminution de l'activité des neurones, des troubles psychomoteurs, plusieurs formes d'autisme ou encore l'hypertonie chez le futur bébé. En outre, les substances chimiques attaquent

directement les testicules ou les ovaires en formation, ce qui peut par la suite provoquer des troubles de la fertilité. Enfin, les perturbateurs endocriniens sont capables d'accélérer la puberté, notamment chez les filles car ils agissent directement sur les œstrogènes ; d'où un développement précoce de la glande mammaire chez les filles de 6 à 8 ans et même parfois l'arrivée prématurée des règles.

Comment contribuez-vous à la lutte contre ce fléau ?

Tout d'abord, je fais partie du groupe santé environnement (GSE) mis en place en octobre 2009 par les ministères de la Santé et du Développement durable, et présidé par le député de la Haute-Garonne Gérard Bapt. Nous travaillons sur les perturbateurs endocriniens pour ten-

ter d'apporter des recommandations aux pouvoirs publics. Je prépare également un rapport à la demande de la Société européenne de gynécologie pour protéger les femmes enceintes des conséquences dramatiques que peuvent avoir les produits chimiques sur leur grossesse.

Pourquoi est-il urgent d'agir ?

« Nous sommes à l'aube d'un véritable scandale sanitaire et économique. Si aucune mesure n'est prise dès maintenant, les autorités de soin ne pourront pas assurer tous les coûts des futurs traitements, de plus en plus nombreux. C'est pourquoi j'en reviens à la protection des femmes enceintes : si on protège les fœtus dès maintenant, c'est déjà une grande partie de la population qui sera sauvée. Recueilli par F.O.